

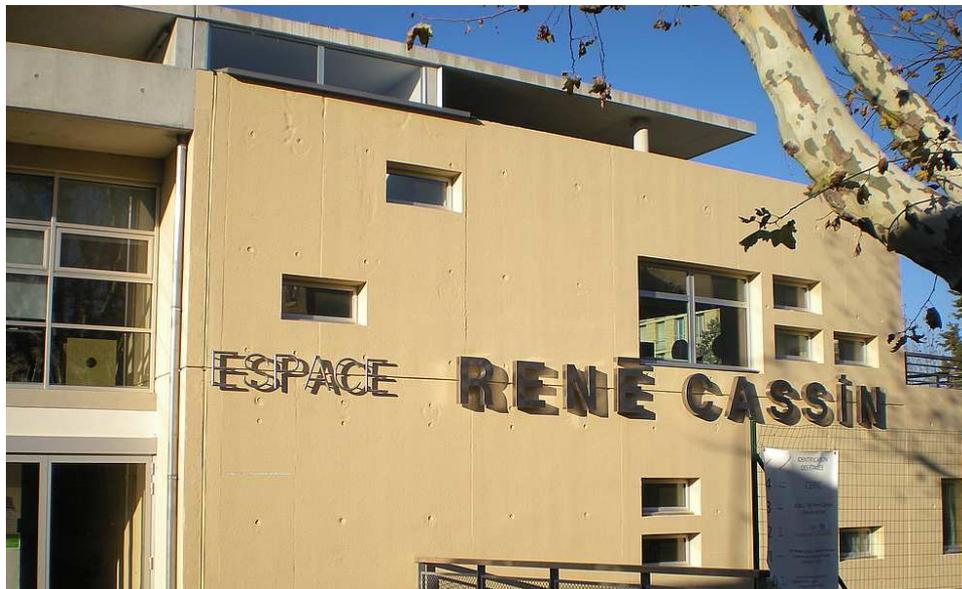


CERIC

Faculté de Droit et de Science Politique – Aix-Marseille Université
Unité Mixte de Recherche CNRS 7318 Droits International, comparé et européen (DICE)

Rapport annuel d'activités

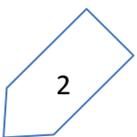
2019



Retrouvez l'actualité du CERIC sur notre site internet :
dice.univ-amu.fr/dice/ceric

Pour nous contacter :
dice-ceric@univ-amu.fr





SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| SOMMAIRE | 3 |
| PRÉSENTATION DU CERIC | 5 |
| PRINCIPAUX OBJECTIFS | 7 |
| COMPOSITION DE L'ÉQUIPE | 9 |
| | |
| ACTIVITÉS DE FORMATION | 13 |
| | |
| 1- <i>Diplômes de Master</i> | 15 |
| 1-1. Master 1 Droit international et européen | 16 |
| 1-2. Master 2 Droit de l'Union européenne..... | 20 |
| 1-3. Master 2 Droit international public | 23 |
| 1-4. Master 2 Droit de l'environnement | 26 |
| 1-5. Master 2 Droit de l'énergie | 29 |
| 1-6. Cliniques juridiques..... | 32 |
| | |
| 2- <i>Diplôme d'Etudes Supérieures d'Université (DESU)</i> | 36 |
| | |
| 3 - <i>Thèses de doctorat</i> | 37 |
| 3-1. Thèses soutenues et HDR..... | 37 |
| 3-2. Thèses en cours..... | 41 |
| 3-3. Prix de thèse..... | 45 |
| | |
| PROGRAMMES DERECHERCHE | 47 |
| | |
| 1 – <i>Programmes de recherche menés à bien avant 2019</i> | 50 |
| 2 – <i>Programmes de recherche terminés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019</i> | 52 |
| 3 – <i>Programmes de recherche en cours en 2020</i> | 53 |
| | |
| COOPÉRATIONS SCIENTIFIQUE | 59 |
| | |
| 1- <i>Les partenariats et coopérations à l'échelle nationale</i> | 62 |
| 1-1 Le pôle Développement Durable et Territoires méditerranéens..... | 62 |
| 1-2 La Fédération de recherche Écosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux ... | 63 |
| 1-3 Les Labex | 64 |
| 1-4 Les groupements de recherche (GDR) | 66 |
| 1-5 Le réseau Thématique Pluridisciplinaire SHS Génétique et médecine génomique..... | 66 |
| | |
| 2- <i>Les partenariats et coopérations à l'échelle internationale</i> | 67 |
| | |
| MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES | 71 |
| | |
| 1. <i>Manifestations du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019</i> | 73 |
| 2. <i>Manifestations prévues en 2020</i> | 78 |

| | |
|--|-----|
| PUBLICATIONS ET PRODUCTION SCIENTIFIQUE | 79 |
| 1- <i>Collections</i> | 79 |
| 2- <i>Revue</i> | 80 |
| 2-1 Les Cahiers Droit, Sciences et Technologies | 80 |
| 2-2 L'Observateur des Nations Unies | 80 |
| 2-3 Alternatives humanitaires | 81 |
| 3- <i>Production scientifique des membres du CERIC</i> | 85 |
| COMMUNICATION, VALORISATION, DIFFUSION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE | 109 |
| 1- <i>Communication et valorisation de l'information</i> | 111 |
| 1-1 Les supports d'édition et de communication | 111 |
| 1-2 Les outils | 112 |
| 2- <i>Diffusion de la culture scientifique</i> | 113 |
| MANDATS-EXPERTISE-DISTINCTIONS | 124 |
| 1- <i>Mandats</i> | 126 |
| 2- <i>Expertise et distinctions</i> | 118 |
| L'UMR DROIT INTERNATIONAL, COMPARÉ ET EUROPÉEN (DICE) | 130 |



PRÉSENTATION DU CERIC

**Le Centre d'Études et de Recherches
Internationales et Communautaires
(UMR 7318 DICE)**

Le CERIC est une équipe de recherche comptant une cinquantaine de membres, au sein de laquelle est représenté majoritairement le droit, mais également l'économie et la science politique. Créé en 1973, le CERIC fait aujourd'hui partie de l'unité mixte de recherche 7318 « **Droits international, comparé et européen** » (DICE) (CNRS - Aix-Marseille Université (AMU), Faculté de Droit et de Science politique d'Aix-Marseille).

Le CERIC administre, au profit des étudiants désireux de se spécialiser en droit international et européen, un **Master 1 « Droit international et droit européen »** qui peut être réalisé à l'étranger dans le cadre du programme Erasmus, seul Master de la Faculté qui propose notamment, dès la quatrième année de droit, le concours *European Law Moot Court*, ainsi que cinq spécialités de **Master 2 « Droit international public », « Droit de l'environnement », « Droit de l'Union européenne », « Droit de l'énergie »** et « **Action et droit humanitaires** ».

Nous proposons également un Diplôme d'Études Supérieures d'Université (DESU), « **Droit européen et international approfondi** » (en cours de refonte).

Notre équipe accueille et encadre par ailleurs cinquante à soixante doctorants. Cet encadrement doctoral est le fruit d'un travail d'équipe à travers plusieurs initiatives : l'organisation du **Forum des jeunes chercheurs**, l'organisation annuelle d'une **École d'Été sur la pratique du droit international des droits humains**, d'une **Université d'Été internationale du Mercantouret** de l'**École Doctorale des Juristes Méditerranéens**, l'organisation biennale des **Journées internationales du CERIC**, l'organisation d'une **Clinique doctorale de droit international des droits de l'homme** et d'une **Clinique juridique de l'Environnement**. Le CERIC organise en outre une vingtaine de manifestations par année universitaire en moyenne.

Nos Masters sont étroitement associés à une politique de recherche extrêmement dynamique et ambitieuse. En complément de la conduite de leurs recherches individuelles, les membres du CERIC s'investissent dans des programmes de recherche pluriannuels associant des personnalités extérieures. Soucieux de valoriser les travaux de ses membres et plus largement de promouvoir les recherches conduites sur ses thématiques, le CERIC gère quatre collections d'ouvrages chez **Bruylant** (De Boeck, Bruxelles), **Pedone** (Paris) ainsi qu'aux **Presses Universitaires d'Aix-Marseille** (PUAM). Il abrite également une revue spécialisée (**L'Observateur des Nations Unies**).

Notre équipe a par ailleurs tissé de nombreux partenariats à l'échelle régionale (**ECCOREV**), ainsi qu'au sein de plusieurs instituts d'établissement créés par Aix-Marseille Université : l'**Institut Méditerranéen pour la Transition Environnementale (ITEM)**, l'**institut Sociétés en mutation en Méditerranée (SoMuM)** et l'**Ocean and Related Human and Digital Sciences Institute (Ocean Science Institute)**. Le CERIC est à l'origine de la création du Groupement de recherche international (GDRI) « **Environmental Law and Justice** », il participe activement aux travaux du groupement de recherche NoST « **Normes, sciences et techniques** » ainsi qu'au « **Réseau universitaire européen Droit de l'espace de liberté, sécurité et justice** ».

Le CERIC échange avec le monde socio-économique grâce à ses cliniques juridiques (**Clinique juridique de l'environnement** depuis 2010, **Clinique de droit international des droits de l'homme** depuis 2015). Elles représentent avant tout une formation juridique spécialisée qui repose sur une méthodologie alliant la théorie et la pratique sur la base de cas réels, ce qui permet à ses membres d'être ainsi formés en pratiquant le droit tout en bénéficiant d'un encadrement adapté assuré par des professeurs et des praticiens.

S'appuyant sur une équipe administrative très engagée dans le projet de laboratoire, le CERIC a été évalué en janvier 2017 par le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES). Le HCERES a souligné à cette occasion l'excellence des activités scientifiques de l'UMR Droits international, comparé et européen, l'exemplarité de sa politique documentaire, l'importance de son rayonnement académique, l'ambition de sa politique de recrutement (qu'il s'agisse des enseignants-chercheurs ou des personnels administratifs), la qualité de sa politique de formation à l'attention des personnels administratifs, le dynamisme de sa formation doctorale et la diversité et la richesse de ses partenariats et de sa politique contractuelle.



Espace René Cassin - entrée 5, avenue Robert Schuman – Aix-en-Provence

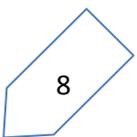


PRINCIPAUX OBJECTIFS

Conformément à ses statuts, le CERIC poursuit des missions d'enseignement et de recherche dans le cadre des diplômes de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, principalement dans les domaines du droit international, du droit européen et des relations internationales.

Pour remplir ses missions, le CERIC :

- ✓ assure l'organisation et la gestion pédagogique et administrative des enseignements permettant aux étudiants d'appréhender dans leur ensemble les aspects actuels des questions européennes et internationales ;
- ✓ favorise la recherche tant individuelle que collective ;
- ✓ contribue à assurer une formation professionnelle et continue dans ces domaines ;
- ✓ apporte un appui au développement et à la préservation d'un fonds de documentation spécialisé intégré au sein de la bibliothèque universitaire ;
- ✓ participe au rayonnement de la Faculté de droit et de science politique, notamment par la collaboration avec les universités et les institutions nationales, étrangères et internationales ;
- ✓ veille à établir des relations partenariales avec les organisations internationales et européennes et le monde socio-économique, en vue notamment de favoriser l'insertion professionnelle des étudiants.



COMPOSITION DE L'ÉQUIPE



Directrice

Ève TRUILHÉ, Directrice de recherche au CNRS

Directeurs adjoints

Estelle BROSSET, Professeure, Chaire Jean Monnet

Romain LE BOEUF, Professeur

Jacques BOURRINET, Professeur honoraire, Chaire Jean Monnet *ad personam*

Tiphaine DEMARIA, Maître de conférences (depuis le 1^{er} octobre 2019)

Louis DUBOIS, Professeur honoraire, Chaire Jean Monnet *ad personam*

Albane GESLIN, Professeure

Habib GHERARI, Professeur

Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET, Professeure (depuis le 1^{er} octobre 2019)

Ludovic HENNEBEL, Professeur, Chaire d'excellence A*MIDEX

Claire LAJAUNIE, Chercheuse INSERM (jusqu'au 30 novembre 2019)

Marie LAMOUREUX, Professeure

Marie-Pierre LANFRANCHI, Professeure

Yvette LAZZERI, Chercheuse CNRS (jusqu'en avril 2019)

Aurélie MAHALATCHIMY, Chargée de recherche CNRS

Sandrine MALJEAN-DUBOIS, Directrice de recherche au CNRS, Directrice adjointe de l'UMR DICE

Jean-François MARCHI, Maître de conférences

Rostane MEHDI, Professeur, Collège d'Europe de Bruges, Chaire Jean Monnet *ad personam*,
Directeur de Sciences Po Aix

Valérie MICHEL, Professeure, Chaire Jean Monnet

Pascale RICARD, Chargée de recherche au CNRS (depuis le 1^{er} octobre 2019)

Vanessa RICHARD, Chargée de recherche au CNRS

Nathalie RUBIO, Professeure, Chaire Jean Monnet

Francis SNYDER, Professeur honoraire, Collège d'Europe de Bruges, Chaire Jean Monnet *ad personam*

Hélène TIGROUDJA, Professeure

Professeurs invités

2018/2019

- Laurence BOISSON DE CHAZOURNES, Professeure, Université de Genève
- Jean-Yves CARLIER, Professeur, Université Catholique de Louvain

2019/2020

- Jean-Yves CARLIER, Professeur, Université Catholique de Louvain
- Emmanuella DOUSSIS, Professeure associée, Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes
- Jorge VINUALES, Professeur, Université de Cambridge

Chercheurs associés

- Pierre BERTHELET, docteur en droit à l'Université de Pau et des pays de l'Adour, post-doctorant à l'Université Laval (depuis septembre 2018)
- Sophie GAMBARELLA, Chargée de recherche CNRS, UMR SAGE (Université de Strasbourg) (depuis janvier 2019)

ATER

2018/2019

- Louis FRIEL
- Noémie KUGLER
- Gaël LE ROUX

2019/2020

- Romain FOUCART
- Julien TRIBOUT

Doctorants (2018-2019)

Doctorants contractuels

Marellia AUGER(AMU)
Anaïs BERENI (Région PACA)
Laura CAHIER (AMU/Institut des Amériques)
Laura CANALI (AMU)
Lorraine DUMONT (AMU)
Gaëtan FERRARA (AMU)
Yann LEBLET (CIFRE)
Alice MONICAT (AMU/ENS Rennes)
Wissem SEDDIK (Région PACA)
Niki SIAMPAKOU (AMU)
Zara SUMODHEE (AMU)
Badjinri TOURE (AMU)
Julien TRIBOUT (AMU)
Daria VASILEVSKAIA (AMU)

Doctorants non contractuels

Wilfried ADOU
Aurore ANDRAULT
Daniel ARBOLEDA VALENCIA
Adolphe BAMBI KABASHI
Louis BERTIER
Clio BOUILLARD
Fernanda CASTELLO BRANCO ARAUJO
Anne-Marie COULIBALEY BONY THECOULAH
Pierre COUTURIER
Chloé DEBORD
Juliette DEFOND
Catherine DEWAILLY
Naima EDDAOUDI
Nahela EL BIAD
Romain FOUCART
Bruno GAY
Ahlam KHATTABI
Wantinèki Diane KONASSANDE
Ryoko KUSUMI
Morgane LECLERCQ
Sébastien LHOUMEAU
Anne-Marina MAGNIN
Chetna MALVIYA
Céline MARTIN
Harvey MPOTO BOMBAKA
Yulia MUKHA
Daniela NANA-ZONGO
Bokoua Yao OUAGA
Chiara PAIANO
Ruth PESSOA GONDIM
Claire PORTIER
Charline PUTTI
Émilie REBSOMEN
Julian RITSCHER
Fernanda SALGUEIRO BORGES
Saa Jérôme TOLNO
Lalé TRAORÉ
Raphaël TSANGA

Doctorants (2019-2020)

Doctorants contractuels

Eliabel AGARD (AMU)
Marellia AUGER(AMU)
Mehdi BASSET (AMU)
Laura CAHIER (AMU/Institut des Amériques)
Valentine DELCROIX (CNRS)
Lorraine DUMONT (AMU)
Gaëtan FERRARA (AMU)
Yann LEBLET (CIFRE)
Alice MONICAT (AMU/ENS Rennes)
Bastien ROSTAN (AMU)
Wissem SEDDIK (Région PACA)
Zara SUMODHEE (AMU)
Badjinri TOURE (AMU)
Daria VASILEVSKAIA (AMU)

Doctorants non contractuels

Wilfried ADOU
Aurore ANDRAULT
Daniel ARBOLEDA VALENCIA
Alice AUGONNET
Adolphe BAMBI KABASHI
Anaïs BERENI
Louis BERTIER
Mélissane BLOTTIERE-MAYO
Sonia BONI
Clio BOUILLARD
Laura CANALI
Fernanda CASTELLO BRANCO ARAUJO
Anne-Marie COULIBALEY BONY THECOULAH
Pierre COUTURIER
Chloé DEBORD
Juliette DEFOND*
Eugénie DENAT
Catherine DEWAILLY
Naima EDDAOUDI
Nahela EL BIAD
Romain FOUCART
Bruno GAY
Émilie GOSSET
Alexandre KIEFFER
Wantinèki Diane KONASSANDE
Ryoko KUSUMI
Morgane LECLERCQ
Sébastien LHOUMEAU*
Anne-Marina MAGNIN*
Céline MARTIN*
Harvey MPOTO BOMBAKA
Yulia MUKHA
Daniela NANA-ZONGO
Karoly OLAJOS
Bokoua Yao OUAGA
Chiara PAIANO
Ruth PESSOA GONDIM
Claire PORTIER
Charline PUTTI
Émilie REBSOMEN
Julian RITSCHER
Fernanda SALGUEIRO BORGES
Niki SIAMPAKOU
Saa Jérôme TOLNO
Lalé TRAORÉ
Raphaël TSANGA

* thèse soutenue pendant l'année civile 2019

Administration, enseignement et recherche

Christine BOISSAC, Gestionnaire administrative et pédagogique, CERIC (AMU)
Élodie BARNIAUD, Gestionnaire financière (gestionnaire qualifiée) CERIC-UMR DICE (CNRS)
Pascal GAUTTIER, Responsable administratif du CERIC (AMU) (à compter de janvier 2020, chargé d'appui à la recherche et aux partenariats)
Sophie GRIMWOOD, Gestionnaire administrative et pédagogique, CERIC (AMU) (depuis septembre 2019)
Donia LANDOULSI, Chargée d'édition UMR DICE, Secrétaire générale UMR DICE (AMU)
Martine PERRON, Chargée de communication et de valorisation, CERIC-UMR DICE (CNRS)

Séjours de recherche

Nature de Destin ANDOSMOUI, doctorant, Université de Montréal (mars-novembre 2019)
Dionyssis DIMITRAKOPOULOS, professeur, BirkbeckCollege, University of London (juin 2019)
Daniel C. ESTY, professeur, Yale University (États-Unis) (février-juin 2019)
Steve FOUEDJIO, doctorant, Université de Dschang (Cameroun) (septembre 2019)
Désirée LLAGUNO, doctorante, Université de La Havane (novembre 2019)
Igor MAGRI DE QUEIROZ, étudiant, Université de Brasilia (décembre 2018-mai 2019)



ACTIVITÉS DEFORMATION

**Masters
DESU
Doctorat**

1- DIPLÔMES DE MASTER



Directrice de la mention Droit international et droit européen
Nathalie RUBIO, Professeure

Le CERIC assure, dans le cadre de la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille, la coordination des enseignements de Master 1^{ère} et 2^{ème} année dans les disciplines qui touchent aux relations internationales et à l'étude de l'intégration européenne. Il participe à la mise en œuvre des enseignements du **Master 1** mention « **Droit international et européen** ». Il coordonne les enseignements dispensés dans le cadre des **Masters 2 (finalités professionnelle et recherche)** « **Droit de l'Union européenne** », « **Droit international public** » et « **Droit international et européen de l'environnement** » et « **Droit de l'énergie** ».

Le CERIC accueille en outre, en application d'accords conclus avec plusieurs universités étrangères, des étudiants désireux d'effectuer un séjour d'études et de recherches à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille centré sur les questions internationales et européennes. Il coordonne, depuis plusieurs années, un programme interuniversitaire de coopération subventionné par la Commission européenne dans le cadre des **accords ERASMUS+** et du processus de Bologne. Ceci conduit à accueillir à Aix-en-Provence, dans le **Master 1** mention « **Droit international et droit européen** », des étudiants de nombreuses universités européennes : **Constance, Hambourg, Munich, Tübingen, Carlos III Madrid, Complutense Madrid, Gérone, Barcelone, Helsinki, Thrace, Pécs, Dublin, Vilnius, Florence, Milan, Pise, La Sapienza Rome, Copenhague, Bergen, Oslo, Rotterdam, Maastricht, Brno, Édimbourg, Exeter, Glasgow, Stockholm, Sheffield.** Ces étudiants Erasmus sont sélectionnés par leur université d'origine. Réciproquement, des étudiants aixois sont sélectionnés pour effectuer leur Master 1 « **Droit international et droit européen** » dans l'une des universités partenaires. Les chiffres témoignent d'un dynamisme certain et de la place importante qu'occupent les étudiants du Master 1 en droit international et droit européen parmi l'ensemble des Erasmus inscrits en M1 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille (9 en 2018-2019).

Le CERIC a pour objectif à travers ses Masters 2 (finalités professionnelle et recherche) de former des juristes de haut niveau dans le domaine du droit international et européen. Ces formations s'adressent en priorité aux étudiants qui souhaitent :

- poursuivre un parcours universitaire par la préparation d'un doctorat en droit
 - * avec pour objectif d'intégrer l'enseignement supérieur et la recherche (présentation des concours de l'enseignement supérieur (maîtrise de conférences, agrégation) ou de la recherche (CNRS, IRD))
 - * ou dans l'optique d'une activité professionnelle (thèses CIFRE notamment) ;
- présenter des concours d'accès à la fonction publique internationale et/ou européenne, à la fonction publique d'État et à la fonction publique territoriale ;
- assurer, dans une administration ou une entreprise, une fonction de conseil juridique de haut niveau permettant de sécuriser l'activité d'une organisation dans un environnement juridique changeant ;
- préparer l'examen d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats.

Nos enseignements sont organisés dans un esprit interdisciplinaire pour permettre aux étudiants, en complétant et en élargissant leurs connaissances, d'appréhender dans leur globalité les aspects actuels des questions internationales et européennes.

1-1. Master 1 Droit international et droit européen

Coordination (pour les étudiants étrangers) : Jean-François MARCHI, Maître de conférences, Assesseur chargé des relations internationales auprès du Doyen de la Faculté de droit, Vice-président délégué à la mobilité et au développement des partenariats.

Ce diplôme comporte deux sections.

- **Section I**

Une année d'étude dans une université étrangère : Constance - Hambourg - Munich - Tübingen - Madrid - Helsinki - Pécs - Dublin - Florence - Rome - Bergen - Oslo - Rotterdam - Maastricht - Brno - Édimbourg - Exeter - Glasgow - Stockholm.

Les examens passés dans l'université étrangère sont repris en équivalence par la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille pour la délivrance du diplôme de master 1, après conversion des notes dans l'échelle de notation française.

Les étudiants participants au programme de mobilité intra-européenne Erasmus+ bénéficient de l'aide financière Erasmus+.

- **Section II**

Une année d'étude à Aix-en-Provence. Outre les étudiants français admis, cette section accueille un certain nombre de candidats étrangers retenus par leur université d'origine, selon des critères identiques à ceux de la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille, après avis favorable d'une Commission d'équivalence.

Sont notamment préparés, chaque année depuis 1989, plusieurs grands **concours internationaux de procèssimulés**.

La préparation de ces exercices a été **complètement intégrée au cursus des étudiants** du Master 1 « Droit international et droit européen » sous la forme de conférences de méthodes pour lesquelles les étudiants obtiennent des crédits ECTS. Les étudiants y bénéficient d'un encadrement dédié assuré par des doctorants du CERIC.

Ces concours de procèssimulés sont des exercices pédagogiques impliquant des étudiants en droit des meilleures universités européennes, américaines et d'autres continents. À partir d'un cas fictif très dense et sur un thème d'actualité, donné en début d'année académique par un comité d'organisation internationale, un petit groupe d'étudiants est sélectionné par chaque université pour rédiger des mémoires puis affronter les équipes des autres universités en plaidant devant des jurys composés de professeurs et de juges membres de juridictions internationales.

À une phase écrite succède une phase orale de plaidoiries, elle-même parfois décomposée en finales nationales puis finales internationales, devant des experts et juges. L'ensemble épouse le calendrier universitaire avec un début en septembre et une finale au printemps.

Les concours ont pour objectifs un approfondissement important des connaissances, une application pratique des enseignements ainsi que le développement d'un réseau professionnel qui seront utiles aux étudiants pour leur future insertion professionnelle.

En 2019-2020, plusieurs concours de plaidoirie ont été préparés.

LE CONCOURS RENE CASSIN

Les étudiants de Master « Droit international et droit européen » d'Aix-Marseille Université ont eu l'opportunité de participer une nouvelle fois au concours de plaidoirie René Cassin, qui portait cette année sur le thème de l'entreprise et du droit européen des droits de l'Homme.

Les étudiants ont travaillé durant plusieurs mois à la rédaction d'un mémoire en demande introduit devant la Cour européenne des droits de l'homme. Les requérants contestaient les conditions de travail et de licenciement d'une entreprise de droit ricardien, État fictif partie à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, opérant dans un État non-partie à la Convention.

LA SIMULATION DES NATIONS UNIES

La Simulation des Nations Unies– Aix-en-Provence est une simulation des travaux de l'Assemblée générale ou d'autres organes des Nations Unies dont l'objectif est d'initier les étudiants aux techniques de négociations internationales. Cette simulation permet chaque année, gratuitement, à des étudiants de formations variées de se rencontrer, travailler ensemble, débattre et défendre les points de vue de l'État qu'ils représentent, afin d'arriver à une solution pour la situation de crise qui leur est proposée.

L'objectif spécifique de ce type de projet, encouragé par les Nations Unies, est de fournir une « éducation à la citoyenneté mondiale » en initiant un public d'étudiants aux techniques de négociation internationale. Face à une situation donnée, des groupes d'étudiants se constituent pour travailler sur la problématique donnée tout en défendant les intérêts de l'État qu'ils ont la charge de représenter. Il s'agit également d'une occasion pour eux d'acquérir des connaissances, de les mettre en application et de se familiariser au travail en équipe. Enfin, cette simulation est un cadre particulièrement propice au développement d'une plus grande aisance à l'oral et une meilleure aptitude au débat. Ce projet participe ainsi au rayonnement international de l'Université d'Aix-Marseille.

La Simulation des Nations Unies 2019 s'est déroulée sur deux journées (1er et 2 mars), pendant lesquelles les participants ont eu l'occasion de négocier un accord concernant : « La qualification des mouvements contestataires ». Cette thématique entre en adéquation avec les différentes formes de contestations citoyennes qui apparaissent dans le monde. Cependant, le droit international laisse une marge de manœuvre très grande aux États dans leur qualification et leur gestion de ces mouvements, si bien que nombre d'États, aussi bien autoritaires que démocratiques, n'hésitent pas à qualifier pareils mouvements de terroristes. En qualifiant ainsi ces mouvements, les dirigeants de ces États ferment le dialogue social et démocratique, ce qui peut avoir des effets plus que néfastes.

Cette année, la Simulation a pu se tenir grâce aux fonds apportés par le FSDIE. L'organisation de l'événement a été assurée par le Bureau de l'AFNU accompagné par des étudiants bénévoles issus du Master 2 Droit international public, d'une bénévole issue du Master 1 droit des affaires, ainsi que des doctorants du CERIC. Avant les négociations, le directeur adjoint du CERIC, le Professeur LeBoeuf, est intervenu afin de présenter le CERIC et ses offres de formation ainsi que l'Assemblée générale des Nations Unies. Le thème fut quant à lui présenté par la Présidente, Lorraine Dumont.

L'événement s'est déroulé sans imprévu et a enthousiasmé tant les participants que les organisateurs. À l'issue de l'événement, des prix ont été distribués aux étudiant(e)s qui représentaient au mieux leur État. Les participants ont salué la qualité de l'organisation de même que la pédagogie et les valeurs humaines ainsi transmises.

Le Bureau actuel de l'AFNU avait réalisé la SIMONU de l'année précédente (2018). Fort de leur expérience ils ont organisé cet événement en adéquation avec leurs valeurs en réduisant le gaspillage et en demeurant écoresponsable.

Cela fait près de quinze années que l'AFNU-Aix organise cette simulation. La tenue de cette cuvée 2019 conforte le Bureau dans le renouvellement de cet événement pour l'année suivante.

LE CONCOURS EUROPEAN LAW MOOT COURT

Comme chaque année, les étudiants du Master 1 Droit international et droit européen ont eu l'opportunité de participer au concours **European Law Moot Court**, concours bilingue français-anglais en droit de l'Union européenne.

Le cas de cette année traitait de la question épineuse du mandat d'arrêt européen et de l'État de droit.

Après avoir travaillé pendant trois mois sur les mémoires écrits, les étudiants ont participé à la finale régionale de Madrid en février. Les représentants de la demande et de la défense sont arrivés en finale. L'équipe coachée par Julien Tribout(photo ci-dessous) a ainsi obtenu un excellent résultat mais reste aux portes de Luxembourg à un point de l'équipe adverse, après des plaidoiries d'un niveau très relevé.



LE CONCOURS CHARLES ROUSSEAU

Le concours de procès simulé en droit international Charles-Rousseau, créé en 1985, est un concours francophone de procès simulé en droit international. Équivalent francophone du concours de procès simulé en droit international JESSUP (JessupMoot Court Competition), il est ouvert à des équipes d'étudiants en droit chargés de défendre les intérêts de deux Parties fictives dans un différend imaginaire devant une juridiction internationale.

Chaque institution participante présente deux équipes de deux plaideurs, défendant chacune un des deux États ou entités Parties au différend. Les universités sélectionnées se rencontrent lors d'une épreuve internationale qui se déroule chaque année dans une ville différente. Ces épreuves comportent une phase écrite (dépôt de mémoires) et une phase orale (plaidoiries).

Pour l'édition 2019, le cas suivant était soumis à la sagacité des étudiants. Le Turnada et la République fédérale de Cambodge sont membres fondateurs de l'Organisation Mondiale du Commerce, mais le Turnada est économiquement dépendant de la Cambodge. Or, cette dernière a imposé une mesure de surtaxe douanière de 20 % sur le silicium, laquelle impacte le Turnada en tant que puissance exportatrice de ce produit. Selon la Cambodge, cette surtaxe est justifiée par les besoins de la sécurité nationale. La crise économique interne saurait-elle justifier l'atteinte au multilatéralisme ? C'est au Groupe spécial établi par l'Organe de règlement des différends de l'OMC qu'il appartiendra d'en juger.

Durant l'année académique 2019-2020, l'Université d'Aix-Marseille s'est de nouveau investie dans la grande aventure du concours de plaidoirie Charles Rousseau, encadrée par deux coaches, Lorraine DUMONT et Habib TOURE et composée de dix-huit étudiants soudés et motivés, parmi lesquels ont été sélectionnés quatre plaideurs, en respectant une parfaite parité. L'ensemble de l'équipe s'est employée à rédiger les mémoires en demande et en défense, et leur investissement leur a ainsi permis de remporter le prix du troisième meilleur mémoire. Après dépôt des mémoires, les plaideurs ont été entraînés par les membres de leur équipe, leurs coaches, et de nombreux doctorants du CERIC, ainsi que des enseignants. Les plaideurs et coaches se sont ensuite rendus à Strasbourg où se déroulait, du 6 au 11 mai 2019, la phase orale de l'édition 2019 du concours. L'équipe d'Aix-Marseille Université a alors remporté le prix des quarts de finale et le prix du dixième meilleur plaideur (attribué à YouennMcAuliffe).



De gauche à droite : Habib TOURE (coach), Carolina BARROS DE CASTRO E SOUZA, Shadi ABOU ZEID, Nina WEBERT, YouennMcAULIFFE, Lorraine DUMONT (coach)

1-2. Master 2 Droit de l'Union européenne



Direction : Valérie MICHEL
Professeure, Chaire Jean Monnet

L'équipe pédagogique comprend **Jean-Luc ALBERT**, Professeur ; **Valérie-Laure BENABOU**, Professeur ; **Elisabeth BRION** ; **Estelle BROSSET**, Professeure, Chaire Jean Monnet ; **Jean-Yves CARLIER**, Professeur à l'Université Catholique de Louvain ; **Éric CARPANO**, Professeur à l'Université Jean-Moulin Lyon III ; **Frédérique CHOPIN**, Maître de conférences HDR, Faculté d'Économie et de Gestion, Université d'Aix-Marseille ; **Paul DODELLER**, Agent du gouvernement français devant les juridictions de l'Union européenne ; **Habib GHERARI**, Professeur ; **Marie LAUZANNE-COESME**, Chargée de mission aides d'État au bureau des politiques européennes d'innovation et de financement du Ministère de l'Économie et des Finances (2018-2019) ; **Case Handler**, Direction générale Concurrence-Aides d'Etat, Commission européenne ; **Jean-François MARCHI**, Maître de conférences, Assesseur du Doyen (chargé des relations internationales), Avocat au Barreau de Marseille ; **Francesco MARTUCCI**, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas ; **Gilles MATHIEU**, Maître de conférences ; **Rostane MEHDI**, Professeur à Aix-Marseille Université et au Collège d'Europe de Bruges, Directeur de Sciences Po Aix ; **Valérie MICHEL**, Professeure, Chaire Jean Monnet, 1^{ère} Vice-présidente CNU section 02 ; **Virginie RENAUX-PERSONNIC**, Maître de conférences ; **Delphine RONET-YAGUE**, Maître de conférences ; **Nathalie RUBIO**, Professeure, Chaire Jean Monnet, Directrice du CERIC ; **Claire SAIGNOL**, Consultante indépendante Affaires publiques et fonds européens ; **Stéphanie TASCA**, Responsable formation documentaire ; **Hélène TIGROUDJA**, Professeure.

Ce Master 2 comporte trois parcours : un parcours général recherche, un parcours général professionnel et un parcours international en convention avec l'Université d'Ottawa.

Organisation de la formation

- Premier semestre : enseignements fondamentaux
- Second semestre : Clinique de droit de l'Union européenne, réalisation d'un mémoire de recherche et soutenance, réalisation d'un stage

* Troisième semestre de master

Unités d'enseignements

Les étudiants du **Parcours général** doivent obligatoirement suivre les cours de toutes les unités.

Unité 1 : Système juridique et acteurs de l'Union européenne (6 ECTS)

- Rapports entre le droit de l'Union européenne et les autres ordres juridiques ;
- Utilisation contentieux du droit de l'Union européenne (cours mutualisé avec le M2 Droit et pratique des contentieux publics) ;
- Lobbying ;
- Montage de projet.

Unité 2 : L'Union européenne dans le monde (6 ECTS)

- Relations extérieures (cours mutualisé avec le M2 Droit international public) ;
- Droit international du commerce (cours mutualisé avec le M2 Droit international public) ;
- Droit douanier (cours mutualisé avec le M2 Droit fiscal et fiscalité de l'entreprise).

Unité 3 : Union européenne et marché (6 ECTS)

- Droit du marché intérieur ;
- Droit de la concurrence ;
- Droit des aides d'État,
- Affaires économiques et financières.

Unité 4 : Union européenne et enjeux sociétaux (6 ECTS)

- Santé et environnement ;
- Droit social ;
- Développement économique, social et territorial.

Unité 5 : Union européenne et personne (6 ECTS)

- Protection des droits de l'homme dans et par l'Union européenne (cours dispensé en anglais) ;
- Visas, asile, migrations (cours mutualisé avec le M2 Droit international public) ;
- Droit pénal de l'Union européenne (cours mutualisé avec le M2 Sciences pénales).

** Quatrième semestre de master*

Unité 1 : Clinique de droit de l'Union européenne (6 ECTS)

Unité 2 : Mémoire (6 ECTS)

- Préparation à la rédaction d'un travail de recherche (cours mutualisé avec le M2 Droit international public) ;
- Mémoire ou rapport de stage.

Unité 3 : Insertion professionnelle (6 ECTS)

- Techniques de recherche d'emploi, CV et entretiens professionnels ;
- Préparation aux concours européens (cours mutualisé avec le M1 Droit international et droit européen) ;
- Stage (2 mois minimum).

Parcours International (Ottawa) Double diplôme LLM/Master



Le Master 2 Droit de l'Union européenne peut accueillir, dans le cadre de l'accord conclu entre Aix-Marseille Université et l'Université d'Ottawa, pour un parcours spécifique et pour un nombre fixé par l'accord, des étudiants sélectionnés par Aix-Marseille Université et l'Université d'Ottawa.

** Troisième semestre de Master à Aix-Marseille Université*

Suivi des enseignements des Unités d'enseignement 1, 2 et 3

Suivi au choix des enseignements de l'Unité d'enseignement 4 ou de l'Unité d'enseignement 5

** Quatrième semestre de Master à l'Université d'Ottawa*

Suivi de trois cours au choix parmi les cours de droit international proposés par l'Université d'Ottawa.

Rédaction et soutenance du mémoire en juin à l'Université d'Aix-Marseille.

Les étudiants du Master 2 Droit de l'Union européenne ont effectué un voyage d'étude à Bruxelles du 12 au 15 novembre 2019.

Les étudiants ont effectué des visites au Conseil de l'Union européenne, au Parlement européen, au Comité des régions, à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne. Ils ont également au séminaire de l'ONG PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants) et participé à la table ronde animée par Maître Emmanuelle Néraudau, avocate au barreau de Nantes, sur l'utilisation du droit de la protection des données dans les procédures d'immigration.

1-3. Master 2 Droit international public



Direction : Hélène TIGROUDJA
Professeure, Experte au Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies

L'équipe pédagogique comprend notamment : **Jean-Yves CARLIER**, Professeur à l'Université Catholique de Louvain ; **Patrick GAÏA**, Professeur ; **Habib GHERARI**, Professeur ; **Ludovic HENNEBEL**, Professeur, Expert au Comité consultatif du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies ; **Céline JURGENSEN**, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères ; **Marie-Pierre LANFRANCHI**, Professeure, Assesseure à l'orientation, l'insertion professionnelle, la vie étudiante et la gestion du handicap ; **Romain LEBOEUF**, Professeur ; **Sandrine MALJEAN-DUBOIS**, Directrice de recherche au CNRS ; **Jean-François MARCHI**, Maître de conférences, Assesseur du Doyen (chargé des relations internationales), Avocat au Barreau de Marseille ; **Valérie MICHEL**, Professeure, Chaire Jean Monnet, 1^{ère} Vice-présidente CNU section 02 ; **Denis MOURALIS**, Professeur ; **Nathalie RUBIO**, Professeure, Chaire Jean Monnet, Directrice du CERIC ; **Stéphanie TASCA**, Responsable Formation documentaire ; **Hélène TIGROUDJA**, Professeure, Experte au Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Organisation de la formation

- Premier semestre : Enseignements fondamentaux
- Second semestre : Renforcement de l'aptitude à écrire un contenu international, Mémoire ou stage

* Troisième semestre de Master

Unités d'enseignements

Unité 1 : Compréhension générale de l'ordre juridique international (8 ECTS)

Les étudiants doivent obligatoirement suivre les cinq cours

- Conférences générales de droit international public ;
- Théories du droit international public ;
- Fonctions de la responsabilité internationale ;
- Spécificités du contentieux international ;
- Rapports entre le droit international et les autres ordres juridiques.

Unité 2 : Expertise dans plusieurs domaines du droit international (8 ECTS)

Les étudiants doivent choisir cinq enseignements parmi les sept que compte cette unité d'enseignement

- Droit et action du Conseil de sécurité ;
- Droit international du commerce (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'Union européenne) ;
- Droit international pénal ;
- Droit international de la mer ;
- Visas, asile, migrations (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'Union européenne) ;
- Relations extérieures de l'Union européenne (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'Union européenne) ;
- Droit international de l'environnement (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'environnement).

Unité 3 : Conférences de méthode (4 ECTS)

Les étudiants doivent choisir deux enseignements parmi les trois que compte cette unité d'enseignement

- Contentieux international des droits de l'homme ;
- Contentieux international des investissements ;
- Contentieux international de l'environnement (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'environnement).

Unité 4 : Connaissance des enjeux contemporains du droit international (2 ECTS)

Les étudiants doivent obligatoirement suivre les quatre cours.

- Actualité géopolitique et diplomatique ;
- Actualité de l'économie internationale ;
- Actualité de la protection internationale des droits de l'homme ;
- Actualité de la protection de l'environnement.

Unité 5 : Mise en œuvre des connaissances en droit international

- Clinique juridique ;
- Méthodologie de la recherche ;
- Expression orale ;
- Préparation au grand oral ;
- Préparation individuelle aux entretiens professionnels.

** Quatrième semestre de Master*

Unité 1 : Renforcement de l'aptitude à écrire dans un contexte international

- Préparation à la rédaction d'un travail de recherche (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'Union européenne) ;
- Rédaction d'un travail de recherche (dans une langue étrangère autre que l'anglais).

Unité 2 : Mémoire ou stage

Parcours International (Ottawa)
Double diplôme LLM/Master



Le Master 2 de Droit international public peut accueillir, dans le cadre de l'accord conclu entre Aix-Marseille Université et l'Université d'Ottawa, pour un parcours spécifique et pour un nombre fixé par l'accord, des étudiants sélectionnés par Aix-Marseille Université et l'Université d'Ottawa.

** Troisième semestre de Master à Aix-Marseille Université*

Suivi des enseignements des Unités d'enseignement 1, 2, 3 et 4
Suivi des enseignements de l'Unité d'enseignement 5 à titre facultatif

** Quatrième semestre de Master à l'Université d'Ottawa*

Suivi de trois cours au choix parmi les cours de droit international proposés par l'Université d'Ottawa.

Rédaction et soutenance du mémoire en juin à l'Université d'Aix-Marseille.

Les étudiants du Master 2 Droit international public ont effectué un voyage d'étude à La Haye du 28 janvier au 1^{er} février 2019. Ils ont pu visiter la Cour Internationale de Justice, la Cour Pénale Internationale, le Tribunal Spécial pour le Liban, le Mécanisme pour les tribunaux spéciaux internationaux et le Palais de la Paix (etsa bibliothèque).



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

1-4. Master 2 Droit de l'environnement



Direction : Estelle BROSSET, Professeure, Chaire Jean Monnet
(2018-2019) Ève TRUILHÉ, Directrice de recherche au CNRS
Direction : Estelle BROSSET, Professeure, Chaire Jean Monnet
(2019-2020) Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET, Professeure

L'équipe pédagogique comprend notamment **Marellia AUGER**, Doctorante contractuelle ; **Laurence BOISSON DE CHAZOURNES**, Professeure à l'Université de Genève ; **Laura CANALI**, Doctorante contractuelle ; **Estelle BROSSET**, Professeure, Chaire Jean Monnet ; **Pascale CHABROL**, Chargée d'insertion et d'Orientation ; **Anne-Marie DE MATOS**, Professeure ; **Blaise EGLIE-RICHTERS**, Avocat au Barreau de Paris (Sartorio et associés) ; **Laurent FONBAUSTIER**, Professeur à l'Université Paris Sud ; **Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET**, Professeure, Chaire CNRS Droit de l'environnement, Université Jean Moulin Lyon III ; **Ludovic HENNEBEL**, Professeur ; **Laurent KUENY**, Ingénieur des Mines, Chef de la division de Marseille de la Sécurité Nucléaire, Bureau Veritas Paris ; **Françoise LABROUSSE**, Avocate (cabinet Jones Day) ; **Marie-Laure LAMBERT**, Maître de conférences HDR ; **Marie LAMOUREUX**, Professeure ; **Olivier Le BOT**, Professeur ; **Marie-Pierre LANFRANCHI**, Professeure, Assesseure à l'orientation, l'insertion professionnelle, la vie étudiante et la gestion du handicap ; **Romain LEBOEUF**, Professeur ; **Gaël LEROUX**, ATER ; **Sébastien MABILE**, Avocat au Barreau de Paris ; **Sandrine MALJEAN-DUBOIS**, Directrice de recherche au CNRS, Directrice de l'UMR DICE 7318 ; **Jean-François MARCHI**, Maître de conférences, Assesseur du Doyen (chargé des relations internationales), Avocat au Barreau de Marseille ; **Kim PARRY**, Professeure ; **Stéphanie TASCA**, Responsable formation documentaire ; **Thierry TATONI**, Professeur ; **Ève TRUILHÉ**, Directrice de recherche au CNRS ; **Mathieu WEMAERE**, Avocat au barreau de Paris et de Bruxelles.

Organisation de la formation

- Premier semestre : Maîtrise des fondamentaux ; Contentieux de l'environnement ; Gestion des risques ; Gestion du milieu naturel et de la biodiversité.
- Second semestre : Compétence transversale ; Réalisation d'un mémoire de recherche ou d'un stage de trois mois minimum et soutenance

* Troisième semestre de Master

Unités d'enseignements

Unité 1 : Maîtrise des fondamentaux (sources, acteurs, principes, responsabilités) (8ECTS)

Les 4 enseignements sont obligatoires et seront sanctionnés par un grand oral.

- Droit international de l'environnement (cours mutualisé avec le M2 Droit international public) ;
- Droit européen de l'environnement (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'énergie) ;
- Droit interne et comparé de l'environnement (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'énergie) ;
- Droits de l'homme et environnement.

Unité 2 : Contentieux de l'environnement (8 ECTS)

Les cinq séminaires sont obligatoires. Chacun de ces séminaires sera sanctionné par un exercice déterminé par l'enseignant responsable.

- Clinique juridique (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'énergie) ;
- Contentieux international de l'environnement (cours mutualisé avec le M2 Droit international public) ;
- Contentieux transnational de l'environnement ;
- Contentieux européen de l'environnement ;
- Contentieux interne de l'environnement.

Unité 3 : Gestion des risques (8ECTS)

Les 8 séminaires sont obligatoires. Vous devez choisir deux séminaires parmi les huit suivants. Chacun de ces séminaires sera sanctionné par un exercice déterminé par l'enseignant responsable.

- Introduction au droit de l'énergie (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'énergie) ;
- Droit nucléaire ;
- Déchets ;
- Produits chimiques/Biosécurité ;
- Consommation durable ;
- Droit des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Pollution atmosphérique et changements climatiques ;
- Pollutions marines.

Unité 4 : Gestion du milieu naturel et de la biodiversité (6ECTS)

Les 2 séminaires sont obligatoires. Vous devez choisir un séminaire parmi les deux suivants. Chacun de ces séminaires sera sanctionné par un exercice déterminé par l'enseignant responsable.

- Notion, prévention des dommages, réparation du préjudice écologique ;
- Droits de l'animal.

** Quatrième semestre de Master*

Unité 1 : Compétences transverses (4 ECTS)

Les 3 enseignements sont obligatoires.

- Méthodologie de la recherche (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'énergie) ;
- Initiation à la recherche d'emploi ;
- Langue.

Unité 2 : Mémoire ou stage (26 ECTS)

L'étudiant(e) devra choisir le cursus Professionnel ou le cursus Recherche, respectivement sanctionnés par le dépôt et la soutenance d'un rapport de stage ou d'un mémoire.

Les étudiants du Master 2 Droit de l'environnement ont effectué un voyage d'étude à Bruxelles du 9 au 12 décembre 2019. Durant cette semaine, marquée par la parution du Pacte vert pour l'Europe, les étudiants ont eu l'opportunité d'échanger avec des membres de la DG environnement de la Commission, tant sur cette stratégie grandement attendue, que sur leur travail au quotidien et leurs expériences personnelles.

Ce séjour leur a permis également de découvrir le rôle fondamental des lobbyistes (ou chargés de plaidoyer) œuvrant pour une politique davantage tournée vers la protection de l'environnement, de la santé ou encore des consommateurs, auprès des institutions de l'UE, en rencontrant notamment, des membres de l'Association européenne des pompes à chaleur, de l'ONG Surfrider Europe et du Bureau européen des unions de consommateurs.

L'entrevue enrichissante à la représentation permanente de la France auprès des institutions de l'Union a été l'occasion de saisir quelle place occupe la France dans les négociations sur des sujets environnementaux ; et le rendez-vous dynamique à la DG santé de la Commission, clôturant la semaine, a été rythmé par des questions intéressantes sur un des sujets de la clinique juridique de l'environnement sur lequel les étudiants ont travaillé cette année, mêlant inextricablement environnement et santé.

Les étudiants ont rencontré les personnes suivantes :

au sein de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne

- **Mme Marie Buchet**, Conseillère Environnement

au sein de la Commission européenne

- **Mme Julie Bourneix**, Juriste, Unité Procédure d'instruction (E1 Contentieux), DG Environnement
- **Mme Lucie Carroué**, Policy Assistant, DG Santé
- **M. Benjamin Caspar**, Team Leader Urban Environnement Policy, DG Environnement.
- **M. Marco Onida**, Senior Expert, Team Leader Forests, DG Environnement.

au sein des associations œuvrant dans le domaine de l'environnement, de la santé et de la protection des consommateurs

- **Mme Stella Benfatto**, Policy officer, European Heat Pump Association.
- **Mme Gaëlle Haut**, EU Affairs Project Manager, Surfrider Europe.
- **M. Dimitri Vergne**, Senior Sustainable Transport Officer, Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC)

1-5. Master 2 Droit de l'énergie



Direction : Marie LAMOUREUX, Professeure
Florence TOUITOU-DURAND,
Directrice juridique et du contentieux du CEA

Depuis la rentrée 2018, le CERIC héberge un nouveau diplôme de Master2 Droit de l'énergie en étroite collaboration avec le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) et l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires (INSTN).

Le parcours Droit de l'énergie vise à l'acquisition de compétences juridiques fortes dans le domaine de l'énergie, secteur de pointe en pleine évolution (libéralisation des marchés, transition énergétique et développement des énergies renouvelables, restructuration des filières nucléaires...). Soucieuse de former des juristes spécialisés capables de répondre aux problématiques juridiques liées à l'exploitation et à l'utilisation de l'énergie, cette formation de haut niveau vise à répondre aux besoins tant de la recherche qu'à ceux des industries de l'énergie, tout en s'inscrivant dans la droite ligne des préoccupations des institutions tant nationales qu'européennes et internationales. Ce parcours permet d'appréhender le droit de l'énergie sous tous ses aspects (droit européen, international et interne ; droit public et droit privé), en couvrant l'ensemble des filières énergétiques (électricité, gaz, nucléaire, énergies fossiles et énergies renouvelables), tout en offrant une ouverture pluridisciplinaire par la voie d'éclairages scientifiques, géopolitiques, économiques et financiers, permettant ainsi aux étudiants d'acquérir une compréhension globale du droit et de la politique de l'énergie, de leurs évolutions et de leurs enjeux.



L'équipe pédagogique comprend notamment **Estelle BROSSET**, Professeure, Chaire Jean Monnet ; **Charlotte BEAUGONIN**, Avocate au barreau de Marseille, ancienne Responsable de pôle à la Direction juridique d'EDF ; **Laurence BERNARD**, Chargée d'insertion et d'Orientation (SUJO) ; **Laure BONNA-BOUCHET**, Avocate, cabinet Bonna-Auzas, Paris ; **Didier BOSSEBOEUF**, Ademe ; **Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET**, Professeure à l'Université Lyon 3 ; **Laura CANALI**, Doctorante contractuelle ; **Laurence CHABANE-POUZYNNIN**, Directrice juridique droit public, nucléaire, environnement et immobilier ORANO (ex AREVA) ; **Jean-Yves CHEROT**, Professeur ; **Mathias DANTIN**, Avocat, cabinet Herbert Smith Freehills Paris ; **Hélène FISCHER-BARONNIER**, Avocate au barreau de Lyon ; **Bruno GAY**, Avocat, cabinet De Gaulle Fleurance & associés, Paris ; **Philippe GENRE**, Responsable Financements de Projets ENR et PPP, Direction Opérations Structurée, CEPAC ; **Laetitia GRAMMATICO**, Legal Advisor, ITER Organization ; **Audrey GROSSET**, Avocate, cabinet Bonna-Auzas, Paris ; **Jean-Luc HECKENROTH**, Avocat, cabinet BCTG, Paris ; **Marie-Laure LAMBERT**, Maître de conférences ; **Marie LAMOUREUX**, Professeure ; **Frédéric LANTZ**, Professeur à l'IFP School ; **Jean-Marc LAYET**, Professeur ; **Marc LÉGER**, Conseiller de l'administrateur général du CEA ; **Laurent LIGUORI**, Chef de cabinet, Pôle concessions et territoires, Enedis ; **Sandrine MALJEAN-DUBOIS**, Directrice de recherche au CNRS ; **Jean-François MARCHI**, Maître de conférences, Avocat au Barreau de Marseille ; **Olivia PASSERIEUX**, Juriste, Direction juridique du CEA, **Kim PARRY**, PRAG, **Jacques PERCEBOIS**, Professeur émérite, Université de Montpellier, **Sidonie ROYER-MAUCOTEL**, Juriste, Direction juridique CEA ; **Sanaa SIRVEN**, Responsable du master Économie du développement durable à l'INSTN ; **Stéphanie TASCA**, Responsable Formation documentaire ; **Florence TOUITOU-DURAND**, Directrice juridique et du contentieux du CEA ; **Ève TRUILHÉ**, Directrice de recherche au CNRS ; **Céline VIESSANT**, Professeure ; **Matthieu WEMAERE**, Avocat au barreau de Paris & Bruxelles ; **Françoise ZITOUNI**, Maître de conférences

Organisation de la formation

- Premier semestre : Les fondamentaux du droit de l'énergie ; Les droits des différentes sources d'énergies-cours fondamentaux & séminaires pratiques ; l'énergie dans son environnement ; clinique juridique.
- Deuxième semestre : Compétences transverses ; Mémoire ou Stage.

* *Troisième semestre de Master*

Unités d'enseignement

Unité 1 : Les fondamentaux du droit de l'énergie(8 ECTS)

- Sciences de l'énergie
- Économie de l'énergie
- Géopolitique de l'énergie (le cours sera dispensé en anglais)
- Financement de projets énergétiques et gestion des risques
- Introduction au droit de l'énergie (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'environnement)
- Concurrence-régulation dans le secteur de l'énergie
- Fiscalité de l'énergie
- Droit de la transition énergétique et des économies d'énergie (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'urbanisme)

Unité 2 : Les droits des différentes sources d'énergies. Cours fondamentaux (8ECTS)

- Droit de l'énergie nucléaire
- Droit de l'électricité et du gaz
- Droit des énergies renouvelables
- Droit des mines et énergies fossiles

Unité 3 : Les droits des différentes sources d'énergies. Séminaires pratiques (2ECTS)

- Droit de l'énergie nucléaire
- Droit des énergies renouvelables
- Droit des mines et énergies fossiles

Unité 4 : L'énergie dans son environnement (8ECTS)

- Urbanisme et aménagements durables
- Droit européen de l'environnement (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'environnement)
- Droit interne et comparé de l'environnement (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'environnement)
- Droit des installations classées pour la protection de l'environnement (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'environnement)
- Pollution atmosphérique et changements climatiques (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'environnement)

Unité 5 : Clinique juridique (4ECTS)

- Clinique juridique (séminaire mutualisé avec le M2 Droit de l'environnement)

** Quatrième semestre de Master*

Unité 1 : Compétences transverses (4 ECTS)

- Méthodologie de la recherche (cours mutualisé avec le M2 Droit de l'environnement)
- Initiation à la recherche d'emplois
- Langue

Unité 2 : Mémoire ou stage (26 ECTS)

* * *

Les étudiants du Master 2 Droit de l'énergie effectuent chaque année plusieurs visites. Les étudiants de la promotion 2018-2019 ont ainsi visité début 2019

- le centre CEA de Cadarache, où leur ont été présentées les activités menées
- le chantier ITER : conférence de présentation du projet ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) et de ses enjeux ; visite du site, en particulier du belvédère et du bâtiment de fabrication des bobines poloïdales

1-6. Cliniques juridiques

Nées dans les universités nord-américaines, les cliniques juridiques participent à la formation des étudiants sous l'encadrement d'enseignants-chercheurs et de professionnels du droit tout en répondant à un besoin social (<http://www.cliniques-juridiques.org/>).

Complémentaire de l'enseignement universitaire traditionnel, l'activité clinique était encore, jusqu'à ces dernières années, peu implantée dans le système français alors que pédagogiquement l'exercice est **innovant** en ce qu'il permet aux étudiants de mobiliser leurs connaissances pour traiter des **problèmes juridiques concrets** qui se posent aux praticiens de leur domaine d'étude. Il s'agit bien souvent de la première expérience permettant aux étudiants de mobiliser leurs connaissances théoriques dans des situations concrètes : rédiger un recours ou un texte juridique, élaborer des argumentaires pour un contentieux, etc. Les étudiants travaillent sous la double **supervision d'enseignants-chercheurs et de praticiens**.

Deux cliniques juridiques sont adossées aux Masters 2 portés par le CERIC.

- **Clinique juridique de l'environnement (Master 2 Droit de l'environnement/Master 2 Droit de l'énergie)**



La clinique juridique de l'environnement a été créée en 2010 dans le cadre du Master 2 Droit international et européen de l'environnement. Depuis octobre 2018, elle inclut également les étudiants du Master 2 Droit de l'énergie.

En se mettant à disposition de **partenaires principalement associatifs fortement impliqués dans la défense de l'intérêt environnemental**, la clinique permet ainsi à l'Université de remplir de manière renouvelée sa fonction sociale.

Au cours des années universitaires 2018-2019 et 2019-2020, les étudiants (Master 2 Droit de l'environnement et, à partir de l'année universitaire 2018-2019, Master 2 Droit de l'énergie) ont été encadrés par Laura Canali (2018-2019) et Marellia Auger (2019-2020) et ont travaillé - en 2018-2019 pour le compte des associations HOP, Greenpeace France et Clientearth - en 2019-2020 pour le compte des associations Clientearth (sur la question des produits chimiques) et Rethink Plastic (sur la question de la réduction de la pollution plastique, en partenariat avec Zero Waste)

- **Clinique de droit international des droits de l'homme (Master 2 Droit international public)**

Site internet : <http://www.aixglobaljustice.org/>

La Clinique de droit international des droits de l'homme a été instituée en mars 2015 au sein de la Faculté de droit d'Aix-Marseille Université, à l'initiative du CERIC et au sein de l'UMR 7318 DICE grâce au soutien d'A*MIDEX. Elle a pour objet la promotion et la défense de valeurs relatives à la justice et à l'égalité en droit international des droits de l'homme.

Fondée et dirigée par Ludovic Hennebel, Professeur, titulaire d'une Chaire d'excellence de droit international des droits de l'homme et droit global A*MIDEX, entouré par une dizaine de doctorants, la création d'une Clinique répondait à la volonté de promouvoir les activités internationales relatives aux droits de l'homme de la Faculté de droit de l'AMU. En associant à titre principal une équipe doctorale spécialisée, elle offre avant tout un cadre de formation au droit international et au droit international des droits de l'homme en particulier et repose sur des méthodes didactiques visant appréhender le droit en action. Comme toute clinique juridique, elle est avant tout une formation juridique spécialisée qui repose sur une méthodologie alliant la théorie et la pratique sur la base cas réels, ce qui permet à ses membres d'être ainsi formés en pratiquant le droit tout en bénéficiant d'un encadrement adapté assuré par des professeurs et des praticiens.

Les manifestations scientifiques organisées en 2019

La restitution des biens culturels en droit international. Discussions autour du rapport Sarr/Savoy de novembre 2018, Franck ARMEL AFOUKOU, Conseiller à la Délégation permanente du Bénin auprès de l'UNESCO, 6 février 2019.

La question du désarmement au sein des Nations Unies, Karl DHAENE, Représentant permanent de la Mission belge auprès des Nations Unies à Genève, 7 février 2019.

Paix, sécurité et justice transitionnelle : une approche axée sur les droits de l'homme, Fabian SALVIOLI, Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, 18 février 2019.

Un exercice de compétence universelle : les procès du génocide des Tutsis au Rwanda en Belgique, Me Michèle HIRSCH, Avocate au barreau de Bruxelles, 26 mars 2019.

Économie politique et droit international : plaidoyer pour une analyse bidisciplinaire, Rémi BACHAND, Professeur au Département des sciences juridiques de l'Université de Montréal, membre du Centre d'études sur le droit international et la mobilisation, 28 mars 2019.

Les subalternes et le droit international, Rémi BACHAND, Professeur au Département des sciences juridiques de l'Université de Montréal, membre du Centre d'études sur le droit international et la mobilisation, 29 mars 2019.

Actualités de la lutte contre le blanchiment et de la lutte contre le terrorisme, Bruno DALLES, Directeur de Tracfin, cellule française de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, 12 avril 2019.

Lutter contre les exécutions arbitraires : bilans, défis et perspectives, Agnès CALLAMARD, Rapporteur spécial des Nations Unies pour les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires, directrice du programme de recherche sur la liberté d'expression à l'Université de Columbia, 12 novembre 2019.

Les Nations Unies, les droits humains et la guerre en Syrie : un témoignage, Paulo Sergio PINHEIRO, Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie, 19 novembre 2019.

La 4^{ème} École d'été sur la pratique du droit international des droits humains, 17-28 juin 2019

Cette formation intensive prenant la forme d'une école d'été est consacrée à la pratique du droit international des droits de l'homme. Elle vise à offrir une formation intensive, pluraliste, dynamique et interactive centrée sur le droit international des droits de l'homme en action. Fondée sur les méthodes de cliniques juridiques spécialisées, elle a pour finalité de former les participants à la maîtrise des outils indispensables à la pratique, la défense et la promotion de ces droits, des valeurs humanistes et de la justice globale.

Ce programme intensif de formation à la pratique des droits humains s'adresse aux étudiants de Master 1 et de Master 2, aux doctorants, aux professionnels du droit, aux avocats, et aux membres d'Organisations internationales et d'ONG. Il est particulièrement adapté à un perfectionnement de la pratique des droits humains. Des pré-requis en droit international public, droit international des droits de l'homme, droit humanitaire, droit des réfugiés et/ou en droit international pénal sont indispensables pour pouvoir participer utilement et activement à l'École d'été.

Cette formation à la pratique des droits humains, dans une dimension internationale et comparée, repose sur des leçons, des ateliers, des mises en situation, et des cas pratiques élaborés par les intervenants sur la base de leur expérience. Tout au long de la formation, les participants apprennent à maîtriser de manière concrète les outils du droit international des droits humains : saisir la Cour européenne, les organes interaméricains ou les organes africains de droits de l'homme ; organiser une campagne de dénonciation de violations des droits humains ; plaider devant un juge international ; enquêter sur les violations des droits humains ; protéger les victimes dans les situations d'urgence ; organiser une enquête de terrain ; monter un projet de promotion ou de défense des droits humains entre autres thématiques.

La formation est assurée par des professeurs, des juges, des experts internationaux, des avocats et des agents d'Organisations internationales sous la forme de leçons, d'ateliers pratiques, et de mises en situation. La méthode d'enseignement se veut interactive, dynamique, critique et pluraliste. Des réunions professionnelles sont organisées dans le cadre de déjeuners avec les intervenants, en marge de la formation, à destination des participants pour les accompagner dans la réalisation de leurs projets professionnels, qu'il s'agisse d'un doctorat, d'un projet d'ONG, d'une campagne de dénonciation, ou d'un projet de recherche.

Les intervenants de la 4^{ème} École d'été étaient les suivants :

- Roland Adjovi, Assistant Professor, Arcadia University, Membre du Groupe de travail sur les détentions arbitraires
- Céline Bullman, Gender expert and sexual and gender-based violence investigator, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme/ONU Femmes
- Éléonore Coeuret, juriste, Cour pénale internationale
- François Croquette, Ambassadeur pour les droits de l'homme, chargé de la dimension internationale de la Shoah, des spoliations et du devoir de mémoire
- Noémie Crottaz, Chargée des droits de l'homme dans le cadre de la représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Ukraine
- Ferdinand de Varennes, Rapporteur spécial des Nations unies sur les questions relatives aux minorités
- Julie Dubé-Gagnon, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

- Ludovic Hennebel, Professeur, Université d'Aix-Marseille, Directeur de la Clinique de droit international des droits de l'homme
- Magali Lafourcade, Secrétaire générale, Commission nationale consultative des droits de l'homme
- Delphine Leneutre, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
- Julien Martin, Avocat au barreau de Strasbourg
- Florence Merloz, Sous-directrice des droits de l'homme, Direction des affaires juridiques, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
- Rachida Mermoune, Maître de conférences à la Faculté de droit de Constantine
- Mindy Roseman, Professeure, Yale University
- Hélène Tigroudja, Professeure, Université d'Aix-Marseille, Directrice de l'École d'été sur la pratique des droits humains



2- DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES D'UNIVERSITÉ (DESU)

Droit européen et international approfondi

*Responsables pédagogiques : Nathalie RUBIO, Professeure, Chaire Jean Monnet
& Estelle BROSSET, Professeure, Chaire Jean Monnet,
coordinatrice du Centre d'Excellence Jean Monnet « L'Europe au Sud »*

Le DESU « Droit européen et international approfondi », créé en 2010, a pour objectifs l'acquisition et le perfectionnement de connaissances et méthodes en droit international et européen (veille juridique, préparation aux concours nationaux, européens et internationaux, rédaction d'instruments juridiques). Il permet également d'accompagner les anciens étudiants des Masters de la Faculté dans leur insertion professionnelle grâce au stage conventionné que les inscrits au DESU peuvent effectuer durant toute l'année universitaire.

Compte tenu de l'éloignement géographique des étudiants, le DESU comprend essentiellement un programme d'enseignements et de méthodologie à distance. L'équipe pédagogique est majoritairement composée d'enseignants du CERIC.

Le DESU « Droit européen et international approfondi » est actuellement en cours de refonte.

3- THÈSES DE DOCTORAT



3-1. Thèses soutenues et HDR

Nos doctorants sont rattachés à l'École doctorale Sciences juridiques et politiques (ED 67).

DaniRIRIRA NGANGA a soutenu sa thèse le 29 juin 2019 devant un jury composé de :

- Régis CHEMAIN, Maître de conférences HDR à l'Université Paris Nanterre (rapporteur)
- Habib GHERARI, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille, CERIC (UMR DICE)(directeur de thèse)
- Sabrina ROBERT-CUENDET, Professeure à l'Université du Maine (rapporteuse)
- Nathalie RUBIO, Professeure à l'Université d'Aix-Marseille, CERIC (UMR DICE)

Le cadre juridique des investissements internationaux en République démocratique du Congo

L'investissement étranger est considéré aujourd'hui comme un facteur clé voire une valeur ajoutée à même de faciliter le développement de l'État d'accueil. Ainsi, chaque État mise sur l'amélioration de son arsenal juridique interne dont l'objectif consiste à attirer de nombreux investisseurs et investissements étrangers sur son territoire. À cet égard, de réformes tendant à l'amélioration de principaux textes juridiques applicables directement ou indirectement en matière d'admission et de sécurisation des investissements étrangers afin de se conformer aux standards internationaux deviennent une obsession pour l'État, dont la finalité demeure : la valorisation de ressources naturelles très souvent inexploitées et objet de plusieurs conventions d'investissement. Pourtant, il n'existe pas sur le plan international une législation homogène encadrant l'admission et la sécurisation des investisseurs étrangers ainsi que leurs investissements, puisque le droit international laissant cette liberté à chaque État souverain d'en décider librement, et ce selon sa politique économique, mais à une seule condition que, l'État respecte le minimum de standards internationaux prévus à cet effet. De ce fait, les efforts pour l'État devraient d'une part, consistés à éviter l'éclatement, l'inadéquation et l'obsolescence de règles régissant les investissements étrangers et qu'il devrait améliorer d'autre part, le problème de l'insuffisance de son droit interne applicable en matière de protection des investissements en recourant au droit international comme mécanisme complémentaire devant faciliter la correction des normes internes.

* * *

Juliette DEFOND a soutenu sa thèse le 23 novembre 2019 devant un jury composé de :

- Roland ADJOVI, Assistant Professor à Arcadia University
- Rémi BACHAND, Professeur à l'Université du Québec à Montréal (rapporteur)
- Ludovic HENNEBEL, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille, CERIC (UMR DICE) (directeur de thèse)
- Violaine LEMAY, Professeure à l'Université de Montréal (directrice de thèse)
- Makane MBENGUE, Professeur à l'Université de Genève (rapporteur)
- Mindy ROSEMAN, Professeure à la Faculté de droit de Yale (Yale Law School)

L'impérialisme humanitaire. L'instrumentalisation de la dynamique globale humanitaire au service de l'expansionnisme capitaliste

Cette thèse entend démontrer un phénomène d'instrumentalisation tant du champ conceptuel que de l'ingénierie humanitaires, servant les intérêts de l'impérialisme capitaliste. Nous montrerons en effet que les concepts, les normes et les outils de l'humanitaire sont utilisés par divers acteurs comme un cheval de Troie visant à ouvrir de nouveaux marchés de manière à satisfaire les impératifs expansionnistes du capitalisme. Convoquant une approche à la fois critique, pragmatique et interdisciplinaire, la thèse analyse le rôle et les interactions d'un triptyque d'acteurs humanitaires - civils, militaires et financiers - agissant à divers degrés dans ce domaine. Ceux-ci vont eux-mêmes concourir, par leurs activités, à modeler l'action humanitaire dans toutes ses dimensions et contribuer ainsi aux trois phases majeures et circulaires de l'action humanitaire : prévention, intervention, reconstruction. Nous montrerons dans une première partie que chaque catégorie d'acteurs a étendu son champ d'action grâce à une évolution conceptuelle caractérisée - à première vue - par un phénomène global d'humanisation, propre à fonder et à légitimer un interventionnisme croissant. Tel est le cas des acteurs civils - et notamment de certaines ONGs - qui ont milité pour des interventions faites au nom de valeurs humanistes justifiant un assouplissement des impératifs de neutralité et d'indépendance permettant une action plus intrusive et politisée ; des acteurs militaires, qui, comme le montre l'évolution de la notion de paix et sécurité internationales sous la plume du Conseil de sécurité des Nations Unies, tendent à légitimer des interventions au nom d'une Responsabilité de protéger, revisitant le concept de souveraineté; ou encore des institutions financières internationales, qui justifient l'extension de leurs interventions - autrefois strictement techniques et apolitiques - et leur immixtion dans l'espace humanitaire au nom de la lutte contre la pauvreté et de l'aide au développement. Cette convergence des acteurs, dont les concepts, codes, symboles et langages se fondent et se confondent, met en lumière une mutation paradigmatique globale soutenue par un système de valeurs humanistes. Or, l'analyse critique de cette « humanisation » de la pratique de ces acteurs tend en réalité à révéler une instrumentalisation du champ conceptuel humanitaire visant à soutenir des prétentions interventionnistes. Dans une seconde partie, nous démontrerons un phénomène d'instrumentalisation de l'ingénierie humanitaire qui comprend, dans notre acception, un ensemble d'outils, d'instruments, de normes, et de mécanismes de régulation et de gestion de l'espace humanitaire. Aussi cette instrumentalisation participe-t-elle à accroître la logique interventionniste et, de surcroît, à orienter et contrôler les actions et les comportements du triptyque d'acteurs précité. Cela est illustré par les modes de régulation des acteurs civils - comme les ONGs -, notamment via les conditions imposées par les bailleurs de fonds ; des militaires, à travers, ici, le mode de gestion des menaces contre la paix et la sécurité internationales par le Conseil de sécurité ; ou encore des financiers, tel que le mettent en exergue les outils de contrainte et de régulation des institutions financières internationales, comme les programmes d'ajustement structurel. La déconstruction de l'ingénierie humanitaire

révèle, une nouvelle fois, l'instrumentalisation de celle-ci au nom de valeurs humanistes, mais également d'exigences de légitimité et d'efficacité. Plus encore, l'interprétation des résultats de cette déconstruction analysés selon une approche critique de type marxiste, permet quant à elle de dévoiler la finalité de cette instrumentalisation qui sert, conformément à la démonstration menée dans le cadre de cette thèse, à satisfaire la dynamique fondamentalement expansionniste du capitalisme et les besoins impérieux propres au maintien de ce modèle économique hégémonique.

* * *

Sébastien LHOUMEAU a soutenu sa thèse le 4 décembre 2019 devant un jury composé de :

- Madjid BENCHIKH, Professeur à l'Université de Cergy-Pontoise
- Olivier BLIN, Maître de conférences HDR à l'Université Toulouse 1 Capitole (rapporteur)
- Thierry GARCIA, Professeur à l'Université Grenoble Alpes (rapporteur)
- Habib GHERARI, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille, CERIC (UMR DICE)(directeur de thèse)
- Hélène TIGROUDJA, Professeure à l'Université d'Aix-Marseille, CERIC (UMR DICE)

Le déséquilibre entre les droits et les obligations des entreprises multinationales : le cas des entreprises pétrolières opérant dans les pays à faible gouvernance

Cette thèse se propose d'effectuer une analyse sectorielle de l'état des droits et des obligations des entreprises multinationales pétrolières en dehors des réglementations des pays d'investissement. Le choix de l'industrie pétrolière se fonde sur la place de ce secteur dans l'économie mondiale et ses caractéristiques particulières. L'activité pétrolière composée d'une phase d'exploration et d'une phase de production est totalement globalisée. Son organisation est atypique et des investissements colossaux dans les pays à faible gouvernance sont nécessaires. Nous développerons, d'une part, les droits des entreprises, au travers de la protection offerte par le droit international des investissements et, d'autre part, les obligations en reprenant les principes développés par le Pacte mondial (droits humains, environnements, droits sociaux et lutte contre la corruption). Dans une première partie, nous constaterons que la protection des investissements est particulièrement efficace et que son effet potentiellement négatif sur le développement des réglementations des États d'accueil des investissements est accentué dans le secteur pétrolier. L'internationalisation de la protection repose, en effet, sur une pluralité d'instruments (loi pétrolière et contrat d'État, traité bilatéral de protection et de promotion des investissements et traité sectoriel). La conjugaison de ces instruments renforce également le risque d'empêcher les États d'accueil des investissements de légiférer ou de prendre des décisions légitimes dans le but de protéger les droits humains, les droits sociaux ou l'environnement. De même, le mouvement actuel de prise en compte de ce problème dans les traités bilatéraux de protection et de promotion des investissements est insuffisant compte tenu du peu d'intérêt du Traité sur la Charte de l'énergie sur cette problématique et de la difficile évolution rédactionnelle des clauses de stabilisation. Dans un deuxième temps, cette thèse constatera que les obligations transnationales à la charge des entreprises pétrolières multinationales, en dehors du droit des investissements, semblent parfois moins enclines à jouer un rôle d'équilibre dans le secteur pétrolier. Les initiatives de « soft law » sont adaptées et adoptées partiellement et des institutions sectorielles développent des normes techniques et sociales largement répandues. Les entreprises ont mis en place une autorégulation qui apparaît, à certains égards, particulièrement pertinente, mais dont les possibles sanctions semblent incertaines. Les États d'origine des sociétés pétrolières ont également mis en place des mécanismes permettant de mettre en cause la responsabilité des sociétés mères pour des exactions qui seraient commises dans des États d'accueil des investissements. Cependant,

l'efficacité de tels mécanismes est sujette à caution dans une industrie totalement globalisée et dont les investissements sont totalement émiettés. Les initiatives axées, selon le rôle de la compagnie pétrolière, sur un projet (opérateur ou investisseur sur un contrat) restent cantonnées au cadre du « reporting » et les outils juridiques propres à l'industrie comme les « Joint Operating Agreement » ne prennent généralement en compte que la problématique relative à la lutte contre la corruption. Enfin, les pressions politiques, l'intervention des organisations non gouvernementales et des médias sont centrées sur les entreprises dont le siège est situé dans un État occidental et possiblement peu efficaces si elles aboutissent à une cession des parts à une autre entreprise moins exposée. En conclusion, traiter du secteur pétrolier permet de mettre en exergue certains phénomènes qui accroissent les déséquilibres et d'autres mécanismes sectoriels novateurs qui pourraient, être d'un intérêt certain à condition qu'ils soient généralisés.

* * *

Céline MARTIN a soutenu sa thèse le 14 décembre 2019 devant un jury composé de :

- Laurence ANDRÉ, Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
- Marie-José DOMESTICI-MET, Professeure émérite à l'Université d'Aix-Marseille, CERIC (UMR DICE) (directrice de thèse)
- Richard GHEVONTIAN, Professeur émérite à l'Université d'Aix-Marseille, ILF-GERJC (UMR DICE)
- Henri OBERDORFF, Professeur émérite à l'Université Grenoble-Alpes (rapporteur)
- Anne RAINAUD, Maître de conférences HDR à l'Université Côte d'Azur (rapporteuse)
- Thierry RENOUX, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille, ILF-GERJC (UMR DICE)

Protection(s) régionale(s) des droits humains en Asie : vers une Cour asiatique des droits humains ?

La naissance du régionalisme asiatique des droits humains n'est pas un mythe. Il est vrai que l'Asie se distingue par l'absence d'un mécanisme régional officiel. Pourtant, malgré des contextes diversifiés et complexes, émane de la plupart des États asiatiques une reconnaissance au moins formelle des droits humains fondamentaux. Les proclamations dans les Constitutions, la création - pas encore généralisée - d'Institutions Nationales des Droits de l'Homme en témoignent, ainsi que l'acclimatation à l'Examen périodique universel, même si ce dernier semble préféré aux procédés plus intrusifs des Comités onusiens, et même si des violations massives de droits humains ont encore lieu. En fait, les éléments d'un régionalisme des droits humains apparaissent en Asie. À l'intérêt croissant que portent à ces droits les associations d'États à vocation économique, notamment l'ASEAN (dont l'attractivité s'élargit), s'ajoute la transnationalisation des mouvements de la société civile. L'expérience grandissante de la Commission intergouvernementale de l'ASEAN et l'interaction des facteurs inter-étatiques avec les facteurs transnationaux de changement créent une dynamique, qui fait que la mise en place d'une Cour asiatique des droits humains semble n'être plus aujourd'hui qu'une question de temps.

3-2. Thèses en cours

Sous la direction de la Professeure Estelle BROSSET

- DELCROIX Valentine, *L'expertise scientifique dans le domaine des produits risqués pour la santé et l'environnement. Réflexions sur le droit de l'Union européenne*, dépôt octobre 2019.
- EL BIAD Nahela, *Les enjeux du développement de la e-santé dans l'Union européenne : quel rôle pour le droit entre promotion et protection ?*, dépôt septembre 2015.
- KONASSANDE Wantinèki Diane, *L'impact de la mise en œuvre du droit de l'OMC sur l'accès aux médicaments en Afrique*, dépôt septembre 2014 (co-dir. Pr. Frédéric Joël AÏVO, cotutelle avec l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin)).
- LEBLET Yann, *Les enjeux en santé, sécurité, environnement au travail dans les TPE-PME. Étude de l'influence du droit de l'Union européenne sur le droit français*, dépôt décembre 2016.
- LECLERCQ Morgane, *Le pluralisme juridique du droit de la sécurité semencière. Une étude de la coexistence des normes gouvernant les systèmes semenciers*, dépôt novembre 2016 (co-dir. Pr. Geneviève PARENT, cotutelle avec l'Université Laval (Canada)).

Sous la direction de la Professeure Marie-José DOMESTICI-MET

- EDDAOUDI Naima, *Liberté religieuse et de conscience en Tunisie*, dépôt octobre 2014.
- MAGNIN Anne-Marina, *Contribution à l'analyse juridique du problème des personnes en situation minoritaire : les minorités religieuses*, dépôt novembre 2012 (soutenance le 14 janvier 2020).
- MARTIN Céline, *Protection(s) régionale des droits de l'Homme en Asie*, dépôt août 2012 (soutenance le 14 décembre 2019).
- REBSOMEN Émilie, *Le développement du droit international des migrations forcées*, dépôt octobre 2014.

Sous la direction de la Professeure Albane GESLIN

- CAHIER Laura, *Femmes autochtones des Amériques face aux violences : des demandes intersectionnelles de droit(s) à la co-production normative, un combat pour la reconnaissance*, dépôt octobre 2018.

Sous la direction du Professeur Habib GHERARI

- BERTIER Louis, *La théorie de l'imprévision en droit international économique*, dépôt septembre 2016.
- IRIRIRA NGANGA Dan, *Le cadre juridique des investissements internationaux en République Démocratique du Congo*, dépôt octobre 2012 (soutenance le 29 juin 2019).
- LHOUMEAU Sébastien, *Droits et obligations des entreprises transnationales pétrolières intervenant dans les pays à faible gouvernance*, dépôt octobre 2014 (soutenance le 4 décembre 2019).

Sous la direction de la Professeure Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET

- CANALI Laura, *Contentieux climatiques et droit au procès*, dépôt octobre 2016, (co-dir. Mathilde HAUTEREAU BOUTONNET, dir. Ève TRUILHÉ).
- FÉRIEL Louis, *Les obligations environnementales en droit des contrats*, dépôt septembre 2012.
- PORTIER Claire, *Responsabilité civile nucléaire et installations de fusions*, dépôt octobre 2013 (co-dir. Laetitia GRAMMATICO-VIDAL, ITER).

Sous la direction du Professeur Ludovic HENNEBEL

- ARBOLEDA VALENCIA Daniel, *Le droit international et l'autre : les évolutions de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme à l'égard des peuples autochtones*, dépôt octobre 2018.
- AUGONNET Alice, *L'influence normative de l'armement sur le droit de la guerre*, dépôt octobre 2019.
- DEFOND Juliette, *Critique de l'intervention armée à but humanitaire : une analyse systémique du « nouvel impérialisme »*, dépôt octobre 2013 (co-dir. Pr. Violaine LEMAY, co-tutelle avec l'université de Montréal) (soutenance le 23 novembre 2019).
- DENAT Eugénie, *L'impact de l'applicabilité concrète des normes internationales et nationales en matière de RSE sur la stratégie des entreprises*, dépôt octobre 2019.
- DUMONT Lorraine, *Théories de la justice et droit international des droits de l'homme*, dépôt septembre 2017.
- FERRARA Gaëtan, *La conformité de la pratique des États aux traités internationaux multilatéraux*, dépôt octobre 2017.
- SIAMPAKOU Niki, *La réparation en droit international pénal*, dépôt octobre 2016.
- TOLNO Saa Jérôme, *L'établissement des faits en droit international des droits de l'homme*, dépôt octobre 2016.
- TRAORÉ Lalé, *Le particularisme africain des droits de l'homme*(co-dir. Hélène TIGROUDJA), dépôt décembre 2015.

Sous la direction de la Professeure Marie LAMOUREUX

- BERENI Anaïs, *Énergies marines renouvelables et aides publiques*, dépôt novembre 2016.
- GAY Bruno, *Les opérations sur titres miniers dans l'espace Ohada*, dépôt octobre 2018.
- KUSUMI Ryoko, *L'influence du droit nucléaire international sur la sûreté nucléaire en France et au Japon. Une étude comparative*, dépôt septembre 2016.
- OLAJOS Karoly, *La réglementation internationale de la fusion nucléaire*, dépôt octobre 2019 (co-dir. Laetitia GRAMMATICO-VIDAL, ITER).

Sous la direction de la Professeure Marie-Pierre LANFRANCHI

- BASSET Mehdi, *La nécessité en droit international de la mer*, dépôt octobre 2019.
- CASTELO BRANCO ARAUJO Fernanda, *Gestion des ressources marines et droits des communautés de pêcheurs : aspects de droit interne et de droit international*, dépôt mai 2017 (co-dir. Carina COSTA DE OLIVEIRA, cotutelle avec l'Université de Brasilia (Brésil)).
- COULIBALEY BONY THECOULAH Anne-Marie, *L'Union Africaine et le droit de la mer*, dépôt janvier 2017.
- OUAGA Bokoua Yao, *L'application du droit international de la mer dans les États du Golfe de Guinée*, dépôt septembre 2015 (co-dir. Yao Abraham GADJI, cotutelle avec l'Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)).
- SEDDIK Wissem, *La planification de l'espace maritime en Méditerranée : nouvel outil du développement durable pour la région ?*, dépôt octobre 2017.

Sous la direction du Professeur Romain LE BŒUF

- COUTURIER Pierre, *L'analogie en droit international public*, dépôt septembre 2015.
- KIEFFER Alexandre, *Les accords de partenariat militaire*, dépôt octobre 2019.
- RITSCHER Julian, *Le juge de l'OMC et le droit des traités*, dépôt octobre 2014 (co-dir. Makane MBENGUE(cotutelle avec l'Université de Genève (Suisse)).

Sous la direction de Sandrine MALJEAN-DUBOIS

- AUGER Marellia, *Le rôle des acteurs non étatiques dans la mise en œuvre du régime international du climat*, dépôt septembre 2018.
- MONICAT Alice, *Le droit international face à la transition écologique : l'avenir du transfert de technologie*, dépôt octobre 2018.
- MPOTO BOMBAKA Harvey, *Les traitements différenciés en droit international de la mer*, dépôt novembre 2018 (co-dir. Pr. Carina COSTA DE OLIVEIRA, cotutelle avec l'Université de Brasilia (Brésil)).
- MUKHA Yulia, *L'influence du droit international sur la protection des défenseurs de l'environnement en Europe et en Amérique*, dépôt novembre 2018.
- NANA épouse ZONGO Daniela, *La mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique et ses protocoles additionnels par les pays africains au sud du Sahara*, dépôt août 2016.
- TSANGA Raphaël, *Les interrelations entre les normes publiques et privées dans le domaine de la gestion durable des forêts en Afrique centrale*, dépôt novembre 2014.
- VASILEVSKAIA Daria, *La pollution du milieu marin par le plastique, approche comparative en droit international, européen et comparé*, dépôt octobre 2018 (co-dir. Pr. Margaret YOUNG, cotutelle avec l'Université de Melbourne).

Sous la direction du Professeur Rostane MEHDI

- AUDIE Pascal, *Les mesures restrictives autonomes de l'Union européenne*, dépôt décembre 2019.
- FOUCART Romain, *La politique d'immigration de l'Union européenne et la notion de « politique commune »*, dépôt octobre 2013 (co-dir. Pr. Philippe DE BRUYCKER).
- LEROUX Gaël, *L'impact des accords commerciaux bilatéraux de l'Union européenne sur la convergence réglementaire avec les pays tiers : l'enjeu numérique*, dépôt septembre 2015 (co-dir. Pr. Marianne DONY, cotutelle avec l'Université Libre de Bruxelles (Belgique)).
- PAIANO Chiara, *Le système de gestion des frontières extérieures de l'Union européenne : La surveillance entre défi sécuritaire et droits de l'homme*, dépôt septembre 2014.

Sous la direction de la Professeure Valérie MICHEL

- DEWAILLY Catherine, *Enjeux et perspectives de l'ouverture des données publiques*, dépôt septembre 2015.
- ROSTAN Bastien, *L'instrumentalisation du droit international public par l'Union européenne et ses États membres*, dépôt octobre 2019.
- TRIBOUT Julien, *Recherches sur la sanction du particulier en droit de l'Union européenne*, dépôt octobre 2016.
- SUMODHEE Zara, *Recherche sur les dispositions transversales du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne*, dépôt septembre 2018.

Sous la direction de la Professeure Nathalie RUBIO

- KHATTABI Ahlam, *Le processus de décentralisation administrative et l'attractivité du territoire : étude comparative entre la France et le Maroc*, dépôt octobre 2019 (co-dir. Pr. Hamid EL AMOURI, Université Mohammed V).

Sous la direction de la Professeure Hélène TIGROUDJA

- ADOU Wilfried, *Droit international des droits de l'homme et identité culturelle*, dépôt octobre 2018.
- ANDRAULT Aurore, *Terrorisme et principe de distinction en droit international humanitaire*, dépôt octobre 2018.
- BLOTTIERE-MAYO M  lissane, *Les droits de l'homme, instruments de régulation face au changement climatique*, dépôt octobre 2019.
- DEBORD Chloé, *Justice transitionnelle et garanties de non-répétition*, dépôt octobre 2018.
- GOSSET Émilie, *La naissance du crime de féminicide et sa consécration en droit international des droits de l'homme : une nécessité juridique ?*, dépôt octobre 2019.
- PUTTI Charline, *Les obligations internationales des   tats en matière de droits économiques, sociaux et culturels*, dépôt octobre 2013.
- TOURE Habib Badjinri, *Le retrait des   tats membres des organisations internationales. Contribution aux théories de l'ordre juridique international*, dépôt septembre 2017.
- TRAORÉ Lalé, *Le particularisme africain des droits de l'homme* (co-dir. Hélène TIGROUDJA, dir. Ludovic HENNEBEL), dépôt décembre 2015.

Sous la direction d'Ève TRUILHÉ

- AGARD Eliabel, *L'application du droit de l'environnement : le cas des pollutions industrielles dans le département des Bouches-du-Rhône*, dépôt octobre 2019 (co-dir. Laurent MUCCHIELLI, LAMES).
- BAMBI KABASHI Adolphe, *De la réparation des dommages environnementaux dus à l'exploitation minière en République démocratique du Congo*, dépôt octobre 2018.
- BONI Sonia, *Vers l'émergence d'une justice transitionnelle en droit international de l'environnement*, dépôt octobre 2019.
- BOUILLARD Clio, *L'exploration et l'exploitation offshore d'hydrocarbures en mer Méditerranée. Quel droit pour la protection de l'environnement marin ?*, dépôt novembre 2014.
- CANALI Laura, *Contentieux climatiques et droit du procès*, dépôt octobre 2016 (co-dir. Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET).
- KUGLER Noémie, *Le droit international face aux dommages en matière de changements climatiques*, dépôt septembre 2014 (co-dir. Pilar MORAGA, cotutelle avec l'Université du Chili).
- PESSOA GONDIM Ruth, *Les défis de la mise en œuvre de l'énergie solaire photovoltaïque au sein de l'Union européenne*, dépôt octobre 2018.
- SALGUEIRO BORGES Fernanda, *Exploration et exploitation des hydrocarbures offshore et conservation de l'environnement*, dépôt février 2013 (co-dir. pr. Solange TELES DA SILVA, cotutelle avec l'Université Presbyt  rienne Mackenzie de Sao Paulo(Brésil)).

3-3. Prix de thèse

Eloïse GENNET

Eloïse GENNET s'est vu décerner le prestigieux prix Jean-Marie Auby de l'Association Française de Droit de la Santé pour l'année 2019.



Eloïse GENNET a également obtenu un prix de thèse de l'Université d'Aix-Marseille pour sa thèse sur le thème « Personnes vulnérables et essais cliniques. Réflexions en droit européen ». Ce prix lui a été remis lors de la soirée scientifique d'AMU organisée le 13 novembre 2019.



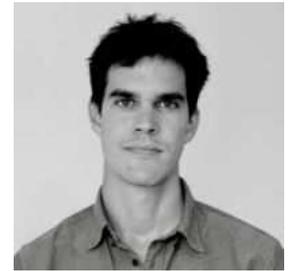
Eloïse GENNET est post-doctorante depuis février 2019 au sein de l'équipe BIOETHICS (BIOethicsExploringTrajectories of Health Innovation Challenging Society) de l'UMR 1027 Epidémiologie et analyses en santé publique : risques, maladies chroniques et handicaps (INSERM-Université Toulouse III Paul Sabatier).

Pour accéder en ligne à la thèse d'Eloïse Gennet : <http://www.theses.fr/2018AIXM0258> (*intranet seulement*)

Guillaume FUTHAZAR

Guillaume Futhazar s'est vu décerner le prix de thèse de l'UMR DICE pour sa thèse consacrée aux modalités d'influence de l'IPBES sur l'évolution du droit international de l'environnement en Méditerranée.

Guillaume Futhazar est Senior Research Fellow au Max Planck Institute for Comparative Public Law and International Law depuis juin 2018.



Pour accéder en ligne à la thèse de Guillaume Futhazar : <http://www.theses.fr/2018AIXM0081>

**PROGRAMMES
DERECHERCHE**

Étroitement liée à la formation et à l'orientation professionnelle d'étudiants de Master et doctorat, la mission dominante du CERIC est la recherche.

Outre les nombreux travaux individuels des membres de l'équipe, les recherches sont également poursuivies dans un cadre collectif, au sein de programmes de recherche pluriannuels.

Chaque programme est placé sous la responsabilité scientifique d'un ou plusieurs membres de l'équipe du CERIC. Les groupes de recherche sont ouverts à tous les enseignants-chercheurs du Centre ainsi qu'aux doctorants. Les équipes associent également, en fonction des besoins, des enseignants-chercheurs extérieurs au Centre voire des personnalités extérieures au monde de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les programmes fonctionnent en liaison avec les séminaires des Masters 2 du CERIC. Des séminaires de recherche rythment régulièrement le déroulement de ces programmes qui débouchent généralement sur des publications collectives.

Toutes les activités de recherche du CERIC s'effectuent en étroite liaison avec les organismes de recherche nationaux (CNRS, ANR, Ministères, Mission de recherche droit et justice, fondations), les collectivités locales et les organisations internationales, dont l'Union européenne.

Une politique doctorale active est conduite, qui s'appuie sur le recrutement de doctorants contractuels. **Le Forum des jeunes chercheurs** en est une manifestation originale qui contribue à la formation des doctorants en leur donnant l'opportunité d'exposer leurs travaux de thèse à l'ensemble des membres de l'équipe du CERIC. Précisant les conditions qui ont présidé au choix de leur sujet, la problématique et le plan de leur thèse, les doctorants bénéficient des observations des chercheurs plus expérimentés. L'exercice, qui a lieu deux à trois fois par an en présence des directeurs de recherche, est unanimement salué comme étant très formateur pour le candidat. Le Forum des jeunes chercheurs comporte également des ateliers méthodologiques sur les aspects clés de la thèse et des ateliers professionnels permettant aux doctorants de rencontrer des interlocuteurs qui les éclairent sur les pistes qui s'offrent à eux après le doctorat. Le Forum des jeunes chercheurs est animé par le professeur Romain Le Bœuf.

Chaque année lors de la première semaine de septembre, le CERIC et l'Association pour l'Enseignement et la Recherche en Relations internationales (AERRI) organisent, avec le concours du Conseil général des Alpes-Maritimes et la ville de Saint-Martin-Vésubie, **l'Université Internationale d'Été du Mercantour**. Une vingtaine de jeunes chercheurs (doctorants et post-doctorants) et une quinzaine de professeurs spécialistes des questions abordées sont ainsi invités à échanger autour de trois ateliers : méthodologie de la recherche en sciences sociales ; panoramas des jurisprudences internationales et européennes et approfondissement d'une thématique dans le cadre d'une table ronde réunissant des spécialistes du sujet retenu.

Les jeunes chercheurs ont également l'occasion d'exposer leurs travaux au sein de **l'École doctorale des juristes méditerranéens**, créée en 2008 à l'initiative du Professeur Rostane Mehdi afin de renforcer à l'échelle euro-méditerranéenne, d'une part le nécessaire lien entre le monde universitaire et son environnement socio-économique, d'autre part le partage des savoirs entre facultés de droit. L'École doctorale des juristes méditerranéens réunit des universités françaises, espagnoles, italiennes, grecques, algériennes, tunisiennes, marocaines et libanaises.

Les activités de recherche du CERIC sont également tournées vers les échanges avec le monde socio-économique via les cliniques juridiques. Elles représentent avant tout une formation juridique spécialisée qui repose sur une méthodologie alliant la théorie et la pratique

sur la base de cas réels, ce qui permet à ses membres d'être ainsi formés en pratiquant le droit tout en bénéficiant d'un encadrement adapté assuré par des professeurs et des praticiens.

1 – Programmes de recherche ayant pris fin avant 2019

- **Plate-forme Créativité et territoires (2015-2018)**

Responsable scientifique : Yvette LAZZERI, Chercheuse

Financement : LabexMed/Fondation AMU/Caisse des Dépôts et Consignations

Jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, le concept de créativité ne faisait pas partie de la pensée scientifique, qui percevait le monde comme un ensemble de phénomènes opérant selon un ordre logique bien défini. Ce n'est qu'à partir des années 1930 que l'on commence à se pencher sur le concept de pensée créatrice. Mais il faudra attendre 1954 pour voir naître une théorie de la créativité, élaborée par le psychologue Carl Rogers. S'ensuivra toute une série de travaux, initiés par des sociologues (Jane Jacobs dès les années 60) et des économistes (avec le concept d'économie créative de John Howkins, 2001 et 2013), aboutissant à une définition consensuelle de la créativité entendue comme la capacité à réaliser des productions nouvelles et adaptées au contexte dans lequel elle se déploie. Dans les années 90, le concept de créativité est repris dans une approche géographique ouvrant un champ de recherche sur « la ville créative » (Landry et Bianchini, 1995). Les politiques urbaines vont se focaliser autour de « grands projets » de rénovation qui permettent de revitaliser des friches urbaines voire deviennent une vitrine pour l'économie locale (musée Guggenheim à Bilbao, Tour Agbar à Barcelone, MuCEM à Marseille...). Dès lors, la créativité devient un credo urbain, la formule magique pour rendre une ville attractive et dynamique. Cette idée est confirmée par l'essor des nouveaux labels urbains. Du réseau des villes créatives de l'UNESCO à celui des capitales européennes de la culture, tout est mis en œuvre pour que chaque ville puisse obtenir son étiquette, reflétant son potentiel créatif et attractif. Pour autant, on ne sait pas ce que recouvre la notion de territoire créatif.

C'est dans ce contexte que l'équipe de recherche a développé le concept de créativité territoriale (composantes, sous-composantes), jusqu'à identifier des « marqueurs de la créativité » qui font l'objet d'une protection INPI (Enveloppe Soleau), grâce à un accompagnement de la SATT-Sud-Est.

Une grille d'évaluation a ensuite été élaborée, visant à apprécier la contribution de projets à la créativité territoriale. Des rencontres sont organisées avec les porteurs de projet pour construire avec eux le jugement évaluatif.

Les expériences analysées sont ensuite capitalisées et valorisées sur le site internet de T. Créatif®.

- **European Migration Law (01/09/2016-31/12/2018)**

Responsable scientifique : Valérie MICHEL, Professeure

Financement : Fondation AMU

Ce projet a permis la refonte du site europeanmigrationlaw.eu, dédié au droit européen des étrangers et son extension à la directive 2004/38 relative aux droits des citoyens européens et des membres de leur famille. Il a également permis de tenir deux conférences à Bruxelles, avec l'association PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants) :

- en juin 2017, sur le thème *EU law and undocumented migrants : Defending rights in the context of detention & deportation*.

- en octobre 2018, sur le thème *EU Law and Undocumented Migrants. Strategies for Ending Child Immigration Detention*. Les étudiants du Master 2 Droit de l'Union européenne ont participé à cette conférence.

- **Droit international et droits fondamentaux France-Cuba (01/09/2016-31/12/2018)**

Responsable scientifique : Jean-François MARCHI, Maître de conférences

Financement : Fondation AMU, Direction des Relations internationales AMU

Ce programme consiste à mener une étude et une réflexion sur les droits fondamentaux dans une perspective comparative. L'effectivité des droits fondamentaux, tant dans le modèle cubain que dans le modèle français et dans les instruments juridiques internationaux, est affirmée comme une priorité. Pourtant, des obstacles théoriques et pratiques peuvent s'y opposer. Dès lors, la recherche a pour objectif général d'identifier ces obstacles, aussi bien au plan théorique qu'au plan pratique, de les comparer dans les différents systèmes juridiques (français, cubains et internationaux) et d'en tirer des conclusions aux fins de contribuer à y remédier.

Des objectifs spécifiques ont par ailleurs été identifiés : systématiser les catégories de droits fondamentaux, notamment selon leur degré de protection, en théorie et en pratique ; faire un focus sur les droits économiques et sociaux ; identifier un ensemble d'instruments, de procédures et de mécanismes aux fins d'améliorer la protection effective des droits fondamentaux, notamment des droits économiques et sociaux ; identifier les moyens d'intégrer, en pratique, ces instruments, procédures et mécanismes, dans le système juridique.

Les résultats du programme de recherche pourront faire l'objet d'une publication commune, bilingue ou trilingue (français/anglais/espagnol).

- **Le procès environnemental. Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement (28/09/2016-27/12/2018)**

Responsables scientifiques : Ève TRUILHÉ, Directrice de recherche au CNRS ; Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET, Professeure

Financement : Mission de recherche Droit et Justice

Les contentieux portant sur l'environnement présentent des spécificités qui constituent autant de difficultés juridiques à résoudre. Parce que la nature elle-même n'est pas un sujet de droit, la question de l'accès au juge constitue sans doute la première d'entre elles. Elle demande à aménager l'intérêt à agir des demandeurs et, plus profondément, à déterminer la place de la défense des intérêts environnementaux et collectifs dans le procès autant que le rôle de ce dernier dans ce domaine, entre prévention-réparation-sanction. Ensuite parce que les dommages causés à l'environnement se révèlent souvent être à longue distance et à long et même très long terme, et qu'ils peuvent avoir des sources cumulatives, il s'avère bien souvent difficile de rapporter les preuves nécessaires à l'établissement des faits. La dimension scientifique du procès environnemental, impliquant quasi-systémiquement des savoir-faire

« extérieurs » au droit, apparaît clairement comme posant au juge certaines difficultés : celui-ci doit savoir faire avec l'incertitude et composer avec les difficultés notamment de la réparation des atteintes à l'environnement, dans la mesure où il s'agit de dommages difficiles à chiffrer, bien souvent irréversibles, rendant impossible une remise en l'état, etc. Enfin, parce que certains risques environnementaux manifestent aujourd'hui un caractère global et irréversible, défiant les frontières du temps et de l'espace, ils bousculent la nature *a priori* locale du litige environnemental.

Les dimensions internationale et régionale des risques et dommages environnementaux sont indéniables. Mais, lorsque l'accès au juge devient un moyen de contester des dommages dépassant *a priori* son champ de compétences, certains des jugements rendus en matière environnementale peuvent détenir des effets extraterritoriaux, renouvelant ainsi de manière significative le rôle du juge dans la protection de l'environnement.

À travers trois axes de recherche – les aspects généraux de droit processuel et environnement (droit et délai d'action, juge compétent, contradictoire, effets du jugement) (1), l'établissement de la preuve (2) et le rôle de la société civile dans le procès environnemental (3) méritent selon nous un traitement spécifique. C'est alors la définition même du procès -instance devant un juge sur un différend entre deux ou plusieurs parties (dictionnaire Littré)- qui pourrait être révisée, tant le champ de l'environnement invite à dépasser la définition strictement juridique de celui-ci.

2 – Programmes de recherche terminés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019

- Réseau européen Jean Monnet « Soft Law Research Network » (1^{er} septembre 2016-31 décembre 2019)

Responsable scientifique : Nathalie RUBIO, Professeure

Financement : Commission européenne

Le CERIC est impliqué en tant que partenaire au sein du Réseau européen Jean Monnet SoLaR aux côtés de l'Université d'Helsinki (porteuse du projet), l'Université de Maastricht, l'Université de Leipzig, King's College London et la Faculté de Kranj (Slovénie). L'objectif du Réseau Jean Monnet *Soft Law Research Network* est d'étudier le recours des autorités nationales et des juridictions nationales à la *soft law*, soit lors de la mise en œuvre de politiques « européennes », soit lors d'espèces impliquant le recours au droit de l'Union européenne.

Les activités s'articulent autour de trois axes :

- recherche (fondamentale comme appliquée) dans les domaines de l'environnement, de la politique sociale, de la régulation financière et de la concurrence et des aides d'État pour déterminer comment les cours de justice et les administrations nationales utilisent la *soft law* européenne.

- utilisation de cette recherche pour créer une base de données listant les décisions des cours nationales faisant référence à la *soft law* européenne. Cette base de données sera gratuite et disponible en ligne pour le public (selon les critères Open Data de tout financement européen). Des conférences portant sur les effets de la *soft law*, sa nature juridique, la classification des instruments, etc., dans les quatre domaines de recherche sélectionnés seront en outre organisées aux fins de formulation de recommandations pour les institutions européennes sur l'utilisation de la *soft law*. La finalité est de publier des articles ainsi qu'un livre de référence sur un domaine aujourd'hui peu connu.

- organisation de séminaires pour les juges, les fonctionnaires, les avocats, portant sur la nature de la *soft law* et son application, ainsi que de séminaires ciblés pour les agences européennes situées dans les pays partenaires participant au Réseau.

- **Caractérisation des dynamiques économiques territoriales de la Région Sud (2017-2019)**

Responsable scientifique : Yvette LAZZERI, chercheuse, coordinatrice du Living LabT.Créatif

Financement : Conseil régional de la Région Sud

L'étude vise un **double objectif** :

- Comprendre, analyser et mettre en lumière les nouvelles dynamiques économiques en région au travers de multiples initiatives relevant des économies de proximité, circulaire et numérique et de leurs interactions.

- Donner des préconisations à la Région pour penser l'articulation entre mutations économiques, développement local, gouvernance territoriale, et ce au regard des compétences et engagements de la collectivité.

Pour répondre à cette ambition, **trois axes de travail** sont proposés :

Axe 1 : Une cartographie des initiatives économiques territoriales : il s'agit à la fois de répertorier les configurations régionales innovantes pour la production de biens et services au sein des territoires, que ce soit dans des filières dites traditionnelles ou des nouvelles activités économiques, et de valoriser les résultats sous forme cartographique et dans un format numérique.

Axe 2 : Réalisation d'études de cas portant sur la valorisation de l'économie de proximité, le développement de l'économie circulaire, les potentialités de l'économie numérique, dont l'objectif est d'analyser l'émergence d'initiatives économiques et de comprendre la façon dont les acteurs sont organisés en système. L'intégration fonctionnelle, relationnelle et structurelle permet-elle un usage plus efficace et/ou innovant et créatif des ressources et des potentialités du territoire (matérielles, immatérielles, aménités, accessibilité...) ?

Axe 3 : Une identification des leviers d'action à partir d'une mise en débat des initiatives économiques territoriales et des études de cas, afin d'aboutir à une caractérisation fine des mécanismes de coopération, dispositifs et outils de gouvernance à mettre en œuvre pour « unepolitique du circuit économique territorialisé ».

3 – Programmes de recherche en cours en 2020

- **Centre d'Excellence Jean Monnet « L'Europe au Sud » (1er septembre 2016-28 février 2020)**

Responsable scientifique : Estelle BROSSET, Professeure

Financement : Commission européenne

<https://www.cejm-es.eu/>

L'obtention du label « Centre d'excellence Jean Monnet » confirme la qualité de la recherche et de l'enseignement de l'Université sur les questions européennes et en renforce la visibilité internationale. Par l'octroi de moyens supplémentaires, il a également vocation à permettre le développement de nouvelles actions scientifiques et pédagogiques dans le domaine de l'intégration européenne. Le CEJM de l'Université Aix-Marseille a la particularité de réunir un nombre important d'équipes spécialisées sur les questions européennes. Ses membres sont rattachés à la Faculté de Droit et de Science Politique, à la Faculté des Arts, Lettres, Langues, Sciences Humaines, à Sciences Po Aix et à l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation. Au sein de ces équipes, le nombre d'activités Jean Monnet déjà menées est remarquable (12 Chaires Jean Monnet, 2 activités d'information et de recherche, 9 modules) et ancienne (la première Chaire date de 1990).

Les objectifs du Centre d'excellence Jean Monnet sont :

- de regrouper "au Sud" les compétences dans le domaine des études européennes, renforçant ainsi les synergies interdisciplinaires sur les questions européennes. Les enseignants-chercheurs impliqués dans le projet appartiennent à une diversité de disciplines (droit, science politique, histoire, sciences de l'éducation et administration publique, économie, sociologie).
- d'enseigner et de diffuser autrement l'Europe « au Sud », par la diffusion en direction du grand public, mais également via des expériences pédagogiques innovantes fondées sur une interactivité plus grande entre l'enseignant et les étudiants.
- de développer une recherche scientifique pluridisciplinaire sur l'Europe et « ses » Suds. La Méditerranée est un lieu où se nouent plusieurs des relations de l'Union européenne avec les États tiers, notamment dans le cadre de la politique européenne de voisinage globale. Par-là, elle agit comme un puissant révélateur des identités politiques, juridiques tout autant que culturelles, de l'Union européenne. Cette recherche sera déclinée au travers de manifestations scientifiques, de la rédaction d'ouvrages collectifs, mais également d'activités transnationales conjointes permettant de consolider et déployer des liens scientifiques avec des institutions académiques d'autres pays.

Le Centre d'Excellence Jean Monnet abrite et met en place les activités suivantes : séminaires interdisciplinaires, forum interdisciplinaire des jeunes chercheurs, colloques, enseignements, formations courtes à destination des professionnels, conférences « grands témoins », voyages auprès des institutions européennes, diagnostics territoriaux, mobilités auprès de partenaires académiques de la Méditerranée.

- **International Research Network « Le procès environnemental/Justice and Environmental Law »(1er janvier 2018-31 décembre 2021)**

Responsables scientifiques : Sandrine MALJEAN-DUBOIS, Directrice de recherche au CNRS ; Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET, Professeure

Financement : CNRS

L'idée de mener une recherche collective internationale sur « Le procès environnemental » part du constat suivant. Que l'on regarde du côté français ou étranger, interne, international ou européen, le procès détient une place importante dans la résolution des litiges environnementaux. Le juge joue un rôle essentiel dans les procès relatifs aux pollutions des sols, de l'eau, de l'air, aux déchets ou aux diverses marées noires. Au-delà de l'application des textes, il fait preuve d'interprétation pour trancher des litiges environnementaux d'une grande complexité. Plus particulièrement, certains phénomènes récents montrent un appel au procès ou un besoin de procès dans nos sociétés. On en veut pour preuve le développement des contentieux climatiques à l'échelle mondiale.

Ce projet de recherche permet d'étudier de plus près le droit du procès environnemental en droit européen, international et, concernant les droits internes, en droit français, japonais, chilien, brésilien et canadien. Au-delà des originalités que ces derniers présentent, ils sont l'objet d'étude des 4 partenaires dont ce RTI a l'objectif de consolider les relations, à savoir l'École de droit de Waseda, la Faculté de droit de l'Université du Chili à Santiago, l'Université de Brasilia (Faculté de droit, Institut des relations internationales), et la Faculté de droit de l'Université Laval à Québec.

- **International socialization and democracy through international law (1er avril 2018-31 mars 2021)**

Responsables scientifiques : Ludovic HENNEBEL, Professeur ; Hélène TIGROUDJA, Professeure
*Financement : A*Midex*

The fundamental postulate of this research rests on the idea that international law is a tool used to socialize States. The doctrine attempts to identify, by invoking both theories of international relations and those of international law, the ways and effects of such socialization. The research we intend to carry out finds its foundations in this context and is based on a broad empirical field on international human rights law.

It aims to address three major research questions. First, why do States agree to ratify multilateral treaties and agreements in this field? Secondly, why do States agree - sometimes - to amend their conduct in accordance with their obligations under international law? Third, how to assess and to measure compliance by States with their treaty commitments in the above-mentioned matters?

Such research is fundamental, in that it will require the construction of theoretical tools to understand, predict, anticipate, and criticize state behavior in international law. However, the research hypothesis will be based on a large-scale empirical analysis to analyze in the field of specialization of this project, the behavior of States. One of the objectives of the project is to construct analytical tools, including for the purpose of assessing and measuring compliance with commitments States.

Building on the active and committed involvement of several professors and researchers within the DICE UMR 7318, the research project will be carried out in collaboration with international universities of world renown and will integrate a multidisciplinary dimension in some areas.

- **Les procès climatiques : l'arme du droit dans la reconfiguration des revendications environnementales (19 octobre 2018-19 octobre 2021)**

Responsable scientifique : Sandrine MALJEAN-DUBOIS, Directrice de recherche au CNRS
Financement : Région PACA (APOG)

L'objectif du projet CLIMARM est de développer une approche interdisciplinaire (sociologie, science politique, droit) des procès climatiques, dont les enjeux sont à la fois d'ordre juridique, politique et sociologique. Faisant bouger les lignes du militantisme écologique, le procès devient une forme d'arène publique. Juridiquement, ces contentieux se heurtent à des difficultés techniques (imputabilité de la responsabilité, expertise, compétence des juges...), mais ils montrent aussi la capacité d'évolution du droit et mettent en évidence le rôle d'un acteur – le juge. Par la spécificité de l'enjeu, les changements climatiques entraînent un éclatement des cadres existants. Ils font « craquer » le moule du procès, conduisent à une certaine reconfiguration des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, bousculent et renouvellent les échelles et espaces d'action. Les procès climatiques agissent ici à la fois comme un excellent révélateur et comme un accélérateur des changements. Ils sont le laboratoire de nouvelles formes d'action publique et privée et au-delà de gouvernance.

- **Épistémologies du droit. Approches pluridisciplinaires à l'ère de la globalisation (2018-2020)**

Responsables scientifiques : **Albane GESLIN, professeure**, avec **Carlos Miguel HERRERA** (Université de Cergy-Pontoise), **Marie-Claire PONTTHOREAU** et **Stéphane SCHOTT** (Université de Bordeaux), en collaboration avec les Universités de Hanovre (Leibniz Universität Hannover) et de Bayreuth.

Le programme « Épistémologies du droit. Approches pluridisciplinaires » se compose d'une combinaison de plusieurs actions – un cycle de séminaires, une journée d'étude et deux colloques – qui se dérouleront entre 2017 et 2020 à Cergy-Pontoise, Aix-en-Provence et Bordeaux. Le principal objectif du projet est de (re)mettre le questionnement épistémologique au centre de l'activité des chercheurs, juristes ou non juristes, et de leur offrir un espace de discussion spécifiquement dédié à la réflexion sur la connaissance du droit. Le programme est conçu dans un double esprit d'ouverture sur le monde et sur les autres disciplines, que les défis de la globalisation rendent incontournable. Dans le contexte de la mondialisation qui se traduit notamment par le développement d'ordres juridiques internationaux ou supranationaux, voire transnationaux, le droit ne peut plus se concevoir uniquement par le biais d'une approche purement nationale. Ce changement d'échelle, induit par la globalisation, appelle une mise en perspective sur le plan théorique. Car la *connaissance du droit* ne peut plus s'envisager, aujourd'hui, sans la connaissance du *droit des autres*. La réflexion sur les épistémologies du droit implique dès lors une réflexion sur la comparaison des droits, qui ne se limite pas aux approches classiques du droit comparé ou de l'étude des droits étrangers. Cette nécessaire ouverture au *droit des autres* a comme corollaire une ouverture nécessaire aux *autres droits*, de sorte que le décloisonnement national se double - doit se doubler - d'un décloisonnement disciplinaire au sein même des disciplines juridiques. En ce sens, le programme « Épistémologies du droit » est conçu comme une invitation au dialogue - franco-allemand et au-delà – entre doctorants, jeunes docteurs et chercheurs plus avancés, issus des différentes branches du droit, classiquement très cloisonnées - mais sans doute moins en Allemagne qu'en France. Le programme « Épistémologies du droit » implique aussi des spécialistes de *disciplines autres* que le droit - sociologues, géographes, linguistes... -, qui peuvent s'intéresser à des objets juridiques dont les juristes ne sont, en effet, pas les seuls dépositaires.

- Cycle de séminaires : « Les épistémologies en droit » (2019 et 2020) : 1. Sciences du droit, sciences et droit ; 2. Quel droit des sciences sociales ? ; 3. Que pourrait-être une épistémologie critique du droit ?
- Journée d'étude : « Épistémologies et méthodologies juridiques en perspectives post-coloniales » (Aix-en-Provence, 28 novembre 2018)
- Colloque n°1 : « Langues et langages juridiques. Traduction et traductologie - Didactique et pédagogie » (mai 2019)
- Colloque n°2 : « Formes territoriales et représentations spatiales de l'État. Fondements, perspectives et limites d'un dialogue entre droit et géographie »

- **Transhumanisme et droit : favoriser les savoirs et questionnements des élèves citoyens-acteurs d'aujourd'hui et de demain (1^{er} février 2019-30 juin 2020)**

Responsables scientifiques : **Aurélie MAHALATCHIMY, Chargée de recherche au CNRS ; Guylène NICOLAS, Maître de conférences (UMR ADES, CDSA) ; Martine PERRON, chargée de communication et de valorisation (IE CNRS)**

Financement : Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille

Depuis bien longtemps, l'acquisition de connaissances, de savoirs, de pratiques relevant des sciences et techniques participe au développement humain comme à l'action de l'homme sur son environnement. Dans ce contexte, le transhumanisme peut être défini comme

l'amélioration des capacités humaines par l'utilisation des sciences et techniques intégrées au corps. On peut considérer qu'il existe trois dimensions du transhumanisme : l'amélioration de la qualité de vie ; l'amélioration des performances individuelles ; la transcendance de l'espèce humaine ou posthumanisme (qui constitue la forme la plus poussée du transhumanisme et peut conduire à la création d'entités ou d'intelligences artificielles « supérieures »).angoisses, espoirs, passions, enjeux de pouvoirs se mêlent autour du transhumanisme et du posthumanisme, fortement médiatisés, vis-à-vis de leur impact sur le monde de demain.

Le cadre juridique peut faciliter ou freiner le développement du transhumanisme. Mais, dans tous les cas, son rôle est de l'encadrer, de le réguler pour que les valeurs communes qui sont chères à l'espèce humaine soient respectées. À cette fin, un débat sociétal est nécessaire.

Ce projet a trois objectifs principaux :

- l'obtention de données qualitatives sur les idées, opinions et questions des élèves du secondaire à travers des exemples concrets liant le droit avec les trois dimensions du transhumanisme dans trois domaines : la santé et l'amélioration de la qualité de vie, le sport et l'amélioration des performances individuelles, la procréation et la transcendance de l'espèce dans sa création et sa fin de vie.
- la participation des élèves à la conférence débat sur la thématique « Transhumanisme : de nouveaux droits ? » prévue à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence le 2 avril 2020 (reporté à décembre 2020 ou avril 2021 en raison de la pandémie de COVID-19).
- la sensibilisation des collégiens et lycéens au rôle social du droit et à leur propre rôle de citoyens acteurs du débat public.

Deux classes du secondaire (3^{ème} et 2^{nde}) ayant manifesté leur intérêt pour la thématique ont participé à l'étude. L'étude a débuté en juin 2019 et se terminera en avril 2021. Elle est basée principalement sur des échanges entre l'équipe de recherche, les enseignants et les élèves. Le premier échange (octobre 2019) avait pour objectif de réaliser une enquête « à froid » : en effet, les élèves n'avaient pas connaissance à l'avance de la thématique qui serait abordée avec l'équipe de recherche. Cette dernière leur a posé des questions simples sur leurs connaissances et leurs opinions sur le transhumanisme et le rôle du droit. Encadrés par leurs enseignants, les élèves ont ensuite effectué des recherches et approfondi leurs analyses, discutées lors d'un second échange en janvier 2020. La période qui suit est consacrée à l'élaboration par les élèves de restitutions écrites et d'une restitution orale ayant vocation à être présentée lors de la journée-débat, en présence de représentants de la Commission nationale française pour l'UNESCO et de la Commission nationale des Pays-Bas pour l'UNESCO. En effet, ce projet a également pour objectif de fournir à ces deux institutions les éléments participant à une décision d'agir ou non au niveau juridique (proposition de traité international ou de déclaration par exemple).

Le projet de recherche inclut également une enquête de satisfaction auprès des élèves et de leurs enseignants à des fins d'amélioration de la méthode.

- **Treatise of International Human Rights Law (IHRL) (1er novembre 2019-31 octobre 2020)**
Responsables scientifiques : Ludovic HENNEBEL, Professeur ; Hélène TIGROUDJA, Professeure
*Financement : A*Midex*

La version française du *Traité de droit international des droits de l'homme*, co-écrit par les professeurs Hennebel et Tigroudja, est parue aux éditions Pedone en mai 2016. L'ouvrage *Treatise of International Human Rights Law* ne sera pas une traduction directe de la version française, mais plutôt une nouvelle version en langue anglaise qui s'appuiera sur la recherche, la structure, la jurisprudence et les idées développées dans la version française. Cet ouvrage sera publié auprès de l'éditeur Cambridge University Press

- **Le marché pharmaceutique, un marché à réformer ou à transformer ?(2020)**

Responsables scientifiques : Aurélie MAHALATCHIMY, Chargée de recherche au CNRS ; Isabelle MOINE-DUPUIS, Maître de conférences (CREDIMI, Faculté de droit, Université de Bourgogne) ; Estelle BROSSET, Professeure

Financement : Université de Bourgogne

Le marché pharmaceutique présente des spécificités qui le démarquent radicalement du marché ordinaire, de sorte que les principes et les règles qui structurent et régissent ce dernier ne permettent pas de répondre de manière satisfaisante aux enjeux qui lui sont propres.

Le médicament est un bien essentiel et hautement technologique, avec une marge très faible d'interchangeabilité, et son marché repose sur une dynamique d'invention qui rend le secteur dépendant de la propriété intellectuelle (brevet), double source de renchérissement et d'ultra concurrence, peu propices à l'accès au produit.

Ce projet a pour objectif, sur une thématique de recherche relevant du droit pharmaceutique, de croiser les perspectives du droit européen, du droit économique international et du droit pénal international. Seront ainsi organisés des séances de travail communes et des ateliers (*workshops*) entre les équipes du CREDIMI (Centre de Recherche sur le Droit des Investissements et des Marchés Internationaux, Faculté de droit, Université de Bourgogne) et du CERIC, incluant des experts français ou étrangers invités à enrichir ces débats. Une co-publication sur la spécificité du marché pharmaceutique de sa réglementation et ses enjeux actuels est également prévue.

Les compétences des équipes de droit pharmaceutique du CERIC et du CREDIMI sont complémentaires : l'expertise reconnue notamment sur les stratégies européennes du premier, complète celle du CREDIMI relative au droit économique international, et au droit pénal international. Elles permettront d'élaborer des travaux et d'organiser des ateliers communs, avec l'apport d'experts étrangers, et de préparer la réponse à des appels à projets nationaux et internationaux.

**COOPÉRATION
SCIENTIFIQUE**

1- Les partenariats et coopérations à l'échelle nationale

1-1 Le pôle Développement Durable et Territoires méditerranéens

(<https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/ceric/recherche/pole-developpement-durable>)

Né en 2009, sous la responsabilité d'Yvette Lazzeri, le Pôle est composé de chercheurs relevant de différentes disciplines (sociologie, géographie, droit, économie, gestion, urbanisme et aménagement, développement durable, chimie), il est à la fois, une rencontre entre chercheurs et praticiens publics et privés, et un espace de débats, de propositions, de réalisation de projets de recherche communs où se confrontent les analyses scientifiques, dans une approche transdisciplinaire centrée sur la Méditerranée.

→ Le Pôle édite un 4pages (ISSN : 2551-217X), publié en format papier (100 exemplaires) et en format numérique (<http://pddtm.hypotheses.org>)

→ En 2016, le Pôle a initié le **LivingLabT.Créatif® : un laboratoire « vivant » en sciences humaines et sociales**

Responsable scientifique : Yvette Lazzeri, Chercheur, Coordinatrice du LivingLabT.Créatif.

Financement : CNRS, Mairie de Gignac

T-Créatif® est un espace ouvert pour changer les regards, décloisonner, co-construire des territoires durables. Il est né en 2016, de la volonté d'une quinzaine de responsables, issus des milieux de la recherche, des collectivités locales et des associations de la région PACA.

T-Créatif®, une équipe, un réseau

- Une équipe de 15 personnes, forte de son interdisciplinarité (droit, économie, management public, communication, système d'information, aménagement et urbanisme, géographie, sociologie, éducation, chimie de l'environnement) et de sa mixité (enseignants-chercheurs, ingénieurs, doctorants, praticiens). L'équipe est coordonnée par Yvette Lazzeri.

- Un réseau de laboratoires de recherche : CERIC, TELEMME, IUAR/LIEU, IMPGT, ADEF, LCE, IRSIC
- Des partenaires : SATT Sud-est, plateforme Créativité et territoires de Poitiers, PTCE Ogres et couleurs du Luberon, PTCE Tetris de Grasse, EA Eco-entreprises, Société du Canal de Provence, Collectivités locales (CBE de Pertuis, Correns, Gignac La Nerthe, Métropole Aix Marseille Provence).

T-Créatif®, quatre volets d'action

- Recensement, analyse et partage d'expériences nouvelles et inventives et de production de « communs » (capitalisation de données, diffusion de bonnes pratiques et d'exemples significatifs, expertise partagée, émergence d'une intelligence collective et territoriale) entre différentes parties prenantes.

- Recherche opérationnelle et in situ, sur des thématiques émergentes : créativité et innovation territoriales, économie circulaire et territoires, numérique et territoires.

- Animation scientifique et territoriale, prenant appui sur différents types d'évènements : ateliers de la créativité, journée annuelle de recherche sur la créativité territoriale, idée d'un jour, un acteur une expérience, les rencontres annuelles de l'économie circulaire et territoires

- Journées de formation (en cours de définition) : RSE et économie circulaire, économie de la fonctionnalité, urbanisme durable, ingénierie d'innovation territoriale

1-2 La Fédération de recherche Écosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux



(<http://www.eccorev.fr>)

Le CERIC fait partie des 36 unités fédérées au sein d'une fédération de recherche ECCOREV, fondée sur la thématique des "écosystèmes continentaux et risques environnementaux" appliquée plus particulièrement aux territoires de la région méditerranéenne. Elle fédère des laboratoires de sciences dures, mais également des unités spécialisées dans les domaines des sciences humaines et sociales, qui enrichissent, de leurs compétences en économie, en droit et en sociologie de l'environnement, le champ des recherches.

ECCOREV se structure autour de quatre axes fédérateurs des questionnements scientifiques : morphogénèse, risques naturels et variabilité climatique ; vulnérabilité des écosystèmes terrestres et aquatiques ; écodynamique et toxicologie environnementale ; écotecnologies et développement durable (énergie, déchets...).

Pour arrimer au mieux les sciences humaines et sociales, un axe transversal basé sur les problématiques du territoire a été défini. Dans ce cadre également, l'Observatoire Hommes-Milieus-bassin minier de Provence joue un rôle fondamental. Il a pour objectif d'étudier les interactions entre la société et l'environnement, en abordant la question des pollutions, de la santé, des représentations, de la gestion du territoire et des paysages, etc. sur une zone marquée par le fait industriel mais connaissant des changements importants (fermeture récente de la mine, devenir de l'industrie traditionnelle sur le territoire, périurbanisation, etc.).

Les objectifs d'ECCOREV sont de

- ✓ mutualiser les équipements
- ✓ favoriser des interactions au travers de projets incitatifs devant plus tard déboucher sur des réponses à des appels d'offres régionaux, nationaux et internationaux
- ✓ organiser des Colloques, des formations et des journées d'animations mettant en contact des chercheurs et des décideurs
- ✓ proposer des formations,

tous objectifs concourant à l'animation de la vie scientifique dans le domaine de l'environnement.

1-3 Les Labex



1- Le LabexMed (<https://labexmed.nakalona.fr/>)

Au moment où la Méditerranée connaît une actualité de plus en plus grande dans divers domaines (politique, culturel, médiatique), où sa situation actuelle la place au centre de problématiques qui représentent des enjeux majeurs pour la planète entière (risques naturels, modifications de la diversité biologique, répartition des ressources, crispation des rapports politiques, économiques et sociaux nord-sud, conflits, flux migratoires et nouvelles mobilités, urbanisation, littoralisation, protection patrimoniale), l'Université d'Aix-Marseille se propose, en s'appuyant sur un partenariat équilibré avec le CNRS, de rassembler, dans une logique de site, ses forces les plus significatives dans le domaine. La consolidation d'une recherche innovante et indépendante en sciences humaines et sociales à l'échelle de la Méditerranée permettrait de rendre plus intelligible ce tissu de similarités et de différences, de proximités et de barrières qu'est le monde méditerranéen, de mettre en évidence des affinités et des différences pour transcender les taxinomies préconçues, et réduire la portée de stéréotypes qui, diffusés dans les discours parascientifiques et dans la société civile, tout en attestant d'un déficit de connaissance chronique, ne manquent pas d'accentuer les malentendus et exacerber les tensions.

Autour de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, de ses compétences et de ses services d'appui à la recherche, s'est constitué un laboratoire d'excellence qui regroupe, sur un très vaste compas disciplinaire, 16 unités mixtes de recherche, toutes sous tutelle (principale ou secondaire) de l'Université d'Aix-Marseille : les 11 laboratoires composants de la MMSH et 5 autres laboratoires partenaires dont le CERIC UMR 7318 fait partie pour un élargissement disciplinaire, de nouvelles synergies et transversalités, le renforcement des liens interinstitutionnels entre l'Université d'Aix-Marseille, l'EHESS, l'IRD, l'Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse, le CNRS. L'ensemble représente un potentiel de recherche de près de 500 collaborateurs permanents (enseignants-chercheurs, chercheurs, personnels administratifs et techniques) et environ 800 doctorants.

L'objectif, avec cette structuration renforcée des études méditerranéennes sur le site d'Aix-Marseille, est d'ouvrir la voie à de nouveaux partenariats et collaborations, d'inscrire durablement dans le paysage scientifique l'apport des SHS à la connaissance de la Méditerranée, de consolider les capacités locales de coordination et de pilotage de réseaux de recherche thématiques nationaux et internationaux, de favoriser par une mobilité croissante, en particulier des doctorants et des jeunes docteurs, l'émergence d'une communauté scientifique, en Méditerranée, ouverte à de nouveaux usages collaboratifs permettant le partage des données, des outils et des méthodes, en mettant notamment au cœur de ses pratiques le développement et l'appropriation des Digital Humanities.



À compter de janvier 2020, l'institut Sociétés en mutation en Méditerranée (SoMuM) prend la suite du LabexMed. Il regroupe 11 unités de recherche rattachées à la Faculté des arts, lettres, langues et sciences humaines, à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme et à la Faculté de droit et de science politique. Y sont également attachées deux Écoles doctorales : l'ED 355 Espaces cultures sociétés et l'ED 67 Sciences juridiques et politiques.

Deux organismes de recherche y sont associés : le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), ainsi que deux grandes écoles : Sciences Po Aix et l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).



2- Objectif Terre-Bassin Méditerranéen

(<http://www.otmed.fr>)

(remplacé en 2020 par l'Institut méditerranéen pour la transition environnementale ITEM)



Le CERIC a participé à OT-MED en tant que membre au projet de « MediterraneanEarth Institute ». Le CERIC a également accueilli un doctorant Labex OT-MED, Guillaume Futhazar. Sous la direction de Sandrine Maljean-Dubois et la co-direction de Wolfgang Cramer, il a consacré ses recherches au rôle et à la place de l'IPBES à l'échelle méditerranéenne et a soutenu sa thèse le 21 mars 2018. OT-MED est labellisé « laboratoire d'excellence » depuis février 2012.

Ce projet fédérait des laboratoires dans les domaines suivants : énergie, environnement, santé et sciences de la vie, sciences et technologies avancées, humanités. Tel est également le cas de l'Institut méditerranéen pour la transition environnementale (ITEM) : regroupant 14 unités de recherche rattachées à la Faculté des Sciences, la Faculté des sciences médicales et paramédicales, l'Institut Pythéas, la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, l'Institut de management public et gouvernance territoriale, la Faculté de droit et de science politique et la Faculté des arts, lettres, langues et sciences humaines, l'ITEM a pour ambition de comprendre les changements environnementaux et leur impact global. Par son ancrage méditerranéen, il propose de développer des recherches systémiques interdisciplinaires pour comprendre les effets du changement global sur la société et les ressources naturelles. L'ITEM se consacre au développement de solutions innovantes pour mieux gérer et anticiper les risques naturels et industriels, accompagner la transformation des villes et élaborer des démarches originales pour répondre à des problématiques socio-environnementales complexes, contribuant ainsi à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable.

1-4 Les groupements de recherche (GDR)

Le CERIC collabore activement aux travaux de deux GDR :

1 - Le GDR « Normes, sciences et techniques » (<http://www.nost.fr/>)



À partir d'une réflexion essentiellement juridique initiée en 1991 sous l'égide de l'ancien « Réseau Droit, Sciences et Technologies » (RDST), le groupe de recherche NoST (« Normes, sciences et techniques »), créé en janvier 2016, propose de compléter l'analyse des juristes sur les normes et les normativités dans les sciences et techniques en associant sociologues, économistes, philosophes, historiens, anthropologues et spécialistes de sciences de l'éducation dans un groupe de recherche résolument interdisciplinaire, de manière à mettre en évidence les diverses logiques qui sont à l'œuvre dans l'encadrement des sciences et techniques.

Il a pour mission de mettre en réseau les activités des équipes membres afin d'engendrer un renouvellement des problématiques liées aux normativités à l'œuvre dans le domaine des sciences et techniques. Son objectif est de créer des synergies nouvelles entre disciplines de Sciences Humaines et Sociales et d'accroître la production scientifique et la visibilité des chercheurs associés, en France et à l'international.

Le GDR « Normes, Sciences et Techniques » publie une revue annuelle, les Cahiers Droit Sciences & Technologies. Il s'agit d'une revue à comité de lecture (disponible en ligne sur <http://cdst.revues.org>)

Cf. également <https://journals.openedition.org/cdst/966>



2 - Le GDR RUEDELSJ « Réseau universitaire européen Droit de l'Espace de liberté, sécurité et justice » (<http://www.gdr-elsj.eu/>)

Le Groupement de Recherches « Réseau Universitaire européen Droit de l'Espace de liberté, sécurité et justice » n°3452 a été créé en 2011 par le CNRS.

Le CERIC fait partie du GDR ELSJ. Il réunit un certain nombre de laboratoires d'excellence français, spécialisés dans les problématiques de la construction européenne et désireux de focaliser leur recherche sur les questions liées à la construction d'un Espace de liberté, sécurité et justice de l'Union européenne.

Ses membres fondateurs sont les professeurs Marc Blanquet et Sylvaine Poillot-Peruzzetto (IRDEIC – Toulouse), Henri Labayle (CDRE – Bayonne), Jean-Sylvestre Bergé (Lyon III), Sophie Robin-Olivier (CEJEC – Nanterre), Rostane Mehdi (CERIC - Aix-Marseille Université) et Cyril Nourissat (EDIEC – Lyon III).

Le GDR a dégagé un certain nombre de thèmes de recherche prioritaires, animés par l'ensemble de ses membres et placés sous la responsabilité scientifique d'un laboratoire.

Après le succès de la 9^{ème} édition qui s'est tenue à Lyon les 8 et 9 juin 2017, le réseau GDR-ELSJ a organisé la 10^{ème} session des Ateliers doctoraux à Aix-en-Provence le 7 et 8 juin 2018 sur le thème suivant : « Le juge national et l'ELSJ ».

1-5 Le Réseau Thématique Pluridisciplinaire SHS Génétique et médecine génomique

(<https://shsgenmed.hypotheses.org/>)

Créé en 2018, il vise à structurer les recherches en sciences humaines et sociales dans le champ de la génétique et de la médecine génomique. Renouvelable, il est au service de la constitution progressive d'une communauté pluridisciplinaire.

À cette fin, le Réseau Thématique Pluridisciplinaire (RTP) propose tout à la fois de faciliter les échanges entre chercheuses/chercheurs, de valoriser les travaux dans le champ concerné, de soutenir les initiatives, de faire connaître les laboratoires et les recherches français aux chercheurs/chercheuses et laboratoires étrangers, de créer un fonds commun de connaissances et de liens pour le développement futur de projets collaboratifs ou le montage de réseaux internationaux. Le RTP peut organiser des événements scientifiques en vue de réaliser ces objectifs. Son champ d'action est défini largement pour couvrir tous les enjeux épistémologiques, philosophiques, historiques, sociologiques, anthropologiques, économiques, éthiques et juridiques de l'analyse des génomes et de leurs usages médicaux et non-médicaux.

Soutenu par l'InSHS sur le plan de la recherche fondamentale, également inscrit dans le contexte d'une réflexion sur le rôle des sciences humaines et sociales dans le plan France Médecine Génomique 2025, le RTP a pour vocation de devenir un point de référence pour des demandes d'expertise ou de mise en contact, ainsi que pour le développement de recherches en sciences humaines et sociales en lien, notamment, avec le plan France Médecine Génomique 2025.

Le CERIC, en particulier au regard des travaux d'Estelle Brosset et d'Aurélié Mahalatchimy, fait partie des 13 équipes et laboratoires de ce RTP.

2- Les partenariats et coopérations à l'échelle internationale

AUSTRALIE



Cotutelles de thèse

- VASILEVSKAIA Daria, *La pollution du milieu marin par le plastique. Approche comparative en droit international, européen et comparé*, sous la direction de Sandrine MALJEAN-DUBOIS et Margaret YOUNG (Université de Melbourne)

BELGIQUE



Professeurs invités

- Le Professeur Jean-Yves CARLIER, de l'Université Catholique de Louvain, a été Professeur invité au CERIC pour les années universitaires 2018/2019 et 2019/2020.

Cotutelles de thèse

- Gaël LEROUX, *L'impact des accords commerciaux bilatéraux de l'Union européenne sur la convergence réglementaire avec les pays tiers : l'enjeu numérique*, sous la direction de Marianne DONY (Université Libre de Bruxelles) et de Rostane MEHDI.

BÉNIN



Cotutelles de thèse

- Wantinèki KONASSANDE, *L'impact de la mise en œuvre du droit de l'OMC sur l'accès aux médicaments en Afrique*, sous la direction de Frédéric Joël AÏVO (Université d'Abomey-Calavi) et d'Estelle BROSSET.

BRÉSIL



Cotutelles de thèse

- Fernanda CASTELO BRANCO ARAUJO, *Gestion des ressources marines et droits des communautés de pêcheurs : aspects de droit interne et de droit international*, sous la direction de Carina COSTA DE OLIVEIRA (Université fédérale du Ceará (Brésil)) et de Marie-Pierre LANFRANCHI.
- Harvey MPOTO BOMBAKA, *Les traitements différenciés en droit international de la mer*, sous la direction de Carina COSTA DE OLIVEIRA (Université de Brasilia) et de Sandrine MALJEAN-DUBOIS.
- Fernanda SALGUEIRO BORGES, *Conservation et usage de la biodiversité marine au Brésil*, sous la direction de Solange TELES DA SILVA (Mackenzie University, Sao Paulo) et d'Ève TRUILHÉ.

CANADA



Cotutelles de thèse

- Juliette DEFOND, *Les interactions entre les acteurs intervenant en faveur de la protection des personnes en situation d'urgence*, sous la direction de Ludovic HENNEBEL et de Violaine LEMAY (Université de Montréal) (soutenance le 23 novembre 2019).
- Morgane LECLERCQ, *L'adaptabilité du droit international aux réalités locales en matière semencière*, sous la direction de Estelle BROSSET et de Geneviève PARENT (Université Laval).

Parallèlement aux actions de coopération scientifique dans le champ de la recherche, le CERIC a mis en place depuis plus de dix ans dans ses Masters 2 Droit de l'Union européenne et Droit international public des modalités d'échange international avec l'Université d'Ottawa (cf. rubrique Activités de formation, points 1.2 et 1.3).

CHILI



Cotutelle de thèse

- Noémie KUGLER, *Le droit international face aux dommages en matière de changement climatique*, sous la direction de Pilar MORAGA (Universidad de Chile) et d'Ève TRUILHÉ.

CHINE



Le CERIC a des relations privilégiées avec plusieurs partenaires chinois, notamment grâce aux activités conduites par le Professeur Francis Snyder au sein de la PekingUniversitySchool of Transnational Law. Une mobilité étudiante est organisée dans ce cadre avec les Masters 2 portés par le CERIC.

La Chaire Jean Monnet *ad personam* qu'occupe Francis Snyder est la seule à être orientée vers les relations juridiques Europe-Chine. Il a mené et continue de mener divers projets de recherches, dont certains sont en cours :

- The judicial struggle against fake pesticides in china, 1997-2017: a geography of law and public health
- Food standards and economic integration in the greater bay area.

Parallèlement aux actions de coopération scientifique dans le champ de la recherche, le CERIC a mis en place depuis plus de dix ans dans ses Masters 2 Droit de l'Union européenne et Droit international public des modalités d'échange international avec l'Université de Shenzhen (cf. rubrique Activités de formation, points 1.2, 1.3 et 1.4).

CÔTE D'IVOIRE



Cotutelle de thèse

- Bokoua Yao OUAGA, *L'application du droit international de la mer dans les États du Golfe du Guinée*, sous la direction de Yao Abraham GADJI (Université Félix Houphouët-Boigny) et de Marie-Pierre LANFRANCHI.

ÉTATS-UNIS



Mobilité de chercheurs

- Intégration de la doctorante Laura CAHIER (sujet de thèse : *Les femmes autochtones des Amériques face aux violences : des demandes intersectionnelles de droit(s) à la co-production normative*, sous la direction de la Professeure Albane GESLIN), au campus de Georgetown University en tant qu'animatrice de pôle pour l'Institut des Amériques.

MAROC



Cotutelle de thèse

- Ahlam KHATTABI, *Le processus de décentralisation administrative et l'attractivité du territoire : étude comparative entre la France et le Maroc*, sous la direction Nathalie RUBIO et de Hamid EL AMOURI (Université Mohammed V).

SUISSE



Cotutelles de thèse

- Pauline MILON, *Analyse théorique du statut juridique de la nature*, sous la direction d'Alain PAPAUX (Université de Lausanne) et de Sandrine MALJEAN-DUBOIS.

- Julian RITSCHER, *Le juge de l'OMC et le droit des traités*, sous la direction de Makane MBENGUE (Université de Genève) et de Romain LE BOEUF.

Professeurs invités

Laurence BOISSON DE CHAZOURNES, Professeure à l'Université de Genève, était professeure invitée pour l'année universitaire 2018/2019.

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

**MANIFESTATIONS
SCIENTIFIQUES**

1. Manifestations du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019

- ❖ **15 janvier 2019**, Forum des jeunes chercheurs, *Atelier professionnel « L'agrégation de droit public »* (Hélène TIGROUDJA, Romain LE BOEUF).
- ❖ **15 janvier 2019**, Conférence, *L'obsolescence programmée*, Anne-Marie DE MATOS, maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille, Marie LAMOUREUX, professeure à l'Université d'Aix-Marseille, Laetitia VASSEUR, déléguée générale de l'association Halte à l'Obsolescence Programmée (HOP), Matthieu WEMAËRE, avocat aux barreaux de Paris et de Bruxelles (Ève TRUILHE).
- ❖ **18 janvier 2019**, Les Midis du CERIC, *Le procès environnemental*, Ève TRUILHE, directrice de recherche au CNRS ; Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET, professeure à l'Université Jean Moulin Lyon III.
- ❖ **6 février 2019**, Jus Gentium Public Lecture Series (Clinique de droit international des droits de l'homme), *La restitution des biens culturels en droit international. Discussions autour du rapport Sarr/Savoy de novembre 2018*, Franck ARMEL AFOUKOU, Conseiller à la Délégation permanente du Bénin auprès de l'UNESCO.
- ❖ **7 février 2019**, Forum des jeunes chercheurs, *Auditions*.
- ❖ **7 février 2019**, Jus Gentium Public Lecture Series (Clinique de droit international des droits de l'homme), *La question du désarmement au sein des Nations Unies*, Karl DHAENE, Représentant permanent de la Mission belge auprès des Nations Unies à Genève.
- ❖ **18 février 2019**, Jus Gentium Public Lecture Series (Clinique de droit international des droits de l'homme), *Paix, sécurité et justice transitionnelle : une approche axée sur les droits de l'homme*, Fabian SALVIOLI, Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition.
- ❖ **28 février 2019**, Colloque, *Activisme et résistance. Enjeux de la qualification des mouvements contestataires en droit* (AFNU).
- ❖ **1er-2 mars 2019**, Simulation des Nations Unies, *Les enjeux de la qualification des mouvements contestataires* (Association Française pour les Nations Unies-section Aix-en-Provence).
- ❖ **7 mars 2019**, Les Jeudis du CNRS, *Les rapports entre l'Union européenne et le Royaume-Uni après le Brexit*, Valérie MICHEL, Professeure à l'Université d'Aix-Marseille.
- ❖ **12 mars 2019**, Les Midis du CERIC, *La conférence annuelle de l'ESIL. Is International Law Fair ?*, Sandrine MALJEAN-DUBOIS, directrice de recherche au CNRS.
- ❖ **15 mars 2019**, Conférence du Centre d'Excellence Jean Monnet, *Le Brexit, ou la laboratoire de l'article 50 du traité sur l'Union européenne*, Emmanuelle SAULNIER-CASSIA, Professeur à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines-Paris-Saclay
- ❖ **4 avril 2019**, Les Midis du CERIC, *L'influence des études postcoloniales sur la recherche en droit international*, Albane GESLIN, professeure à Sciences Po Aix/UMR DICE.

- ❖ **12 avril 2019**, Jus Gentium Public Lecture Series (Clinique de droit international des droits de l'homme), *Actualités de la lutte contre le blanchiment et de la lutte contre le terrorisme*, Bruno DALLES, Directeur de Tracfin, cellule française de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- ❖ **7 juin 2019**, Journée des doctorants 2019, *Repenser la démocratie et ses formes d'expression* (Faculté de droit et de science politique).
- ❖ **14 juin 2019**, Conférence, *Le Brexit*, Dionyssi DIMITRAKOPOLOUS, Senior Lecturer, Department of Politics, BirkbeckCollege, University of London.
- ❖ **17-28 juin 2019**, École d'été, 4ème édition, *La pratique du droit international des droits humains*, Hélène TIGROUDJA, Ludovic HENNEBEL, Professeurs, CERIC, AMU.
- ❖ **18 juin 2019**, Conférence, *La mise en œuvre des politiques européennes au niveau national*, Dionyssi DIMITRAKOPOLOUS, Senior Lecturer, Department of Politics, BirkbeckCollege, University of London.
- ❖ **20 juin 2019**, Conférence, *L'évolution du fonctionnement de l'Union européenne*, Dionyssi DIMITRAKOPOLOUS, Senior Lecturer, Department of Politics, BirkbeckCollege, University of London.
- ❖ **2-6 septembre 2019**, *XIIème Université d'été du Mercantour*, Saint-Martin Vésubie (Jacques BOURRINET, Romain LE BOEUF).
- ❖ **12 septembre 2019**, Conférence du Master 2 Droit international public, *Les conditionnalités politiques/droits de l'homme auprès du Fonds Monétaire International*, Emmanuella DOUSSIS, Professeure associée à l'Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes, Professeure invitée à l'UMR DICE (CERIC) (Hélène TIGROUDJA).
- ❖ **16 septembre 2019**, *Leçon inaugurale* (prononcée par le Professeur Jorge VINUALES, University of Cambridge), *Remise des diplômes/Rentrée solennelle des Masters 2 du CERIC* (Nathalie RUBIO).
- ❖ **20 septembre 2019**, Conférence du Centre d'Excellence Jean Monnet, *La compétence extérieure de l'Union européenne en matière d'environnement. Enjeux et perspectives*, Emmanuella DOUSSIS, Professeure associée à l'Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes, Professeure invitée à l'UMR DICE (CERIC) (Estelle BROSSET).
- ❖ **23 septembre 2019**, Conférence du Master 2 Droit international public, *Droit international de la mer et délimitation maritime*, Emmanuella DOUSSIS, Professeure associée à l'Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes, Professeure invitée à l'UMR DICE (CERIC) (Hélène TIGROUDJA).
- ❖ **26-27 septembre 2019**, Colloque, organisation d'un workshop à l'occasion de la 7th European Association for Health Law Conference, *Innovation and Health Care. New Challenges for Europe*, Toulouse (Aurélie MAHALATCHIMY).

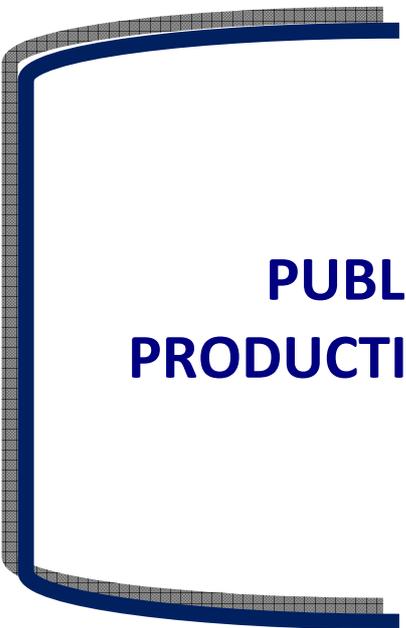
- ❖ **27 septembre 2019**, Conférence du Master 2 Droit de l'environnement, *From International Environmental Cooperation to Global Environmental Governance : the Road to Paris and beyond*, Emmanuella DOUSSIS, Professeure associée à l'Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes, Professeure invitée à l'UMR DICE (CERIC) (Estelle BROSSET).
- ❖ **3-4 octobre 2019**, Journées franco-québécoises, *Quelles actions en justice pour l'environnement et pour le climat ?*, Laval (Québec).
- ❖ **17-18 octobre 2019**, Colloque, Soft Law Network (SoLaR), *Final Event of the European Network on Soft Law Research (SoLaR)* (Nathalie RUBIO).
- ❖ **18 octobre 2019**, Rencontres épistémologiques Grenoble-Aix, *(Re)lire Une introduction critique au droit*, avec Michel MIAILLE (discutantes : Oriane SULPICE et Mathilde REGAD), Grenoble (Albane GESLIN).
- ❖ **21 octobre 2019**, Colloque, *Le procès environnemental. Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement* (Eve TRUILHE, Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET).
- ❖ **25 octobre 2019**, Conférence du Master 2 Droit de l'environnement, *Le droit des aides d'Etat et la protection de l'environnement*, Olivier PEIFFERT, Maître de conférences, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 (Estelle BROSSET, Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET).
- ❖ **12 novembre 2019, 17h, Salle des Actes**, Jus Gentium Public Lecture Series (Clinique de droit international des droits de l'homme), *Lutter contre les exécutions arbitraires : bilans, défis et perspectives*, Agnès CALLAMARD, Rapporteur spécial des Nations Unies pour les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires, directrice du programme de recherche sur la liberté d'expression à l'Université de Columbia.
- ❖ **19 novembre 2019, 17h, Salle des Actes**, Jus Gentium Public Lecture Series (Clinique de droit international des droits de l'homme), *Les Nations Unies, les droits humains et la guerre en Syrie : un témoignage*, Paulo Sergio PINHEIRO, Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie.
- ❖ **26 novembre 2019**, Séminaire, *Les procès climatiques contre les entreprises. Perspectives de droit comparé*, projet de recherche CLIMARM (Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET, Sandrine MALJEAN-DUBOIS).
- ❖ **27 novembre 2019**, Forum des jeunes chercheurs, *Atelier méthodologique « Law and Literature : usages pour la thèse »* (Albane GESLIN, Norbert ROULAND).
- ❖ **28-29 novembre 2019**, Colloque, *Droit, révolutions et transitions. 1959-2019 : Cuba, 60 ans de Révolution face à la mondialisation* (Alice MONICAT, Maria GUDZENKO).
- ❖ **5-6 décembre 2019**, Colloque, Centre d'Excellence Jean Monnet "L'Europe au Sud", *Les 10 ans du traité de Lisbonne* (Estelle BROSSET) (annulé en raison des mouvements sociaux).
- ❖ **18 décembre 2019**, Forum des jeunes chercheurs, *Atelier professionnel « Les carrières du CNRS et de l'Université »* (Pascale RICARD).
- ❖ **19 décembre 2019**, Forum des jeunes chercheurs, *Atelier d'écriture* (Romain LE BOEUF).

2. Manifestations prévues en 2020

- ❖ **14 janvier 2020**, Conférence du Centre d'Excellence Jean Monnet « L'Europe au Sud », *Les enjeux de la transition démocratique d'un État membre de l'UE : l'exemple de la Roumanie*, Adrian-Gabriel CORPADEAN, maître de conférences, vice-doyen de la Faculté d'études européennes de l'Université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca (Estelle BROSSET).
- ❖ **24 janvier 2020, 14h-16h, Salle des Actes**, Conférence du Master 2 Droit de l'environnement, *Justice pénale environnementale : la pollution en Méditerranée*, Franck LAGIER, premier vice-procureur près le TGI de Marseille, François-Xavier TEMPLE, inspecteur général de santé publique, assistant spécialisé au Pôle de santé publique de Marseille (Estelle BROSSET, Mathilde HAUTEREAU-BOUONNET).
- ❖ **14-15 février 2020**, Simulation, *Simulation de négociation à l'Assemblée générale des Nations Unies (SIMONU) « La restitution des biens culturels »* (Association Française pour les Nations Unies-section Aix-en-Provence).
- ❖ **25 mars 2020, 9h, Monaco**, Conférence, *La lutte contre les pollutions plastiques en droit international, comparé et européen*, dans le cadre de la Monaco Ocean Week (Pascale RICARD, Daria VASILEVSKAIA) (reporté).
- ❖ **2 avril 2020**, Colloque, *Le transhumanisme : de nouveaux droits ?* (Aurélie MAHALATCHIMY) (reporté).
- ❖ **2 avril 2020**, Workshop, *State compliance with international human rights law : state-of-the-art, improvement and challenges* (Ludovic HENNEBEL, Hélène TIGROUDJA) (reporté).
- ❖ **28 avril 2020**, Conférence, *Le juge ad hoc à la Cour internationale de Justice/Présentation des programmes de l'Académie de droit international de La Haye*, Yves DAUDET, Professeur émérite de l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I), Président du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye, Juge ad hoc à la cour internationale de Justice (Sandrine MALJEAN-DUBOIS) (reporté).
- ❖ **27 mai 2020, IMéRA**, Workshop, *High cost of medicines in the EU and US* (Aurélie MAHALATCHIMY/Marc RODWIN) (reporté).
- ❖ **15-26 juin 2020**, École d'été, 5ème édition, *La pratique du droit international des droits humains* (Ludovic HENNEBEL, Hélène TIGROUDJA) (reporté).
- ❖ **17-18 juin 2020**, Colloque, *Les dix ans du traité de Lisbonne* (Estelle BROSSET, Rostane MEHDI, Nathalie RUBIO) (annulé).
- ❖ **8-11 juillet 2020**, Académie d'été, *Académie d'été de droit international et d'éthique en sciences et technologies. Les enjeux actuels de l'expertise internationale dans les domaines de la santé et de l'environnement* (Aurélie MAHALATCHIMY) (reporté).
- ❖ **31 août-4 septembre 2020, XIIIème Université d'été du Mercantour**, Saint-Martin Vésubie.
- ❖ **19-20 novembre 2020**, Colloque, *Conflits d'usages en mer et droit de l'Union européenne* (Pascale RICARD, Anaïs BERENI, Wissem SEDDIK).

PUBLICATIONS ET PRODUCTION SCIENTIFIQUE

**PUBLICATIONS ET
PRODUCTION SCIENTIFIQUE**



1- Collections

De 1979 à 1988 la collection *Coopération et Développement. Travaux et recherches du CERIC*, éditée par Economica à Paris et dirigée par le Professeur Jacques Bourrinet, a accueilli les résultats des programmes collectifs de recherche du centre ainsi que les travaux spécialisés de jeunes chercheurs du CERIC. Il en a été de même de la collection « Monde européen et international », éditée à la Documentation française, également dirigée par le Professeur Jacques Bourrinet (1998-2002).

Aujourd'hui le CERIC développe quatre collections et apporte son appui à trois revues.

1-1 Collection *Espace et Développement durable, PUAM, PUP*

Presses Universitaires
d'Aix-Marseille  puam

Collection créée en 2011

Directrice de collection : Yvette Lazzeri

1-2 Collection *Droit[s] de l'environnement, PUAM, PUP*

Presses Universitaires
d'Aix-Marseille  puam

Collection créée en 2011

Directrice de collection : Mathilde Hautereau-Boutonnet
et Sandrine Maljean-Dubois

Site Internet : <http://presses-universitaires.univ-amu.fr/>

MOUTON Stéphane, NAIM-GESBERT Eric (dir.), *Transports et développement durable*, 2019.

1-3 Collection *Travaux de droit international et européen, Bruylant*



bruylant

Collection créée en 2005

Directeurs de collection : Yann Kerbrat et Valérie Michel

La collection *Travaux de droit international et européen* (antérieurement désignés Travaux du CERIC) a pour vocation d'accueillir des ouvrages collectifs et individuels consacrés au droit international public et au droit de l'Union européenne dans leurs aspects tant institutionnels que matériels.

Ces ouvrages se veulent d'une grande qualité scientifique et proche de la pratique. Ils s'adressent à tous les acteurs du droit international et du droit européen.

Site Internet : <https://www.larciergroup.com/fr>

1-4 Collection *Confluence des droits*



collection d'ouvrages numériques

L'UMR DICE a créé une collection d'ouvrages numériques en *open access*, dirigée par Sandrine Maljean-Dubois. *Confluence des droits* a vocation à accueillir des monographies, thèses, actes de colloques et ouvrages collectifs, en français et en anglais, produits au sein et en dehors de l'UMR DICE (cf. rubrique dédiée à l'UMR à la fin de ce rapport, p.125).

2- Revues

2-1 Les Cahiers Droit, Sciences et Technologies

(<https://cdst.revues.org>)



Presses Universitaires
d'Aix-Marseille 

Créée en 2008, cette collection est publiée aux Presses Universitaires d'Aix-Marseille depuis 2014 et dirigée par Ève Truilhé, directrice de recherche au CNRS. Les *Cahiers Droit, Sciences et Technologies* ont été conçus comme l'instrument d'une rencontre entre les chercheurs qui s'intéressent à la régulation des activités scientifiques et technologiques. Il y est question de droit, mais aussi d'éthique et de déontologie. La perspective juridique y est complétée par des regards

économiques, sociologiques ou politiques. À côté du « dossier thématique » qui a pour fonction de mettre en valeur les activités de recherche du réseau et des « chroniques » proposant une analyse de l'actualité normative des sciences et des technologies, une rubrique « Articles » rassemble des textes scientifiques originaux témoignant de la vitalité et des enjeux d'un problème particulier.

Le numéro 7 des Cahiers Droit, Sciences & Technologies est consacré à la protection de la personne née d'une PMA impliquant un tiers, sous la direction de Sophie Dumas-Lavenac.

Le numéro 8 est consacré aux regards croisés sur les pratiques de la médecine et de la recherche génomique, sous la direction d'Alexandra Soulier et Nicola Bertoldi.

Le numéro 9 (paru en 2019) est consacré au procès pénal à l'épreuve de la génétique, sous la direction d'Anne Simon et d'Elsa Supiot.



2-2 L'Observateur des Nations Unies



L'Observateur des Nations Unies est une revue semestrielle publiée par l'Association Française pour les Nations Unies-Aix-en-Provence, avec le soutien de l'Association pour l'Enseignement et la Recherche en Relations internationales (AERRI) et du Centre d'Études et de Recherches internationales et Communautaires (CERIC, CNRS UMR 7318) de l'Université d'Aix-Marseille (AMU).

L'Observateur des Nations Unies n'est pas une publication officielle d'Aix-Marseille Université (<https://fr-fr.facebook.com/afnu.aixpage/>).

Volumes parus en 2019

- Volume 45, 2018-2 (premier trimestre 2019) *L'animal*
- Volume 46, 2019-1 (deuxième trimestre 2019) *Regards critiques sur le droit international des droits de l'homme*
- Volume 47, 2019-2 (décembre 2019) *Les enjeux de la qualification des mouvements contestataires* (actes du colloque du 28 février 2019).

À paraître

- Volume 48, 2020-1 *L'entreprise multinationale et le droit international*

2-3 Alternatives humanitaires

(<http://alternatives-humanitaires.org/fr/>)

Le **CERIC** fait partie du réseau d'universités et d'institutions partenaires de la revue Alternatives humanitaires. La Fondation Handicap International, le Fonds de la Croix-Rouge française, la Fondation Action contre la Faim et la Fondation Mérieux ont lancé la revue *Alternatives Humanitaires* consacrée aux débats sur l'action humanitaire. Son ambition : réfléchir sur les pratiques du secteur, créer un espace de dialogue et une dynamique d'échange, et mieux faire connaître les approches humanitaires françaises sur la scène internationale.

Numéros parus en 2019

Numéro 10, mars 2019, *La bombe humaine. Quel impact pour les humanitaires ?*

Numéro 11, juillet 2019, *Changement climatique. Comprendre, anticiper, s'adapter*

Numéro 12, novembre 2019, *Démographie : des chiffres et des maux*

À paraître

Numéro 13, mars 2020, *Génération. Choc ou déclic ?*

3- Production scientifique des membres du CERIC

ARBOLEDA Daniel

Communications sans actes

« De la poésie mulâtre au droit mulâtre. Nicolás Guillén et l'identité cubaine », *Table ronde, Soirée théâtrale « Negrito »* (dir. Alice Monicat, Maria Gudzenko), Faculté de droit et de science politique, Université d'Aix-Marseille, 28 novembre 2019.

« The progressiveness of the IASHR, a trigger for alienation ? », *Critical Legal Conference*, Perugia University, Perugia, 5-6 septembre 2019.

« Éléments sous-jacents à la protection des peuples autochtones en droit international », *Les peuples autochtones. Quels droits, quelle protection, quel avenir ?*, organisé par Reesah et l'Institut d'Études Humanitaires Internationales, Faculté de droit et de science politique, Université d'Aix-Marseille, 24 et 25 mai 2019.

Organisation de manifestations

Interprète dans diverses tables rondes organisées dans le cadre du colloque « Droit, révolutions et transitions. 1959-2019 : Cuba, 60 ans de Révolution face à la mondialisation » (org. A. Monicat, M. Gudzenko), 28-29 novembre 2019.

AUGER Marellia

Communications avec actes

« Vers un droit international plus démocratique ? », Journée des doctorants « Repenser la démocratie et ses formes d'expression », 7 juin 2019 (à paraître aux Presses universitaires d'Aix-Marseille).

BERENI Anaïs

Chapitres d'ouvrages

« Énergies marines renouvelables et transition énergétique en droit de l'Union européenne : un développement favorisé par le mécanisme des aides d'État », in CHAUMETTE P. (co-ord.), *Le droit de l'océan transformé par l'exigence de conservation de l'environnement marin*, Marcial Pons-Université de Nantes, 2019, p. 546, spéc. pp.469-479.

Chroniques

« Chronique de droit de l'énergie », in BLUMANN C., PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2018*, mars 2020, 1400 p.

BERTHELET Pierre

Chapitres d'ouvrages

« Europol face aux défis posés par l'essor technologique et le traitement massif des données », in GOHIN O., LATOUR X. (dir.), *Annuaire 2019 du droit de la défense et de la sécurité*, Paris, Mare et Martin, 2019, pp.221-230.

Articles dans des revues avec comité de lecture

« De la "méthode communautaire" à la "méthode constitutionnelle" : vers une "Fédération plurinationale" comme état institutionnel d'une Union cosmopolitique ? », *Revue du droit de l'Union européenne* (à paraître).

« Les conséquences des crises migratoires de 2011 et de 2015, une solidarité européenne encore très imparfaite », *Cahiers de droit européen* (à paraître).

« La lutte contre la cybercriminalité à l'échelle de l'Union. Panorama juridique d'une dynamique singulière », *Revue québécoise de droit international* (à paraître).

« Europol face au défi des "méga-données". L'évolution tendancielle d'une coopération policière européenne "guidée par le renseignement" », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2019, n° 2, pp.157-187.

« Europol à l'épreuve du secret. Dépassement du modèle intergouvernemental, respect de l'État de droit et accroissement du contrôle démocratique », *Champ pénal*, 2019, vol. 17 (numéro thématique : Les acteurs régaliens du renseignement : retour à l'empirie).

Communications avec actes

Présidence du panel 6 « Les éventuelles évolutions futures », Colloque international, *La création du parquet européen : simple évolution ou révolution au sein de l'espace judiciaire européen*, Grenoble, Faculté de droit, 21-22 novembre 2019.

« La protection des données à caractère personnel à l'épreuve de la surveillance de masse. Émergence et modulation d'un narratif mineur dérivant du récit judiciaire fondateur de l'Europe des valeurs », Colloque, *Les récits judiciaires de l'Europe*, Université Saint-Louis-Bruxelles, 24 mai 2019.

Interactions avec l'environnement socio-économique ou culturel/activités de valorisation

« Les enjeux incontournables de l'UE. Sécurité intérieure, cybersécurité, criminalité, terrorisme », Rencontres du Mouvement européen des Alpes Maritimes, Nice, 5 novembre 2019.

Rapports/Expertise

État des lieux de la construction de l'Europe de la lutte antiterroriste, Europa Nova, policypaper, 2019.

BERTIER Louis

Direction de revues

Numéro thématique « La Chine et le droit international », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 44 (avec J. SaaTolno).

Communications sans actes

« *Urbaser S.A. v. The Argentine Republic*, une sentence arbitrale ouvrant une nouvelle voie pour la responsabilisation des investisseurs sur la base des traités bilatéraux d'investissement ? », Séminaire international, *Les sociétés multinationales (et autres entités économiques internationales) face aux violations des droits de l'Homme* (dir. Louis-Daniel MukaTshibende), Université Catholique de Lyon, 14 février 2019.

Notes de jurisprudence

« Les consuls de Los Angeles à Jérusalem...Droit de la fonction publique et conduite des relations internationales font-ils bon mélange devant le Conseil d'État ? », *Les Petites Affiches*, 21 mai 2019, n°101, pp.6-15.

BOUILLARD Cléo

Chroniques

« Actualité des institutions de l'Union européenne – Conseil européen et Conseil de l'Union européenne », in BLUMANN C., PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2018*, mars 2020 (avec R. Mehdi (dir.), N. El Biad, L. Fériel, R. Foucart, G. Le Roux, W. Seddik, J. Tribut).

BOURRINET Jacques,
Chaire Jean Monnet *ad personam* (depuis 1992)

Organisation de manifestations

2-6 septembre 2019, XIIème session des Universités internationales d'été du Mercantour.

BROSSET Estelle,
Chaire Jean Monnet « Droit européen et santé » (2012-2015)

Chapitres d'ouvrages

« EU Biomass Legal Case and EU People climate case », in COURNIL C. (dir.), *Les grandes affaires de justice climatique*, 2020 (à paraître, avec E. Truilhé).

« Paris Agreement, EU climate law and the Energy Union » in ELIANTONIO M., PEETERS M. (dir.), *Handbook on EU Environmental Law*, Edward Elgar (à paraître, avec S. Maljean-Dubois).

« Le climat : climat des rapports entre droit international et droit de l'Union européenne en matière d'environnement ? », in AILINCAI M., CHEVALLIER-GOVERS C., EDJAHARIAN-KANAA V. (dir.), *Mélanges en l'honneur de Catherine Schneider*, Paris, Mare et Martin (à paraître).

« Article 29- Santé publique » in ILIOPOULOU-PENOT A. (dir.), *La directive 2004/38 relative aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille, Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant (à paraître).

« Le droit de l'Union et le numérique en matière de santé : mise en contexte », in DE GROVE-VALDEYRON N., POIROT-MAZERES I. (dir.), *Télé médecine et intelligence artificielle en santé : quels enjeux pour l'Union européenne et les États membres ?*, Toulouse, Presses Universitaires de Toulouse 1, 2020, pp.23-45.

« Le droit international face à la bioéthique : vues depuis le droit européen » in LE FLOCH G. (dir.), *Droit international et santé*, Paris, Pedone, 2019, pp.261-287.

Articles dans des revues avec comité de lecture

« Le glyphosate devant la Cour : quels enseignements sur le droit d'accès aux documents et à la justice dans le domaine de l'environnement », *RTDE*, n° 3, juillet-septembre 2019, pp.629-650.

« People's climate case : beaucoup de bruit pour rien ? », *Énergie-environnement-infrastructures*, juillet 2019, n°7, pp.35-37 (avec E. Truilhé).

« Les nouvelles techniques d'édition du génome donnent-elles naissance à des OGM couverts par la directive 2001/18 : la Cour de justice de l'Union dit deux fois oui ! », *Cahier Droit sciences et technologies*, 2019, n°8, pp.197-212 (avec C. Noiville).

« Ce que dit le droit de l'Union de la bioéthique (et inversement) », *Revue de l'Union européenne*, janvier 2019, n°624, pp.30-38.

Communications avec actes

« Bien-être et normes environnementales dans l'Union », Colloque annuel de la Société française pour le droit de l'environnement, *Bien être et normes environnementales*, Faculté de droit de Lyon, 17-18 octobre 2019.

« La démocratie environnementale est-elle exemplaire ? », Journée d'Étude de l'IREDIÉS, *Quel avenir pour la démocratie participative européenne ?*, Université Paris 1, 23-24 mai 2019.

Communications sans actes

« Le juge de l'Union », *Rencontres franco-québécoises : Quelles actions en justice pour l'environnement et le climat ?*, Université Laval, Québec, Canada, 3-4 octobre 2019 (avec E. Truilhé).

« L'évaluation et la gestion des risques liés aux organismes génétiquement modifiés dans l'Union européenne », Atelier « Healthrisk management in the European Union », 7th Conference of the European Association of Health Law (EAHL), Toulouse, 26-27 septembre 2019.

« Ce que dit une organisation internationale (l'Union européenne) de la bioéthique et du développement durable : Réflexions à partir du débat sur les nouvelles techniques d'édition du génome dans le domaine végétal », *Forum international de bioéthique, Bioéthique et développement durable*, San José (Costa Rica), 3 mai 2019.

Notes de jurisprudence

« OGM et mutagenèse : L'arrêt du Conseil d'État comme vrai-faux épilogue », *Cahiers Droit Sciences et Technologies*, 2020 (à paraître, avec C. Noiville).

« Chronique droit des biotechnologies », *Revue Juridique de l'Environnement*, 2019, n°3, pp. 595-606.

CAHIER Laura

Articles dans des revues avec comité de lecture

« Discussion avec Fabian Goncalves Borrega sur la photographie au Musée d'art des Amériques », *IdeAs*, 2019, n°13.

Communications sans actes

« Indigenous Women in the Americas: Securing 'Environmental Justice' Through the Development of International Human Rights Standards », Mid-year Meeting, American Society of International Law, Brooklyn, 7-9 novembre 2019.

« Résistances locales et discours contre-hégémoniques au Guatemala : les revendications contre les violences intersectionnelles portées par les femmes mayas kaqchikels et leurs implications normatives », Colloque International *Alternances critiques et dominations ordinaires en Amérique Latine : crises, résistances et continuités*, Lyon, 24-25 octobre 2019.

« Le terrain dans les Amériques. Quelles spécificités? » Table ronde, *Congrès International de l'Institut des Amériques*, Aubervilliers, 9-11 octobre 2019.

Participation à des réseaux scientifiques et programmes de recherche

American Society of International Law

Latin American Studies Association

Création d'un groupe de recherche sous la direction de la Professeure Bette Jacobs (Georgetown University) : Georgetown research team on Missing and Murdered Indigenous Women. Bette Jacobs et Laura Cahier sont les deux investigatrices principales de ce groupe de recherche. Obtention d'un financement de 10,000\$ (Georgetown Humanities Booster Grants) dédié à des publications et à l'organisation de conférences.

Interactions avec l'environnement socio-économique ou culturel/activités de valorisation

Représentante de l'Institut des Amériques à Washington D.C. (interactions avec l'Alliance Française de Washington DC, Georgetown University, George Washington University, etc).

CANALI Laura

Organisation de manifestations

Droit, révolutions et transitions. 1959-2019 : Cuba, soixante ans de Révolution face à la mondialisation, colloque interdisciplinaire du CERIC et de l'ILF-GERJC (UMR DICE), Faculté de droit et science politique d'Aix-en-Provence, 28-29 novembre 2019.

Chapitres d'ouvrages

« City of Oakland and The People of State of California v. BP P.L.C et al. », in COURNIL C. (dir.), *Les grands arrêts de la justice climatique*, Paris, Pedone (à paraître).

Articles dans des revues avec comité de lecture

« Paving the way for a preventive climate change tort liability regime », *Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences*, vol. 30, 2019, n°2, pp.119-145 (avec M. Hautereau-Boutonnet).

Communications avec actes

« Le procès fictif : une réaction citoyenne à l'inapplication du droit », in LE BOEUF R., LE BOT O. (dir.), *L'inapplication du droit* (Actes du colloque de l'UMR DICE 7318, 13 octobre 2017), *Confluence des droits*, (à paraître, avec C. Malviya).

Communications sans actes

« Les procès climatiques contre les entreprises aux États-Unis », Séminaire du projet CLIMARM, *Les procès climatiques contre les entreprises : quelle efficacité ?* (org. Mathilde Hautereau-Boutonnet), Aix-en-Provence, 26 novembre 2019.

CASTELO BRANCO ARAUJO Fernanda

Chapitres d'ouvrages

« As rotas traçadas pelas cortes internacionais na aplicação da precaução em casos sobre proteção do meio ambiente marinho : a contribuição encabeçada pelo tribunal do mar », in OLIVEIRA, Carina Costa de, MORAES Gabriela Lima, FERREIRA, Fabrício Ramos, *A interpretação do princípio da precaução pelos tribunais : análise nacional, comparada e internacional*, São Paulo, Pontes Editores, 2019 (avec H. Mpototo Bombaka, L. F. Coelho).

Articles dans des revues avec comité de lecture

« Desafios socioambientais das áreas marinhas protegidas do Brasil : o caso dos pescadores artesanais no contexto da Reserva Extrativista Prainha do Canto Verde (Ceará) », *Revista Catalana de Dret Ambiental* (à paraître) (avec J. A. Soares, C. Costa de Oliveira).

Guides techniques

« Gestão Integrada da Zona Costeira », in COSTA DE OLIVEIRA Carina, CESETTI Carolina Vicente, TELES DA SILVA Solange, GALINDO George Rodrigo Bandeira (dir.), *Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : definições, princípios e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2019 (avec P. C. Spolidorio).

« Perspectiva ecossistêmica », in COSTA DE OLIVEIRA Carina, CESETTI Carolina Vicente, TELES DA SILVA Solange, GALINDO George Rodrigo Bandeira (dir.), *Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : definições, princípios e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2019.

« Uso do melhor conhecimento científico possível », in COSTA DE OLIVEIRA Carina, CESETTI Carolina Vicente, TELES DA SILVA Solange, GALINDO George Rodrigo Bandeira (dir.), *Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : definições, princípios e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2019 (avec F. S. Borges).

« Áreas sob a jurisdição dos Estados », in COSTA DE OLIVEIRA Carina, CESETTI Carolina Vicente, TELES DA SILVA Solange, GALINDO George Rodrigo Bandeira (dir.), *Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : definições, princípios e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2019 (avec F. S. Borges).

« Princípio da participação popular », in COSTA DE OLIVEIRA Carina, CESETTI Carolina Vicente, TELES DA SILVA Solange, GALINDO George Rodrigo Bandeira (dir.), *Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : definições, princípios e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2019 (avec M. B. Cirne, T. F. P. F. Montezuma).

« Princípio da precaução », in COSTA DE OLIVEIRA Carina, CESETTI Carolina Vicente, TELES DA SILVA Solange, GALINDO George Rodrigo Bandeira (dir.), *Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : definições, princípios e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2019.

« Princípio do acesso à informação », in COSTA DE OLIVEIRA Carina, CESETTI Carolina Vicente, TELES DA SILVA Solange, GALINDO George Rodrigo Bandeira (dir.), *Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : definições, princípios e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2019 (avec L. F. Coelho).

« Áreas protegidas marinhas e costeiras. (Marine and coastal protected areas) », in COSTA DE OLIVEIRA Carina, CESETTI Carolina Vicente, TELES DA SILVA Solange, GALINDO George Rodrigo Bandeira (dir.), *Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : definições, princípios e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2019.

« Zoneamento Ecológico-Econômico », in COSTA DE OLIVEIRA Carina, CESETTI Carolina Vicente, TELES DA SILVA Solange, GALINDO George Rodrigo Bandeira (dir.), *Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : definições, princípios e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2019 (avec P. C. Spolidorio, R. A. Lima).

« Zoneamento Ecológico-Econômico Costeiro », in COSTA DE OLIVEIRA Carina, CESETTI Carolina Vicente, TELES DA SILVA Solange, GALINDO George Rodrigo Bandeira (dir.), *Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : definições, princípios e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2019 (avec P. C. Spolidorio, R. A. Lima).

DUBOUIS Louis

Chaire Jean Monnet *ad personam* (depuis 1990)

Ouvrages

Droit institutionnel de l'Union européenne, Paris, LGDJ, 7e éd., 2019, 1039 p. (avec C. Blumann).

Droit matériel de l'Union européenne, Paris, LGDJ, 8e éd., 2019, 974 p. (avec C. Blumann).

DUMONT Lorraine

Direction de revues

Numéro thématique « Regards critiques sur le droit international des droits humains », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 46.

Organisation de manifestations

Colloque de l'Association Française pour les Nations Unies-section Aix-en-Provence, Activisme et résistance : défis de la qualification juridique des mouvements contestataires, Aix-en-Provence, 28 février 2019 (organisation d'une simulation des Nations Unies sur le même thème).

Chapitres d'ouvrages

« The individual's interaction with memorial sites », in HALLGRIMSDOTTIR H., TORSON H. (eds), *Narratives of Memory, Migration, and Xenophobia in the European Union and Canada*, University of Victoria Libraries, 2019.

Articles dans des revues avec comité de lecture

« L'assouplissement de certaines conditions de recevabilité des recours par les juridictions de protection des droits de l'Homme », *Confluence des droits-La revue* (Actes de la XIème journée d'études de l'UMR DICE, *La régulation des recours juridictionnels et les exigences du procès équitable*) (avec G. Ferrara et H. Touré) (à paraître).

« Les méthodes féministes de déconstruction de l'objectivité du discours juridique. Oppression et émancipation des femmes par le droit », *Les Cahiers du Genre* (à paraître).

« Les critiques féministes du droit international des droits humains : un état de l'art », *L'Observateur des Nations Unies*, 2019, vol.46.

Communication sans actes

« Langage féministe contre le silence libéral ? », Séminaire International d'Études Féministes, Université des Femmes, Bruxelles, 12 décembre 2019.

« Génocide culturel et *residential schools* au Canada », Conférence « Peuples Autochtones », Aix-Marseille Université, 25 mai 2019.

« L'égalité entre inclusion et exclusion : perspectives féministes sur les décisions de la CEDH et du Comité des droits de l'Homme relatives à l'interdiction française du port du niqab », Conférence « Liberté, égalité, fraternité : quelle actualité pour la devise française ? », Université de Toulon, 18 mars 2019.

Participation à des réseaux scientifiques et programmes de recherche

Présidente de l'Association Française pour les Nations Unies (AFNU-section Aix-en-Provence).

Case manager de la Clinique juridique *Aix Global Justice*.

Junior Visiting Fellow à Yale Law School (Yale University) (2019-2020), auditrice à des cours portants sur les droits humains, le genre et la sexualité, les Third World Approaches to International Law (TWAIL). Membre du groupe de travail sur l'État Carcéral et le Capitalisme Racial, et facilitatrice d'une discussion sur le féminisme carcéral et la justice restaurative et transformative.

EL BIAD Nahela

Chroniques

« Actualité des institutions de l'Union européenne – Conseil européen et Conseil de l'Union européenne », in BLUMANN C., PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2018*, mars 2020 (avec R. Mehdi (dir.), C. Bouillard, L. Fériel, R. Foucart, G. Le Roux, W. Seddik, J. Tribout).

FERIEL Louis

Chroniques

« Actualité des institutions de l'Union européenne – Conseil européen et Conseil de l'Union européenne », in BLUMANN C., PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2018*, mars 2020 (avec R. Mehdi (dir.), C. Bouillard, N. El Biad, R. Foucart, G. Le Roux, W. Seddik, J. Tributou).

FERRARA Gaëtan

Direction de revues

Numéro thématique « Les enjeux de la qualification des mouvements contestataires », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 47, 270 p.

Organisation de manifestations

Colloque de l'Association Française pour les Nations Unies-section Aix-en-Provence, Activisme et résistance : défis de la qualification juridique des mouvements contestataires, Aix-en-Provence, 28 février 2019 (organisation d'une simulation des Nations Unies sur le même thème).

Articles dans des revues avec comité de lecture

« L'assouplissement de certaines conditions de recevabilité des recours par les juridictions de protection des droits de l'Homme », *Confluence des droits-La revue* (Actes de la XI^{ème} journée d'études de l'UMR DICE, *La régulation des recours juridictionnels et les exigences du procès équitable*) (avec L. Dumont et H. Touré) (à paraître).

Interactions avec l'environnement socio-économique ou culturel/activités de valorisation

Participation au comité de pilotage du film de valorisation des activités de l'UMR Droits international, comparé et européen, réalisé à l'occasion des 80 ans CNRS.

FOUCART Romain

Chapitres d'ouvrages

« Une agenciarisation en devenir ? Dix ans de réseau européen des migrations », in MEHDI R. (dir.), *L'agenciarisation de la politique européenne d'immigration et d'asile face aux enjeux de la crise des réfugiés en Méditerranée*, *Confluence des droits* (à paraître).

Chroniques

« Actualité des institutions de l'Union européenne – Conseil européen et Conseil de l'Union européenne », in BLUMANN C., PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2018*, mars 2020 (avec R. Mehdi (dir.), C. Bouillard, N. El Biad, L. Fériel, G. Le Roux, W. Seddik, J. Tributou).

GESLIN Albane

Direction d'ouvrages ou de revues

Le droit international de la reconnaissance : un instrument de décolonisation et de refondation du droit international ?, *Confluence des droits*, 2019, 199 p. (avec E. Tourme Jouannet).

Mots. Les langages du politique (numéro thématique) *Les mots de l'écologie*, mars 2019, n°119 (avec V. Bonnet).

Chapitres d'ouvrages

« La recherche en droit international de la reconnaissance : quelle(s) posture(s) épistémologique(s) ? », in GESLIN A., TOURME JOUANNET E. (dir.), *Le droit international de la reconnaissance : un instrument de décolonisation et de refondation du droit international ?*, Confluence des droits, 2019, pp.19-33.

« Propos introductifs. Décoloniser et refonder le droit international au prisme de la reconnaissance », in GESLIN A., TOURME JOUANNET E. (dir.), *Le droit international de la reconnaissance : un instrument de décolonisation et de refondation du droit international ?*, Confluence des droits, 2019, pp.11-15 (avec E. Tourme Jouannet).

Articles dans des revues avec comité de lecture

« Les mots de l'écologie, 25 ans après. Circulation des discours et des notions », *Mots. Les langages du politique* (numéro thématique *Les mots de l'écologie* (BONNET V., GESLIN A. (éd.)), mars 2019, n°119, pp.9-14.

« Une brève historiographie de "pluralisme juridique" : quand les usages d'une notion en font un instrument de luttes politiques », *Clio@Themis* (numéro thématique *Droit et Anthropologie. Archéologie des savoirs et enjeux contemporains* (AUDREN F., GERLAIN L. (dir.)), 2019, n°15.

« Cour internationale de justice », *JurisClasseur Droit international*, Fasc. 218 (Décision) (actualisation du fascicule), 2019, 95 p. (ancien fascicule 46 p.)

« Cour internationale de justice », *JurisClasseur Droit international*, Fasc. 216 (Jurisdiction de la Cour) (actualisation du fascicule), 2019, 86 p. (ancien fascicule 41 p.).

Communication avec actes

« Cartographier l'autre monde [du droit] à partir des ouvrages d'introduction au droit », Colloque *Introduire le droit*, organisé par le CTAD (Université Paris-Nanterre et ENS), 23-24 mai 2019.

Communication sans actes

« "Les pieds dans la tourbe" : relire *Le droit dans les sociétés humaines* d'un point de vue épistémologique », Journée d'étude Relecture de... *Le droit dans les sociétés humaines* de Louis Assier-Andrieu (org. P. Bonin (IRJS Paris 1), P. Brunet (IRJS Paris 1), S. Kerneis (CHAD Paris-Nanterre)), Université Paris 1, 19 avril 2019.

Compte-rendu d'ouvrages

« Compte-rendu de lecture : G. Otis (dir.), *Contributions à l'étude des systèmes juridiques autochtones et coutumiers*, Hermann, 2018 », *Droit et Société* 2019 [en ligne : <https://ds.hypotheses.org/6301>]

GHERARI Habib

Chapitres d'ouvrages

« Les relations commerciales de l'Union européenne : quelques observations sur la stratégie », in AILINCAI M., CHEVALLIER-GOVERS C., EDJAHARIAN-KANAA V. (dir.), *Mélanges en l'honneur de Catherine Schneider*, Paris, Mare et Martin (à paraître).

« Le système commercial multilatéral à l'épreuve de la politique commerciale des États-Unis » in MEKOUAR M. A., PRIEUR M. (coord.), *Droit, Humanité et environnement, Mélanges offerts à Stéphane Doumbé-Billé*, Bruxelles, Bruylant, 2020.

« Les biens mal acquis », in CAHIN G., POIRAT F., SZUREK S. (dir.), *La France et la condition internationale des personnes et des biens*, Paris, Pedone, 2019, pp.495-512.

Articles dans des revues avec comité de lecture

« La répartition de compétences juridictionnelles en droit international », in NGAMPIO-OBELE-BELE Urbain (dir.), *La répartition des compétences juridictionnelles*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques et Essais, 2019, pp.89-107.

« Les États-Unis, adeptes du commerce administré? », *Telos*, 14 octobre 2019.

« Les contentieux commerciaux sino-américains », *L'Observateur des Nations Unies*, 2018, vol. 44, pp.67-86.

« Le nouvel accord commercial entre le Canada, les États-Unis et le Mexique : Vers la fin de l'Aléna ? », *AFDI*, 2018, pp.625-653.

Communications avec actes

« Les recours contentieux délaissés : l'exemple de l'Organisation mondiale du commerce », in LE BOEUF R., LE BOT O. (dir.), *L'inapplication du droit* (Actes du colloque de l'UMR DICE 7318, 13 octobre 2017), Confluence des droits (à paraître).

HAUTEREAU-BOUTTONNET Mathilde

Chaire CNRS « Droit de l'environnement » (2011-2016)

Direction d'ouvrages ou de revues

Le procès environnemental – Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement, 2019, 242 p., <<https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/ceric/vient-paraitrerapport-recherche-proces-environnemental-du-proces-lenvironnement-au-proces>> (avec E. Truilhé).

« Changements climatiques : quelles responsabilités, quelles réparations ? », direction d'un dossier spécial interdisciplinaire pour le *Journal international de bioéthique*, vol. 30, 2/2019 (avec S. Maljean-Dubois).

Articles dans des revues avec comité de lecture

« Paving the way for a preventive climate change tort liability regime », *Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences*, vol. 30, 2019, n°2, pp.119-145 (avec L. Canali).

Articles dans des revues sans comité de lecture

« Des procès pour renforcer l'effectivité du droit de l'environnement », *Cahiers de la justice*, 2019, n°3, pp.431-441 (avec E. Truilhé).

Communications avec actes

« Propos introductifs », colloque *Le procès environnemental. Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, Cour de cassation, 21 octobre 2019 (avec E. Truilhé).

HENNEBEL Ludovic

Chaire d'excellence A*Midex « Droit international des droits de l'homme et droit global » (2015-2017)

Communications sans actes

Discussion lors de la table ronde de la Journée d'étude, *Traditions constitutionnelles nationales, traditions constitutionnelles communes. Nouveaux enjeux de l'État de droit en Europe ?*, Faculté de droit et de science politique (ILF-GERJC), Aix-en-Provence, 21 mai 2019.

Ouvrages

Droit de l'énergie, Paris, Lextenso, Précis Domat (à paraître).

Droit de la distribution, Paris, LGDJ, 2e éd., 2019 (avec F. Buy et J.-C. Roda).

Chapitres d'ouvrages

« Clause de définition », in BUY F., LAMOUREUX M., MESTRE J., RODA J.-C., *Les principales clauses des contrats d'affaires*, 2e éd., Paris, Lextenso, collection Les Intégrales, 2019.

« Clause d'intégralité », in BUY F., LAMOUREUX M., MESTRE J., RODA J.-C., *Les principales clauses des contrats d'affaires*, 2e éd., Paris, Lextenso, collection Les Intégrales, 2019.

« Clause d'interprétation », in BUY F., LAMOUREUX M., MESTRE J., RODA J.-C., *Les principales clauses des contrats d'affaires*, 2e éd., Paris, Lextenso, collection Les Intégrales, 2019.

« Clause d'intitulés », in BUY F., LAMOUREUX M., MESTRE J., RODA J.-C., *Les principales clauses des contrats d'affaires*, 2e éd., Paris, Lextenso, collection Les Intégrales, 2019.

« Clause limitative ou exonératoire de responsabilité », in BUY F., LAMOUREUX M., MESTRE J., RODA J.-C., *Les principales clauses des contrats d'affaires*, 2e éd., Paris, Lextenso, collection Les Intégrales, 2019.

« Clause de non-garantie d'éviction », in BUY F., LAMOUREUX M., MESTRE J., RODA J.-C., *Les principales clauses des contrats d'affaires*, 2e éd., Paris, Lextenso, collection Les Intégrales, 2019.

« Clause de non-garantie des vices cachés », in BUY F., LAMOUREUX M., MESTRE J., RODA J.-C., *Les principales clauses des contrats d'affaires*, 2e éd., Paris, Lextenso, collection Les Intégrales, 2019.

« Clause de non-modification orale », in BUY F., LAMOUREUX M., MESTRE J., RODA J.-C., *Les principales clauses des contrats d'affaires*, 2e éd., Paris, Lextenso, collection Les Intégrales, 2019.

« Clause de preuve », in BUY F., LAMOUREUX M., MESTRE J., RODA J.-C., *Les principales clauses des contrats d'affaires*, 2e éd., Paris, Lextenso, collection Les Intégrales, 2019.

« Clause de priorité », in BUY F., LAMOUREUX M., MESTRE J., RODA J.-C., *Les principales clauses des contrats d'affaires*, 2e éd., Paris, Lextenso, collection Les Intégrales, 2019.

« La nouvelle politique de l'énergie : l'esprit de solidarité a-t-il été incarné ? », in BROSSET Estelle (dir.), *Les dix ans du Traité de Lisbonne*, Confluence des droits (à paraître).

« L'action de groupe environnementale en France », in *Le procès environnemental*, Confluence des droits (à paraître).

« Les objectifs du procès environnemental devant le juge judiciaire français », in *Le procès environnemental*, Paris, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires (à paraître).

Articles dans des revues avec comité de lecture

« Le droit privé des contrats au service de la transition énergétique », *Énergie-environnement-infrastructures* 2019, étude 12.

« Chronique de droit de l'énergie, juillet 2018-juin 2019 », *Les petites affiches*, n° 225, nov. 2019, pp.8-22.

« Le mot du mois : énergie », *Revue Lamy droit civil*, n° 171, juin 2019, pp.31-34.

Communications avec actes

« Les objectifs du procès environnemental devant le juge judiciaire français », in *Le procès environnemental*, Paris, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires (actes du colloque « Quelles actions en justice pour l'environnement et pour le climat ? », Université Laval, Canada, 3-4 octobre 2019) (à paraître).

Communications sans actes

« The implementation of 2004/35 in French Law », *ELFA Summer Course, Critical Topics in Environmental Law in Comparative Perspective*, Côme, Italie, 15-19 juillet 2019.

« L'obsolescence programmée en droit de la consommation », Conférence *L'obsolescence programmée* (org. E. Truilhé), Faculté de droit et de science politique, 15 janvier 2019.

Rapports/Expertise

« National Report on France : The use of EU soft law by national courts and administration in the field of EU Competition law & State aids », SoLaR (Soft Law Research Network) Working Paper, mai 2019 (online : <https://www.solar-network.eu/wp-content/uploads/2019/10/National-Report-France.pdf>) (avec N. Rubio).

LANFRANCHI Marie-Pierre

Direction d'ouvrages

Facilitation des échanges : expérience européenne et leçons pour le Vietnam, Aix-en-Provence, PUAM, 2019, 204 p. (avec N. H. Nguyen).

Chapitres d'ouvrages

« Propos introductif », in LANFRANCHI M.-P., NGUYEN N. H. (dir.), *Facilitation des échanges : expérience européenne et leçons pour le Vietnam*, Aix-en-Provence, PUAM, 2019, pp. 5-13.

Articles dans des revues avec comité de lecture

« Gestion durable des ressources minérales marines et droit international », *Journal du droit international (Clunet)*, juillet 2019, n° 3, doct. 8, pp.717-738.

Communications avec actes

« L'application de la convention européenne des droits de l'homme en mer », Journée d'études *Mer et droits fondamentaux de la personne humaine*, Université du Havre, 30 septembre 2019 (actes à paraître aux Éditions de Varennes, été 2020).

« La territorialisation de l'Océan indien : questions juridiques autour de l'extension du plateau continental des États riverains », Colloque international de l'OSOI (Observatoire des sociétés de l'Océan indien) *L'Océan indien au XXIème siècle. Transitions et mutations*, Université de la Réunion, 21-22 novembre 2019 (actes à paraître à l'automne 2020).

Communications sans actes

« Les singularités de l'Accord fondamental de 1994 conclu entre le Saint-Siège et Israël », Table ronde co-organisée par l'ambassade d'Israël et la conférence des évêques de France (Service des relations judéo-catholiques), Paris, 13 novembre 2019.

Participation à des réseaux scientifiques et programmes de recherche

Membre de l'Observatoire Stratégique des Mondes Méditerranéens (OS2M) depuis novembre 2019.

LE BOEUF Romain

Direction d'ouvrages

L'inapplication du droit, Actes du colloque de l'UMR DICE 7318, 13 octobre 2017, Confluence des droits (à paraître, avec O. Le Bot).

Ouvrages

Le traité de paix. Contribution à l'étude juridique du règlement conventionnel des différends internationaux, Paris, Pedone, 2019, 714 p.

Chapitres d'ouvrage

« L'inapplication du droit – propos introductif », in LE BOEUF R., LE BOT O. (dir.), *L'inapplication du droit*, Actes du colloque de l'UMR DICE 7318, 13 octobre 2017, Confluence des droits, à paraître.

Organisation de manifestations

2-6 septembre 2019, XIIème session des Universités internationales d'été du Mercantour.

Communications avec actes

« Négocier la paix ? Le traité de paix à l'épreuve de la prohibition de l'emploi de la force », Colloque *La paix par le droit cent ans après le traité de Versailles : quelles leçons et quel devenir pour la coopération internationale ?* (org. L. Delabie, S. Cassela), Amiens, 9 -10 décembre 2019.

« L'idée et les méthodes de réconciliation », colloque *La réconciliation entre oubli et mémoire : histoire d'un concept mouvant*, Institut historique allemand, Paris, 20-22 novembre 2019.

« L'article 231 et la responsabilité de l'Allemagne », in CASTELLARIN E., HAMAN A., *Les cent ans du traité de Versailles* (à paraître).

Communications sans actes

« Les traités de paix : le point de vue d'un juriste », Colloque *Le traité de Versailles et le pacte de la SDN : un tournant dans l'histoire du droit international ?* (org. R. Nollez-Goldbach, F. Couveinhes-Matsumoto), ENS, Paris, 28 juin 2019.

Comptes rendus d'ouvrages

Recension de l'ouvrage de François de Callières, *De la manière de négocier avec les souverains*, Paris, Pedone, 2018, 206 p., *Annuaire français de droit international*, 2018 (à paraître).

Recension de l'ouvrage d'Alexis Marie, *Le silence de l'État comme manifestation de sa volonté*, Paris, Pedone, 2018, 720 p., *Annuaire français de droit international*, 2018 (à paraître).

LE ROUX Gaël

Chapitres d'ouvrage

« Unis dans l'adversité ? Les principes de solidarité internes de l'Union à l'épreuve d'un contexte international tourmenté » in BRIBOSIA E., JONCHERAY N., NAVASARTIAN A., WEYEMBERGH A., (dir.), *L'Europe au Kaléidoscope. Liber amicorum Marianne Dony*, Bruxelles, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, coll. Études européennes, 2019, pp.407-422.

Chroniques

« Actualité des institutions de l'Union européenne – Conseil européen et Conseil de l'Union européenne », in BLUMANN C., PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2018*, mars 2020 (avec R. Mehdi (dir.), C. Bouillard, N. El Biad, L. Fériel, R. Foucart, W. Seddik, J. Tribut).

LECLERCQ Morgane

Communications sans actes

« Comment préparer une enquête impliquant des êtres humains ? Réflexions autour du consentement libre et éclairé », Séminaire interdisciplinaire PLATEM, Maison des Sciences de l'homme, Montpellier, mai 2019.

Chapitres d'ouvrages

« Medical products law : Introduction », in HERVEY T. K., ORENTLICHER D., *Oxford Handbook of Comparative Health Law*, Oxford, OUP, 2019/2020 (à paraître, avec P. Zettler et E. Lietzan).

« Regulating medicines in the European Union », in HERVEY T. K. and ORENTLICHER D., *Oxford Handbook of Comparative Health Law*, Oxford, OUP, 2019/2020 (à paraître).

« Regulating medical devices in the European Union », in HERVEY T. K., ORENTLICHER D., *Oxford Handbook of Comparative Health Law*, Oxford, OUP, 2019/2020 (à paraître).

Articles dans des revues avec comité de lecture

« Pour une stratégie de l'Union européenne dans le domaine de l'innovation en santé », *Revue de l'Union Européenne*, janvier 2019, n°624, pp. 22-29.

Communications avec actes

« Médicaments de thérapie innovante et gestion des risques : quelle place pour le principe de précaution ? », in DE GROVE-VALDEYRON N. (dir.), *Les nouveaux enjeux de la politique pharmaceutique européenne : pour des produits de santé sûrs, innovants et accessibles* (actes des Journées Louis Dubouis, Toulouse, 23- 24 mai 2018), *Les actes de la Revue de droit de l'Union Européenne*, janvier 2019, pp.49-62.

Communications sans actes

« Genome editing in IPS Cell : Country Report France », Workshop Genome Editing in Human iPS Cells : A Comparative Analysis of Regulatory Frameworks of Selected Countries and the EU, Munich, 19-20 septembre 2019.

« La réglementation des innovations biomédicales : quelle place pour le droit de l'Union européenne ? », Conférence de l'École Doctorale Biologie Santé et de l'École Doctorale Sciences Juridiques, Politiques et de Gestion de Lille, 17 octobre 2019.

« Démocratie médicale : les droits à la santé, des droits fondamentaux ? », École d'été de recherche *Démocratie et justice. Les droits des minorités, leur promotion et leur défense en questions*, Faculté de droit d'Aix-en-Provence, 1^{er}-3 juillet 2019 (avec G. Nicolas).

« Le transhumanisme, une remise en question des droits fondamentaux par les innovations biotechnologiques ? », 7th Conference of the European Association of Health Law (EAHL), Toulouse, 26-27 septembre 2019 (avec G. Nicolas).

« Les principes de sécurité sanitaire : un socle solide pour le droit des produits de santé ? », 7th Conference of the European Association of Health Law (EAHL), Toulouse, 26-27 septembre 2019 (avec F. Taboulet).

« European health law and innovation : substantive aspects and embedding in national legal orders. Introduction of the workshop », 7th Conference of the European Association of Health Law (EAHL), Toulouse, 26-27 septembre 2019 (avec M. Flear).

Communications par affiche dans un congrès international ou national

« The subtle European definition of gene therapy medicinal products : Navigating the borderline scenarios », Poster 7th Conference of the European Association of Health Law (EAHL), 26-27 septembre 2019, Toulouse (avec N. Sicart, L. Zani, M. Stenou et V. Andrieu) (poster récompensé par les félicitations spéciales du jury, délivrées par l'Association européenne de droit de la santé et la Société française de médecine légale).

« What is the industries' involvement in the adoption of the European guideline on quality, preclinical and clinical aspects of gene therapy medicinal products ? », Poster 7th Conference of the European Association of Health Law (EAHL), Toulouse, 26-27 septembre 2019 (avec Q. Longin, B. Immordino, P. Heyries, A. Leenhardt et V. Andrieu).

Interaction(s) avec l'environnement socio-économique ou culturel/activités de valorisation

Interview auprès du Journal du CNRS, « Innovations biomédicales : le droit comme garde-fou » (Philippe Testard-Vaillant), 8 février 2019 : <https://lejournald.cnrs.fr/articles/innovations-biomedicales-le-droit-comme-garde-fou>, reproduit dans *Cahiers Français*, 2019, n°412, pp.94-101.

« Genome editing and the European Union », in J. Sandor, *Genome editing and the law around the world*, Editorial World Association for Medical Law Newsletter, March 2019, Issue 2-3.

« Post/Transhumanisme et droits de l'Homme-Dimension économique », in *Documents de réflexion: transhumanismes et droits de l'homme*, publié le 18 février 2019 sur le site de la Commission nationale française pour l'UNESCO <<https://unesco.delegfrance.org/Documents-de-reflexion-Transhumanismes-et-droits-de-l-Homme>> (avec J.-C. Galloux).

Réponse à la consultation publique de l'Agence Européenne des médicaments sur « Guideline on Quality, non-clinical and clinical aspects of medicinal products containing genetically modified cells », 31 juillet 2019 (avec M. Stenou et V. Andrieu).

Participation à des réseaux scientifiques et programmes de recherche

Membre de l'Association Européenne de Droit de la Santé (EAHL) (depuis 2009)

Membre du GDR Normes, Sciences et Techniques (NoST) (depuis 2012)

Membre de l'Art & Humanities Research Council (AHRC) Network 'Technoscience, Law and Society' (depuis 2015)

Membre de l'Association for Studies in Innovation, Science and technology-UK (AsSIST-UK) (depuis 2015)

Membre (secrétaire nommée) du Groupe d'intérêt « Biobanques » de l'Association Européenne de Droit de la Santé (EAHL) (depuis 2016)

Membre de l'association Law and Society (LSA) (2018-2019)

Membre du groupe de travail « Penser le transhumanisme » pour le Comité d'éthique des sciences de la Commission nationale française pour l'UNESCO (2018-2021)

Membre du réseau i-GEN (Interdisciplinary network on Genome Editing) (depuis 2019)

Membre du Réseau thématique pluridisciplinaire (RTP) SHS Génétique & Médecine génomique (depuis 2019)

Membre du Réseau Ethical, Legal and Social Implications 2.0 (ELSI 2.0) (depuis 2019)

Coopération avec la Faculté de pharmacie d'Aix-Marseille Université (cours dans un nouveau Master 2, interventions avec travaux de recherche auprès d'étudiants de Master 1 en Affaires Règlementaires, collaboration avec le Centre recherche en CardioVasculaire et Nutrition pour la soumission d'un projet ANR JCJC).

Création d'un Groupe d'intérêt « Supranational European BioLaw » au sein de l'Association Européenne de Droit de la Santé (EAHL) : création d'un réseau d'échanges d'informations, de collaborations et de promotion du biodroit européen (en cours de création).

Membre de I-GEN (Interdisciplinary Genome Editing Network).

Collaborations avec le MRC Centre for Regenerative Medicine (CRM University of Edinburgh, UK) et une quarantaine d'autres partenaires pour la soumission d'un projet H2020 « EuroCGT » (avec M. Perron).

Collaborations dans le cadre du FET RESTORE (H2020) : contributions aux groupes de travail suivants : WG 16 "Information Technology / Big Data / Artificial Intelligence" ; WG 14 "Valuation and innovative reimbursement models for new innovative therapies" ; WG 10.1 "Regulatory

science: Early Clinical Trials and Refined Translation" ; "WG13 Implementation of new Advanced Therapies into clinical routine"; RESTORE- WG 10.2 "Regulatory science and early health technology assessment".

Rapports/expertises

Règlementation française concernant l'édition du génome dans le cas de la fibrose kystique, Université de Passau et German Federal Ministry of Education and Research, décembre 2019.

MALJEAN-DUBOIS Sandrine

Direction d'ouvrages ou de revues

« Changements climatiques : quelles responsabilités, quelles réparations ? », direction d'un dossier spécial interdisciplinaire pour le *Journal international de bioéthique*, vol. 30, 2/2019 (avec M. Hautereau-Boutonnet).

Articles dans des revues avec comité de lecture

« 22nd Conference of the Parties (Marrakesh) of United Nations Framework Convention on Climate Change : a Meeting Prior to Deadlines » [en chinois], *The Taiwan Law Review*, June 2019, pp.38-70.

« La responsabilité de l'État en droit international public, stratégies d'évitement et pistes prospectives », *Journal international de bioéthique*, 2019, vol. 30, n°2, pp.95-118.

Chapitres d'ouvrages

« Paris Agreement, EU climatelaw and the Energy Union » in ELIANTONIO M., PEETERS M. (dir.), *Handbook on EU Environmental Law*, Edward Elgar (à paraître, avec E. Brosset).

« J'adore mon métier », in LEMOINE-SCHONNE M., LEPRINCE M. (dir.), *Être un chercheur reconnu ? Jugement des pairs, regard des publics, estime des proches*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, pp.54-59.

« The Role of International Law in the Promotion of the Precautionary Principle », in COSTA DE OLIVEIRA C., LIMA MORAES G. G. B., RAMOS FERREIRA F. (dir.), *A interpretação do princípio da precaução no direito brasileiro, no direito comparado e no direito internacional*, Sao Paulo, Pontes Editores, 2019, pp.275-284 (avec Y. Kerbrat).

« Climate Change Litigation », in RUIZ FABRI H. (ed.), *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law (EiPro)*, Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law, 2019, <<https://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law-mpeipro/e3461.013.3461/law-mpeipro-e3461?rkey=G5tdCF&result=1&prd=MPIL>>.

« Research and innovation », in AGUILA Y., VINUALES J. (eds), *A Global Pact for the Environment - Legal Foundations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019, pp. 115-121 <<https://globalpactenvironment.org/uploads/Aguila-Vinuales-A-Global-Pact-for-the-Environment-Cambridge-Report-March-2019.pdf>> (avec G. Futhazar).

« La convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe », *Encyclopædia Universalis* [en ligne et volume papier 2019], « La Science au présent », rubrique Anniversaires, <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/directive-oiseaux/>> et <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/convention-de-berne/>>.

« Directive oiseaux », *Encyclopædia Universalis* [en ligne et volume papier 2019], « La Science au présent », rubrique Anniversaires, <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/convention-de-berne/>>.

Communications avec actes

« La quête de l'effectivité du droit international de l'environnement », *in* MISONNE D. (dir.), *À quoi sert le droit de l'environnement ? Réalité et spécificité de son apport au droit et à la société*, Bruxelles, Bruylant, 2019, p.251 et s.

« Le procès environnemental en droit international », Colloque *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, Cour de cassation, 21 octobre 2019 (à paraître Dalloz, 2020).

Communications sans actes

« Les objectifs de l'action devant le juge international », Colloque *Quelles actions en justice pour l'environnement et le climat*, Université Laval, Québec, Canada, 3-4 octobre 2019.

« Le Pacte mondial pour l'environnement ou la genèse des règles internationales », *Deuxième Rencontre Mondiale des Sociétés pour le Droit International*, La Haye, 2-3 septembre 2019.

« Le règlement juridictionnel des contentieux environnementaux interétatiques », *Les entretiens Portalis. Droit et environnement*, Cour d'appel d'Aix-en-Provence, 13 juin 2019.

« La difficile prise en compte des enjeux bioéthiques/développement durable par les organisations internationales : à l'occasion de l'adoption par l'UNESCO d'une Déclaration de principes éthiques sur les changements climatiques », Intervention lors du Forum international de bioéthique, « Bioéthique et développement durable », San José, Costa Rica, 3 mai 2019.

« La logique des accords de Paris est-elle transposable à la Convention sur la diversité biologique ? », *La biodiversité pour le développement durable*, Forum, Conseil Fédéral du Développement Durable, Bruxelles, 22 mars 2019.

« Quelles responsabilités en droit international ? », Journée d'études *Les dommages environnementaux transnationaux : quelles responsabilités ?*, Université Polytechnique de Valenciennes, 31 janvier 2019.

Interaction(s) avec l'environnement socio-économique ou culturel/activités de valorisation

« Droit et politiques de la biodiversité », intervention devant les élèves des collèges et lycées et devant leurs enseignants, dans le cadre d'un module de formation et initiation *Livre blanc de la jeunesse pour la biodiversité*, préparation du Congrès mondial de l'UICN à Marseille, visioconférence nationale, 8 et 10 octobre 2019 (avec E. Truilhé).

MALVIYA Chetna

Communications avec actes

« Le procès fictif : une réaction citoyenne à l'inapplication du droit », in LE BOEUF R., LE BOT O. (dir.), *L'inapplication du droit* (Actes du colloque de l'UMR DICE 7318, 13 octobre 2017), Confluence des droits, (à paraître, avec L. Canali).

MEHDI Rostane

Chaire Jean Monnet *ad personam* (depuis 2000)

Direction d'ouvrages

L'agenciarisation de la politique européenne d'immigration et d'asile face aux enjeux de la crise des réfugiés en Méditerranée, Confluence des droits (à paraître).

Chapitres d'ouvrages

« Droit de l'Union européenne et religion, les vertus de la mesure », in BRIBOSIA E., JONCHERAY N., NAVASARTIAN A., WEYEMBERGH A. (dir.), *L'Europe au kaléidoscope. Liber amicorum Marianne Dony*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, coll. Études européennes, 2019, pp.211-226.

Communication avec actes

« L'Europe Centrale-Orientale, épice de la crise de l'Union ? », International conference, *Disintegration and integration in East-Central Europe, Managing diversity in the Process of European Integration (2004-2019)*, Université Babes-Bolyai, Cluj, Roumanie, 21-22 mars 2019.

Communication sans actes

« Lire la révolution démocratique algérienne contemporaine avec Tocqueville », École d'été de recherche *Démocratie et justice. Les droits des minorités, leur promotion et leur défense en questions* (org. H. Thomas), Faculté de droit d'Aix-en-Provence, 1^{er}-3 juillet 2019.

Chroniques

« La décision » (refonte), *Répertoire de Droit Communautaire, Encyclopédie Dalloz*, juin 2019.
« Actualité des institutions de l'Union européenne – Conseil européen et Conseil de l'Union européenne » (dir.), in BLUMANN C., PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2018*, mars 2020 (avec C. Bouillard, N. El Biad, L. Fériel, R. Foucart, G. Le Roux, W. Seddik, J. Tribout).

MICHEL Valérie

Chaire Jean Monnet « Démocratie européenne et mobilité socioculturelle » (2012-2015)

Chapitres d'ouvrages

« Article 16 », in ILIOPOULOU-PENOT A. (dir.), *La directive 2004/38 relative aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant (à paraître).
« Les justifications dans la directive services », in BLUMANN C., PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2017*, Paris, Editions Panthéon-Assas, 2019.
« Union européenne », in *Annuaire européen d'administration publique 2017. Citoyen et administration, 40 ans d'évolution*, Aix-en-Provence, PUAM, 2019.

Communications avec actes

« Citoyenneté et marché », colloque *Démocratie et marché dans une Union en crise*, Lyon, 13-14 juin 2019 (à paraître).
« Une reconnaissance flexible des organisations de la société civile par le droit de l'UE », Colloque *Union européenne et société civile organisée, Pygmalion et Golem ?*, Nice, 13-14 décembre 2019 (à paraître).
« Initiative citoyenne et limites des compétences de l'Union européenne », in DUBOUT E., MARTUCCI F., PICOD F. (dir.), *L'initiative citoyenne européenne*, Bruxelles, Bruylant, coll. Droit de l'Union européenne, 2019.
« Le rôle des tiers devant la CJUE », in MUSCAT H. (dir.), *Le(s) rôle(s) des tiers dans la procédure administrative contentieuse*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes (à paraître).

Notes de jurisprudence (revue Europe)

« La distribution de notification formelle d'actes administratifs ou procéduraux bénéficie d'une exonération de TVA, CJUE, 16 oct. 2019, aff. jtes. C-4/18 et 5/18, Winterhoff », décembre 2019.
« Confiance légitime et sécurité juridique, CJUE, 16 oct. 2019, aff. C-490/18, SD c/ Agrárminiszter », *Europe*, décembre 2019.
« Une question préjudicielle devient sans objet lorsque la demande de reconnaissance et d'exécution d'une peine est retirée, CJUE, ord. 1^{er} oct. 2019, aff. 495/18, YX », décembre 2019.

« Le règlement relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route « a pour but non pas de poursuivre l'ouverture du marché des services ferroviaires, mais d'instaurer un cadre légal en matière d'octroi de compensation et/ou de droits exclusifs pour les contrats de service public », CJUE, 24 oct. 2019, aff. C-515/18, Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato », décembre 2019.

« La Commission n'est pas liée par une demande de mise en œuvre d'un accord-cadre signé par les partenaires sociaux, Trib. UE, 24 oct. 2019, aff. T-310/18, European Federation of Public Service Unions c/ Commission », décembre 2019.

« Une procédure d'internement d'office pour motifs psychiatriques et de sûreté doit garantir les droits fondamentaux de la personne poursuivie, CJUE, 19 septembre 2019, aff. C-467/18, EP », novembre 2019.

« Répétition de l'indu et procédure de révision d'une décision juridictionnelle définitive, CJUE, 11 sept. 2019, aff. C-676/17, Călin », novembre 2019.

« Recours en carence et violation d'un accord international, Trib. UE, ord. 25 septembre 2019, aff. T-99/19, Magnan c/ Commission », novembre 2019.

« Pouvoirs de la chambre des recours de l'agence européenne des produits chimiques, Trib. UE, 20 sept. 2019, aff. T-125/17, BASF Grenzach GmbH c/ ECHA, Trib. UE, 20 sept. 2019, aff. T-755/17, RFA c/ ECHA », novembre 2019.

« Le Tribunal refuse de contrôler la légalité d'un règlement antidumping au regard des dispositions de l'OMC, Trib. UE, 19 sept. 2019, aff. T-228/17, Zhejiang India Pipeline Industry c/ Commission », novembre 2019.

« Non-cumul du droit au remboursement au titre de la directive « voyage à forfait » et du règlement « droits des passagers » aériens, CJUE, 10 juillet 2019, aff. C-163/18, HQ e.a c/ Aegean Airlines SA », octobre 2019.

« Refus d'embarquement : indemnisation forfaitaire et complémentaire, CJUE, 29 juillet 2019, aff. C-354/18, Radu-Lucian Rusu et Oana-Maria Rusu », octobre 2019.

« Indemnisation en cas de vol avec correspondance, CJUE, 11 juillet 2019, aff. C-502/18, CS e.a. », octobre 2019.

« La fermeture d'une piste en raison de la présence d'essence non liée au transporteur constitue une cause exonératoire, CJUE, 26 juin 2019, aff. C-159/18, André Moens », août-septembre 2019.

« Exclusion d'un soumissionnaire et pouvoir du pouvoir adjudicateur, CJUE, 19 juin 2019, aff. C-41/18, Meca Srl », août-septembre 2019.

« Protection des consommateurs Harmonisation complète et ciblée, CJUE, 6 juin 2019, aff. C-58/18, Michel Schyns », août-septembre 2019.

« Un véhicule, garé dans un garage fermé privé, est un véhicule en circulation, CJUE, 20 juin 2019, aff. C-100/18, Línea Directa Aseguradora SA », août-septembre 2019.

« Marchés publics, Validité de l'exclusion de certains services juridiques, CJUE, 6 juin 2019, aff. C-264/18, P.M., N.G.d.M., P.V.d.S. c/ Ministerrad », août-septembre 2019.

« La Cour juge qu'un prévenu doit être informé des modifications quant à la qualification juridique des faits reprochés mais non des conséquences en découlant, CJUE, 13 juin 2019, aff. C-646/17, Gianluca Moro », août-septembre 2019.

« Qualification du procureur et autorité judiciaire d'émission, CJUE, 27 mai 2019, aff. jtes C-508/18 et C-82/19 PPU, OG, PI ; CJUE, 27 mai 2019, aff. C-509/18, PF », juillet 2019.

« Les évaluations de la BCE ne sont pas des actes attaquables, CJUE, 22 décembre 2008, aff. C-189/07, Commission c/ Espagne », juillet 2019.

« Une vis dans le pneu d'un avion constitue une circonstance extraordinaire si elle est à l'origine exclusive de la défaillance ayant entraîné un retard de vol, CJUE, 4 avr. 2019, aff. C-501/17, Germawings GmbH c/ Wolfgang Pauels », juin 2019.

« Devoir d'assistance et respect de la présomption d'innocence d'un « lanceur d'alerte », Trib. UE, 4 avr. 2019, aff. T-61/18, Amador Rodriguez Prieto c/ Commission », juin 2019.

« Qualification du procureur et autorité judiciaire d'émission, CJUE, 27 mai 2019, aff.jtes C-508/18 et C-82/19 PPU, OG, PI, CJUE, 27 mai 2019, aff. C-509/18, PF », juin 2019.

« Visa, asile, immigration - Révocation de la protection subsidiaire, CJUE, 23 mai 2019, aff. C-720/17, Mohammed Bilali », juin 2019.

« Les évaluations de la BCE ne sont pas des actes attaquables, CJUE, 22 décembre 2008, aff. C-189/07, Commission c/ Espagne », juin 2019.

« Asile - Application *ratione temporis* de la directive procédures ; CJUE, Gde Ch, 19 mars 2019, aff.jtes., C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, Ibrahim e.a. » mai 2019.

« Service postal universel et acheminement d'actes judiciaires, CJUE, 27 mars 2019, aff. C-545/17, Pawlak », mai 2019.

« Régime linguistique des actes, CJUE, 26 mars 2019, aff. C-377/16, Espagne c/ Parlement européen, CJUE, 26 mars 2019, aff. C-621/16P, Commission c/ Italie », mai 2019.

« De divers principes généraux de droit s'imposant à la Commission lors de l'imposition de corrections financières, Trib. UE, 12 mars 2019, aff. T-135/15, Italie c/ Commission, Trib. UE, 12 mars 2019, aff. T-139/15, Hongrie c/ Commission », mai 2019.

« Regroupement familial - Preuve des liens familiaux, CJUE, 2^{ème} ch., 13 mars 2019, aff. C-635/17, E. », mai 2019.

« Obligation « must carry » et « must offer » : Playmédia vs France Télévisions CJUE, 13 décembre 2018, aff. C-298/17, France Télévisions SA c/Playmédia et CSA », février 2019.

« TVA et droit de suite, CJUE, 19 décembre 2018, aff. C-51/18, Commission c/ Autriche », février 2019.

« La protection des intérêts financiers de l'Union n'autorise pas la Commission à méconnaître l'étendue de ses pouvoirs, ni les droits de la défense et la présomption d'innocence, CJUE, 14 déc. 2018, aff.T-298/ 16, East West Consulting c/ Commission », février 2019.

« Test d'intégration civique, regroupement familial et droit de séjour autonome, CJUE, 7 novembre 2018, aff. 257/17, C. A. CJUE, 7 novembre 2018, aff. C-484/17, K. », janvier 2019.

« Demande de regroupement familial : champ d'application et régime d'une demande tardive, CJUE, 7 novembre 2018, aff. C-380/17, K.B. », janvier 2019.

MONICAT Alice

Organisation de manifestations

Droit, révolutions et transitions. 1959-2019 : Cuba, soixante ans de Révolution face à la mondialisation, colloque interdisciplinaire du CERIC et de l'ILF-GERJC (UMR DICE), Faculté de droit et science politique d'Aix-en-Provence, 28-29 novembre 2019.

Negrito. Poèmes de Nicolas Guillén, spectacle créé et mis en scène par Alice Monicat, présenté au théâtre du Cube (Aix-Marseille Université) le 28 novembre 2019 dans le cadre du colloque interdisciplinaire *Droit, révolutions et transitions. 1959-2019 : Cuba, soixante de Révolution face à la mondialisation*.

MPOTO BOMBAKA Harvey

Chapitres d'ouvrages

« As rotas traçadas pelas cortes internacionais na aplicação da precaução em casos sobre proteção do meio ambiente marinho : contribuição encabeçada pelo tribunal do mar », in OLIVEIRA, Carina Costa de, MORAES Gabriela Lima, FERREIRA, Fabrício Ramos, *A interpretação do princípio da precaução pelos tribunais : análise nacional, comparada e internacional*, São Paulo, Pontes Editores, 2019 (avec F. Castelo Branco de Araujo et L. F. Coelho).

« Projeto de código de exploração dos fundos marinhos : avanços na definição de proteção ao patrimônio comum da humanidade e da diligência devida no direito do mar », in COSTA DE OLIVEIRA C., GALINDO G. R. B., DA SILVA S. T., MONT'ALVERNE T. C. F. (dir.), *Meio Ambiente Marinho, Sustentabilidade e Direito. Vol. I*, Editora Lumen juris, 2019 (avec C. Costa de Oliveira et G. Lima Moraes).

Guides techniques

« Guia jurídico da conservação e da preservação do meio ambiente marinho : définitions, principes, obligations e instrumentos jurídicos para a gestão sustentável dos recursos marinhos », in COSTA DE OLIVEIRA C. Et al., *Pesquisa Científica Marinha*, Editora Lumen juris. Rio, 2019.

MUKHA Yulia

Communications avec actes

« Distinguish a protest movement from a terrorist group. Example : environmental defenders », *L'Observateur des Nations Unies*, 2019, vol. 47.

PORTIER Claire

Communications sans actes

« Le contentieux climatique en France : quels fondements pour quelle(s) responsabilité(s) ? », *Quelles actions en justice pour l'environnement et pour le climat ? Regards croisés*, Université Laval, Canada, 3-4 octobre 2019.

RICARD Pascale

Chapitres d'ouvrages

« Les aires marines protégées en haute mer et la difficile conciliation entre droit de la mer et droit de l'environnement : enjeux et perspectives », in CHAUMETTEP. (coord.), *Le droit de l'océan transformé par l'exigence de conservation de l'environnement marin*, Marcial Pons/Université de Nantes, 2019, pp.249-268.

Articles dans des revues avec comité de lecture

« The limits of military activities by third States in the EEZ resulting from environmental law », *The International Journal of Marine and Coastal Law*, 2019, vol. 34, Issue 1, pp.144-165.

« Prévention et résolution des conflits d'usages en droit de la mer : quelques réflexions dans le cadre régional de l'océan Indien », *Carnets de Recherches de l'océan Indien* (journal disponible en ligne), 2019, n°3, pp.89-112.

Communications avec actes

« Sovereignty and challenges of the future ILBI : how to reconcile the individual interest of States at sea and the 'common interest of mankind' ? », Conférence annuelle de la Société européenne de droit international (ESIL), *Sovereignty : À concept in flux ?*, Université d'Athènes, septembre 2019 (à paraître aux éditions SSRN).

Communications sans actes

« Les activités dans les zones maritimes disputées. Le mariage de déraison entre économie, géopolitique et droit international », *13ème Workshop International sur la Sécurité Globale* Agence nationale pour la recherche, Paris, octobre 2019.

« La conservation de la biodiversité marine », Séminaire *L'eau, un bien commun* ? organisé dans le cadre du projet ComUe Paris Lumières Les biens communs. Un outil juridique à aiguiser ?, Florence (villa Finally), octobre 2019.

RICHARD Vanessa

Chapitres d'ouvrages

« IAMs as Guardians of a Kaleidoscopic Legal Accountability », in McINTYRE O., NANWANI S. (dir.), *The Practice of Independent Accountability Mechanisms (IAMs). Towards Good Governance in Development Finance*, Brill Nijhoff, 2019, pp.308-338.

« Accountability by proxy ? The ripple effects of MDBs' international accountability mechanisms on the private sector », in VARGIU P., SEATZU F., ESU F. (dir.), *Conceptualizing Accountability in International Financial Law* (à paraître 2021).

Traductions

RUBIO N., « Recent Developments about EU Soft Law in France », in *The Role of EU Soft Law in Domestic Law* (à paraître).

FATIN-ROUGE STEFANINI M., « France - Country report for the workshop on the legal limitations of direct democracy », International workshop *The legal limits of direct democracy*, 28 février 2020, Zurich.

RUBIO Nathalie

Chaire Jean Monnet « Politique de cohésion de l'Union européenne » (2009-2012)

Chapitres d'ouvrage

« L'expérience contentieuse des échanges commerciaux UE/Vietnam, les leçons du juge européen », in LANFRANCHI M.-P., NGUYEN N.H. (dir.), *Facilitation des échanges : expériences européennes et leçons pour le Vietnam*, Aix-en-Provence, PUAM, 2019, pp.39-52.

« Fonds européen de développement régional », in *Jurisclasseur Europe Traité*, LexisNexis, Fasc. 2180, décembre 2019, 32 p.

« Fonds de cohésion », in *Jurisclasseur Europe Traité*, LexisNexis, Fasc. 2190, décembre 2019, 21 p.

« Peut-on identifier un récit judiciaire de l'Europe territoriale ? » in BAILLEUX A., BERNARD E. et JACQUOT S. (dir.), *Les récits judiciaires de l'Europe, Concepts et typologie*, Bruxelles, Bruylant, 2019, pp.192-209.

Communications avec actes

« Peut-on identifier une Europe territoriale ? », Colloque *Les récits judiciaires de l'Europe*, Université Saint-Louis, Bruxelles, 24 juin 2019.

« The Use of EU Soft Law by Member States in the Fields of EU Competition and State Aids Law : À Comparative Perspective », *International STL workshop on the use of soft law by national courts and public authorities : an EU-China comparison* (org. F. Snyder F., M. Elia Antonio), Peking University School of Transnational Law, Shenzhen, Chine, 13 novembre 2019.

« Approfondissement de l'agenciarisation et perfectionnement du contrôle juridictionnel », in MEHDI R. (dir.), *L'agenciarisation de la politique d'immigration et d'asile face aux enjeux de la crise des réfugiés en Méditerranée*, Confluence des droits (à paraître).

« L'opportunité dans le recours en manquement en droit de l'Union européenne », in LE BŒUF R., LE BOT O. (dir.), *L'inapplication du droit*, Actes de la Xe Journée de l'UMR DICE (13 octobre 2017), Confluence des droits (à paraître).

Communications sans actes

« Comment protéger les minorités humaines au niveau national, régional et international en démocratie ? », École d'été de recherche *Démocratie et justice. Les droits des minorités, leur promotion et leur défense en questions* (org. H. Thomas), Faculté de droit d'Aix-en-Provence, 1^{er}-3 juillet 2019.

Working papers

« National report on France : the use of EU soft law by national courts and administration in the field of EU competition and state aid », 2019, 16 p.(avec M. Lamoureux).<<https://www.solar-network.eu/wp-content/uploads/2019/04/SoLaR-Country-Report-France-Environment.pdf>>.

Chroniques

Responsable de la chronique « Politique de cohésion économique, sociale et territoriale », *Annuaire du droit de l'Union européenne*, Editions Panthéon-Assas.

« Politique de cohésion économique, sociale et territoriale », in BLUMANN C. et PICOD F. (dir.), *Annuaire de Droit de l'Union européenne 2018*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2019, pp.1013-1028.

Compte-rendu d'ouvrages

Recension de l'ouvrage de G. BachouéPedrouzo et R. Colavitti (dir.), *Les organismes européens de coopération territoriale*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit de l'Union européenne », 292 p., 2018, in BLUMANN C. et PICOD F. (dir.), *Annuaire de Droit de l'Union européenne 2018*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2019, pp.1175-1176.

Participation à des réseaux scientifiques

Membre du Conseil scientifique du réseau des MMSH (depuis 2019).

Rapports/Expertise

Expertises de projets de recherche, Fonds de recherche du Québec (Canada) (février 2019).

Expertise de projets de recherche, Fonds de recherche scientifique (Belgique) (avril ; septembre 2019).

Expert Task force 2 Legal Entity, Université européenne CIVIS (depuis décembre 2019)

Interactions avec l'environnement socio-économique ou culturel/activités de valorisation

Membre du comité scientifique Les entretiens Portalis 2019 « Droit et environnement » (Faculté de droit-Cour d'appel d'Aix-en-Provence), 13 juin 2019.

Présentation orale sur l'avenir de l'UE lors de la « Soirée européenne : l'Union européenne à l'heure des défis », The Maastricht Debate 2019, Sciences Po Aix-Université de Maastricht, 29 avril 2019.

« Les fondamentaux du droit européen » Formation de fonctionnaires catégorie A, Collège de l'Europe de Bruges et IGPDE, Paris, 17-18 juin 2019.

SAA TOLNO Jérôme

Numéro thématique « La Chine et le droit international », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 44 (avec L. Bertier).

SEDDIK Wissem

Chroniques

« Actualité des institutions de l'Union européenne – Conseil européen et Conseil de l'Union européenne », in BLUMANN C., PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2018*, mars 2020 (avec R. Mehdi (dir.), C. Bouillard, N. El Biad, L. Fériel, R. Foucart, G. Le Roux, J. Tribout).

Interactions avec l'environnement socio-économique ou culturel/activités de valorisation

Contribution à la réalisation de fiches synthétiques publiées :

- « Le cadre juridique des Aires Marines Protégées en Tunisie : Fiches synthétiques », SPA/RAC et MedPAN, Ed. SPA/RAC, Tunis, 2019, 11 p. (avec P.Emmanouilidou, C. Webster, S. El Asmi et A. Kheriji).
- « Le cadre juridique des Aires Marines Protégées au Maroc : Fiches synthétiques », SPA/RAC et MedPAN, Ed. SPA/RAC, Tunis, 2019, 11 p. (avec P.Emmanouilidou, C. Webster, S. El Asmi et A. Kheriji).
- « The legal framework for marine protected areas in Lebanon: Fact sheets », SPA/RAC et MedPAN, Ed. SPA/RAC, Tunis, 2019, 11 p. (avec P.Emmanouilidou, C. Webster, S. El Asmi et A. Kheriji).

SIAMPAKOU Niki

Communications sans actes

« El sistema de reparación de la Corte Interamericana de Derechos Humanos y su impacto en las órdenes de reparación de la Corte Penal Internacional », *Seminario Anual A 50 años de la Convención Americana sobre Derechos Humanos: Los impactos de la jurisprudencia de la Corte Interamericana*, Max Planck Institute for Comparative Public Law and International Law, Heidelberg, 4-5 décembre 2019.

« Victims' Reparation within the International Criminal Court », *3rd Biennale Hamburg Young Scholars' Workshop in International Law*, Université de Hambourg, 20-21 septembre 2019.

« Victims' Reparation within International Criminal Jurisdictions : The Case of the International Criminal Court », *JSD Forum*, New York University, 25 février 2019.

SNYDER Francis

Chaire Jean Monnet *ad personam* (depuis 2006)

Articles dans des revues avec comité de lecture

« Understanding the Regulation of Ecological Food in China : Regulatory Intermediation, Path Dependence and Legal Pluralism », (disponible à : <https://ssrn.com/abstract=3497137>)

Communications avec actes

« Soft Law in China », Colloque SoLaR sur le Soft Law de l'Union européenne dans les juridictions nationales, 17-18 octobre 2019

Communications sans actes

« Three Worlds of Chinese Soft Law », Faculty Research Workshop, Peking University School of Transnational Law, Peking University Shenzhen Graduate School, Shenzhen, China, 4 décembre 2019.

President du panel *Facts and Proof: Concepts and Application*, Colloque international *The Second International Conference on Facts and Evidence: A Dialogue between Law and History*, Peking University School of Transnational Law, Peking University Shenzhen Graduate School, Shenzhen, China, 16-17 novembre 2019.

International Workshop on Soft Law in Europe and China, Peking University School of Transnational Law, Peking University Shenzhen Graduate School, Shenzhen, China, 11-13 novembre 2019 (organisateur principal).

« Soft Law in China », International Workshop on Soft Law in Europe and China, Peking University School of Transnational Law (org. F. Snyder), Peking University Shenzhen Graduate School, Shenzhen, China, 12-novembre 2019

Discours introductif, Pearl River Delta Academy of International Trade and Investment Law (org. F. Snyder), Macao, 7-10 novembre 2019.

« Food Safety and International Standards in the China Great Bay Area », Conférence, Pearl River Delta Academy of International Trade and Investment Law (org. F. Snyder), Macao, 7 novembre 2019.

« Who makes international standards ? The WTO SPS Agreement and Organic Food in China », Conférence, Université Bocconi, Milan, 7 octobre 2019.

« The Judicial Struggle against Fake Pesticides in China : A Geography of Law and Public Health, 1997-2017, Jean Monnet Seminar, Faculty of Law, University of Macau, 3 mai 2019.

Responsabilités pédagogiques

Master course *The Institutional Reforms of the EU Lisbon Treaty*, Institute of European Studies, Macau, 12-16 février 2019.

Compact Seminar, *EU-China Relations : The Legal Framework*, College of Europe, Bruges, 25-26 février 2019.

Coach, WTO Moot Court Team, Peking University School of Transnational Law, Peking University Shenzhen Graduate School, Shenzhen, China, 2019.

Co-Director, Annual Faculty Research Scholarship Seminar, Peking University School of Transnational Law, Peking University Shenzhen Graduate School, Shenzhen, China, 2019.

TOURE Badjinri

Organisation de manifestations

Colloque de l'Association Française pour les Nations Unies-section Aix-en-Provence, *Activisme et résistance : défis de la qualification juridique des mouvements contestataires*, Aix-en-Provence, 28 février 2019 (organisation d'une simulation des Nations Unies sur le même thème).

Articles dans des revues avec comité de lecture

« L'assouplissement de certaines conditions de recevabilité des recours par les juridictions de protection des droits de l'Homme », *Confluence des droits-La revue* (Actes de la XI^{ème} journée d'études de l'UMR DICE, *La régulation des recours juridictionnels et les exigences du procès équitable*) (à paraître, avec L. Dumont et G. Ferrara).

TRIBOUT Julien

Chroniques

« Actualité des institutions de l'Union européenne – Conseil européen et Conseil de l'Union européenne », in BLUMANN C., PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2018*, mars 2020 (avec R. Mehdi (dir.), C. Bouillard, N. El Biad, L. Fériel, R. Foucart, G. Le Roux, W. Seddik).

TRUILHE Ève

Direction d'ouvrages

Le procès environnemental – Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement, 2019, 242 p., <<https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/ceric/vient-paraitrerapport-recherche-proces-environnemental-du-proces-lenvironnement-au-proces>> (avec M. Hautereau-Boutonnet).

Articles dans des revues nationales ou internationales sans comité de lecture

« Des procès pour renforcer l'effectivité du droit de l'environnement », *Cahiers de la justice*, 2019, n°3, pp.431-441 (avec M. Hautereau-Boutonnet).

« People's climate case : beaucoup de bruit pour rien ? », *Énergie, Environnement, Infrastructure*, juillet 2019, n°7, pp.35-37 (avec E. Brosset).

« Les procès fictifs en matière environnementale : faux procès – vrais effets ? », *Énergie, Environnement, Infrastructure*, avril 2019, n°4.

Communications avec actes

« Propos introductifs », colloque *Le procès environnemental. Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, Cour de cassation, 21 octobre 2019 (avec M. Hautereau-Boutonnet).

« Les objectifs du procès environnemental en droit de l'Union européenne », in *Le procès environnemental*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires (actes du colloque « Quelles actions en justice pour l'environnement et pour le climat ? », Université Laval, Canada, 3-4 octobre 2019) (à paraître).

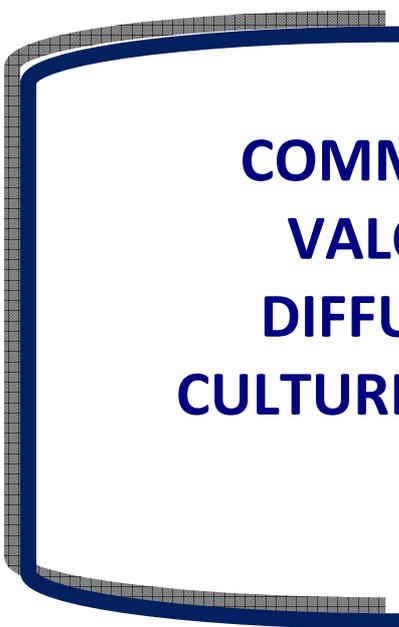
Communication sans actes

« Les principes du procès environnemental », *Les entretiens Portalis « Droit et environnement »*, Cour d'appel d'Aix-en-Provence, 13 juin 2019

VASILEVSKAIA Daria

Interactions avec l'environnement socio-économique ou culturel/activités de valorisation

Stage juridique sur la pollution plastique, Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 23 septembre-22 décembre 2019, Nairobi, Kenya.



**COMMUNICATION
VALORISATION
DIFFUSION DE LA
CULTURE SCIENTIFIQUE**

1- Communication et valorisation de l'information

1-1 Les supports d'édition et de communication

La Lettre électronique du CERIC (La E-CERIC)

Le CERIC s'est doté depuis 2013 d'une **Lettre électronique d'information (E-CERIC)** qui a pour vocation de faire partager en interne et en externe le fruit des travaux d'enseignement et de recherche. Chaque numéro semestriel comprend un dossier thématique (« Zoom ») et propose une communication régulière sur les avancées scientifiques, la vie de l'équipe, une sélection d'événements à venir, les publications récentes et les partenaires de recherche à l'international. La rédaction apporte également un éclairage rétrospectif sur certains événements ("Les échos"). Soucieux de faire évoluer ses supports, le CERIC propose depuis juillet 2018 sa Lettre électronique dans une version rénovée avec un nouveau design. Les parutions sont adressées sur les boîtes électroniques des destinataires en lien direct avec le site internet dont elles assurent une meilleure promotion.

Les dossiers récemment parus

- E-CERIC n°13 (janvier 2020) Zoom sur **Le Réseau SoLaR et la *soft law*** (entretien avec Nathalie RUBIO, professeure à AMU)
- E-CERIC n°12 (juillet 2019) Zoom sur **Un temps fort au CERIC avec l'élection d'une nouvelle direction**

Les Masters 2 portés par le CERIC

L'offre de formation du CERIC s'est enrichie de plusieurs matériaux pour la mise en valeur des masters : une plaquette de présentation de la "**Mention Droit International et Droit européen**" (version révisée de 2020), la réédition en 2020 des flyers master et la fabrication de documents grands formats valorisant d'une manière ludique nos diplômes lors de manifestations.

Tous ces documents sont accessibles en ligne sur notre site <https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/ceric/formation-ceric>

L'Hebdo du DICE

Créée en janvier 2018 et rédigée dans un esprit autant prospectif que rétroactif, cette ressource à destination de chacun des membres de l'UMR fait le point hebdomadaire sur l'actualité scientifique (appels à projets, appels à communications, bourses, prix...) afin de favoriser les échanges et le travail en commun des équipes du laboratoire.

La Lettre électronique d'information du DICE et la refonte de la plaquette de l'UMR

Créée en 2016 pour illustrer les liens privilégiés que les équipes exercent entre elles ou séparément, la [Lettre du DICE](#) a pour objectif de donner "**La parole...**" à des membres du laboratoire, d'apporter un éclairage rétrospectif sur un certain nombre d'événements, de communiquer sur l'actualité de la recherche et de l'enseignement et d'annoncer les récentes publications des collections de l'UMR.

Une version numérique de la plaquette de présentation de l'UMR est téléchargeable depuis notre site internet. Elle présente le laboratoire et ses équipes, les avancées scientifiques, les offres de formation, les fonds documentaires, les séances du Séminaire mensuel de l'UMR et les Journées de l'UMR (version actualisée mars 2020).

https://dice.univ-amu.fr/sites/dice.univ-amu.fr/files/public/fichierscombinesbrochure_dice_2020.pdf

| 1-2 Les outils

La chaîne YouTube

Les conférences en live du **Séminaire général mensuel** sont accessibles en vidéo depuis 2016 sur la chaîne télévisée du laboratoire.

<https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/dice/videos-lumr-dice>

Le site web

Soucieuse d'améliorer continuellement sa communication et de faire évoluer ses outils et supports, l'UMR DICE a refondu son site internet en 2016 (<http://dice.univ-amu.fr/dice>) ainsi que celui du CERIC (<http://dice.univ-amu.fr/dice/ceric>) afin de gagner en cohérence et en unité d'image renvoyée aux utilisateurs. L'ingénierie web pilotée par le CERIC a été conduite avec efficacité en collaboration avec les informaticiens de la Direction Opérationnelle des Systèmes d'Information (DOSI). La migration de notre site vers un hébergeur et une maquette institutionnelle de l'Université d'Aix-Marseille a permis de redéfinir nos objectifs de communication en travaillant sur une nouvelle ergonomie et des contenus et fonctionnalités technologiquement plus avancés. L'outil web permet à chaque équipe de communiquer d'une manière créative et variée sur la vie des membres, les projets, formations et résultats de recherche. Il a un enjeu certain en participant à la cohésion des équipes et en fédérant les activités organisées en commun entre les équipes implantées sur trois sites géographiquement éloignés. De nouveaux services sont offerts aux utilisateurs au travers des réseaux sociaux et flux RSS. Une procédure spéciale permet à chaque membre du laboratoire de collaborer à la dynamique du site en créant sa propre page personnelle et en la mettant régulièrement à jour.

Les réseaux sociaux

Le CERIC dispose d'une page Facebook (<https://fr-fr.facebook.com/ceric.aix>) et d'un compte Twitter (CERIC@CERIC_UMR_DICE)

2- Diffusion de la culturescientifique

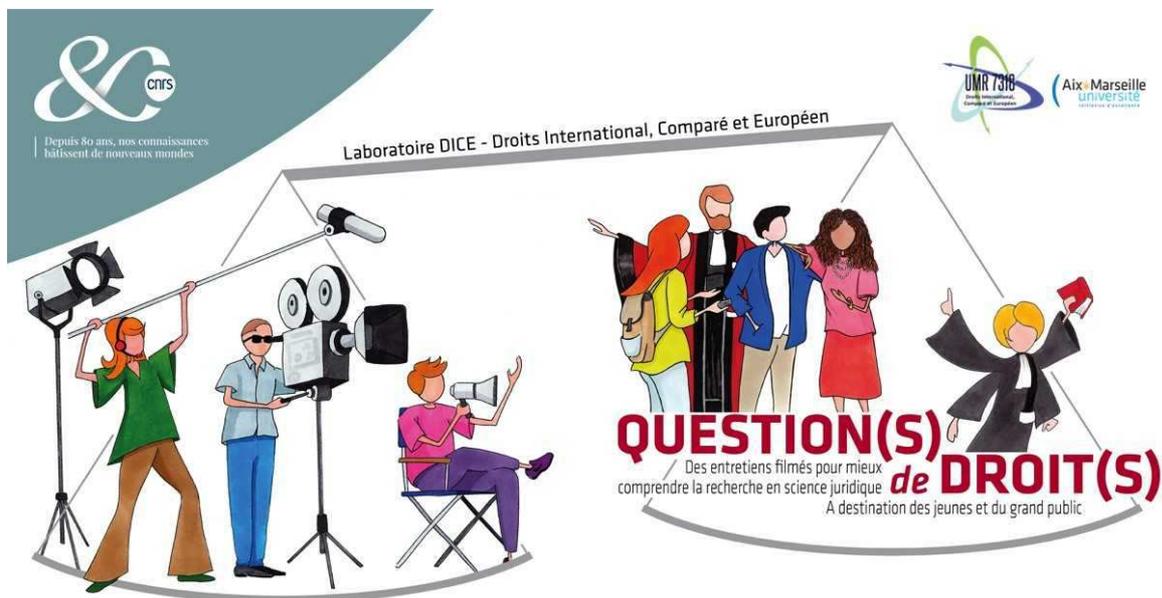
| Le film du DICE

Ce film intervient dans le cadre de l'anniversaire des 80 ans du CNRS et vise à mettre en valeur, d'une manière imagée et pédagogique, les recherches effectuées dans un Laboratoire de recherche en droit. Il est, en effet, souvent méconnu que l'on puisse faire de la recherche en droit et que des chercheurs puissent être recrutés dans cette discipline et faire carrière au CNRS. Ce film est un long métrage de 80 minutes (sortie novembre 2019) entièrement produit et réalisé par le DICE. Il est le fruit d'un travail unique d'une grande ampleur mené collectivement tout au long de cette année avec l'aide de peu de moyens humains et financiers. Il repose pour l'essentiel sur de bonnes volontés et une envie des uns et des autres de valoriser et vulgariser le travail effectué dans un laboratoire de droit reconnu par le CNRS. Il a bénéficié d'un soutien financier de la DirCom du CNRS Paris.

Les objectifs de cette réalisation sont multiples :

- mieux faire connaître ce que nous faisons au sein de l'unité en utilisant des tonalités nouvelles pour la discipline et parfois même l'humour...
- améliorer l'attractivité de l'enseignement et de la recherche en droit en augmentant la visibilité et la lisibilité notamment auprès des jeunes lycéens et des étudiants
- améliorer la visibilité des recherches menées au sein de notre unité en France et à l'étranger
- accroître la production audiovisuelle dans la discipline.

L'accès direct aux différentes séquences (introductives, par équipe et individuelles) est possible.



<https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/dice/film-du-dice-tourne-cadre-lanniversaire-80-ans-du-cnrs-est-ligne>



**MANDATS
EXPERTISE
DISTINCTIONS**

Les enseignants-chercheurs du CERIC sont très impliqués dans la vie institutionnelle de l'Université d'Aix-Marseille et en prise avec le monde socio-économique. En témoignent les mandats qu'ils détiennent au sein des instances de décision de l'Université d'Aix-Marseille et de la Faculté de droit et de science politique, les responsabilités qu'ils assument dans les structures nationales en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que les sollicitations dont ils sont l'objet à titre d'experts.

1- Mandats

Commission de la Recherche de l'Université

Sandrine MALJEAN-DUBOIS, Directrice de recherche au CNRS

Conseil de la Faculté de droit et de science politique

Jean-François MARCHI, Maître de conférences

Nathalie RUBIO, Professeure

Assessorats

Marie-Pierre LANFRANCHI, Professeure, Assesseure à l'orientation, insertion professionnelle, vie étudiante, gestion du handicap

Jean-François MARCHI, Maître de conférences, Assesseur en charge des relations internationales

Chargés de mission

Jean-François MARCHI, Maître de conférences, chargé de mission Amérique latine auprès de la Vice-présidente en charge des relations internationales

Section 02 (Droit public) du Conseil National des Universités

Jean-François MARCHI, Maître de conférences, membre élu de la section

Valérie MICHEL, Professeure, première vice-présidente de la section (jusqu'en novembre 2019)

Centre National de la Recherche Scientifique

Sandrine MALJEAN-DUBOIS, Directrice de recherche au CNRS, membre de la Commission régionale de formation permanente du CNRS, délégation Provence Alpes Corse (DR 12)

Conseil de l'École Doctorale 67 (Sciences juridiques et politiques)

Donia LANDOULSI, membre nommé

2- Expertise et distinctions

Estelle Brosset est personnalité qualifiée en droit au sein du Haut Conseil des Biotechnologies depuis 2015.



Sandrine Maljean-Dubois a été nommée le 15 juillet 2016 membre du Groupe d'experts ad hoc de l'UNESCO (GEAH) chargée de la préparation d'un projet de texte préliminaire d'une déclaration non contraignante sur des principes éthiques en relation avec le changement climatique.

Ludovic Hennebela été élu en tant qu'expert du Comité consultatif des droits de l'homme des Nations Unies. Il y a pris ses fonctions le 1er octobre 2017.



Hélène Tigroudja a été élue comme experte au Comité des Droits de l'Homme de l'ONU par l'assemblée des États Parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques réunis à New York. Elle a pris ses fonctions en 2019 pour un mandat de 4 ans.

Valérie Michel est déléguée
auprès du Défenseur des droits
sur les questions européennes.



Aurélie Mahalatchimy est
membre du groupe de travail
sur « le post/transhumanisme
et les droits de l'homme » du
Comité d'éthique des sciences
de la Commission nationale
pour l'UNESCO (2018-2021)

Romain Le Bœuf a obtenu le
prix Charles Aubert-Droit de
l'Académie des Sciences
Morales et Politiques pour son
ouvrage *Le traité de paix.*
Contribution à l'étude juridique
du règlement conventionnel des
différends internationaux



**L'UMR DROITS
INTERNATIONAL,
COMPARÉ ET EUROPÉEN
(DICE)**

● L'Unité Mixte de Recherche 7318 est constituée de **4 équipes localisées sur 3 sites universitaires** :

- l'Université d'Aix-Marseille (AMU) : Institut Louis Favoreu-Groupe d'Études et de Recherches comparées sur la Justice Constitutionnelle (ILF-GERJC) et le Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires(CERIC).

- l'Université de Toulon (UT) : Centre de Droit et de Politique Comparés Jean-Claude Escarras (CDPC).

- l'Université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA) : Institut d'Études Ibériques et Ibérico-Américaines (IE2IA).

Elle relève également de deux instituts du CNRS : l'Institut des Sciences Humaines et Sociales (INSHS, section 36) et l'Institut Écologie et Environnement (INEE, section 45).

L'UMR est composée de 79 enseignants-chercheurs et chercheurs et de plus de 150 doctorants et post-doctorants, pouvant s'appuyer sur un personnel administratif compétent et disponible.

En 2010, la construction de l'Espace Cassin pour les équipes aixoises sur le site d'Aix-Marseille Université a contribué à consolider les liens entre les équipes en rassemblant, en un lieu unique, convivial et fonctionnel à la fois les chercheurs et enseignants-chercheurs, l'administration, les doctorants, la documentation et des salles de réunion.

● **L'identité scientifique de l'UMR** se fonde sur sa capacité à développer une recherche ouverte aux enjeux internationaux et européens, aux impératifs de la pluridisciplinarité et constamment empreinte de comparatisme.

Son programme s'appuie sur des axes convergents de développement scientifique :

● ***Nouvelles configurations normatives et institutionnelles,***

● ***Justice, justices,***

● ***Démocratie, État de droit et droits fondamentaux,***

● ***Droit, science et techniques***

Des réalisations concrètes l'illustrent : conduite de programmes de recherche communs, organisation des Journées de l'UMR, manifestations organisées en commun avec les équipes, développement des co-directions de thèses, prix de thèse de l'UMR, lettre d'information semestrielle ...).

● L'activité scientifique de l'UMR est **soutenue** (un taux de production très élevé des membres, toutes équipes confondues, plus de 120 colloques ou journées d'études et 150 séminaires ou conférences organisés depuis 2014). L'UMR a été reconnue comme une « *unité d'excellence* » par les instances d'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle est partie prenante de deux laboratoires d'excellence : le LabexMed « Les sciences humaines et sociales au cœur de l'interdisciplinarité pour la Méditerranée » (Institut d'établissement Sociétés en mutation en Méditerranée (SoMuM) à partir de 2020) et OT-Med « Objectif Terre-Bassin Méditerranéen » (Institut méditerranéen pour la transition environnementale [ITEM] à partir de 2020).

L'UMR organise chaque année une journée d'études. La XIIème journée d'études du 11 octobre 2019 s'est tenue à Pau sur le thème de l'exécution des décisions de justice. La XIIIème journée d'études est programmée à Aix-en-Provence le 8 octobre 2020 sur le thème « Responsabilité politique et justice ».

Les séminaires mensuels organisés en 2019 et 2020 sont les suivants :

11 janvier 2019, *Les politiques européennes prennent-elles un tournant comportemental ? L'exemple de la protection des consommateurs*, Anne-Lise SIBONY, Professeure de droit européen à l'Université Catholique de Louvain.

1er février 2019, *Faire justice soi-même sur Internet. Formes et enjeux du vigilantisme numérique*, Benjamin LOVELUCK, Maître de conférences, Télécom Paris Tech, Département Sciences économique et sociales.

11 mars 2019, *Le droit et les beaux-arts : quels sont les dialogues possibles ?* (conférence en anglais), Marcilio FRANCA, Professeur de droit, Université fédérale du Paraiba (Brésil), Professeur invité, Università degli Studi di Torino, arbitre au Tribunal permanent de révision du MERCOSUR.

2 avril 2019, *La vulnérabilité. De quel(s) droit(s) ?*, Diane ROMAN, Professeure à l'Université François-Rabelais de Tours.

23 mai 2019, *Le climat est-il un bien commun ?*, Judith ROCHFELD, Professeure à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

18 juin 2019, *La lexolympica. Au cœur des rapports entre ordres juridiques étatiques et sportifs*, Mathieu MAISONNEUVE, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille.

26 septembre 2019, *L'interprète (constitutionnel) est toujours en mauvaise posture. Théorie de l'interprétation et théorie constitutionnelle*, Denis BARANGER, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas.

14 octobre 2019, *Le procès environnemental. Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET, Professeure (CERIC), Eve TRUILHE, Directrice de recherche au CNRS (CERIC).

18 novembre 2019, *Le droit parmi les sciences humaines et sociales. Quelques considérations d'un historien du droit sur la recherche juridique*, Xavier PREVOST, Professeur à l'Université de Bordeaux.

12 décembre 2019, *Comment (re)faire la loi à l'ère du droit souple ?*, Alexandre FLÜCKIGER, Professeur ordinaire à l'Université de Genève (discutants : Professeur Jean-Yves CHEROT ; Professeure Véronique CHAMPEIL-DESPLATS) (reporté).

13 janvier 2020, *Libertaria, la cité (non) pirate : une utopie constitutionnelle entre démocratie et totalitarisme*, Franck LAFAILLE, Professeur à l'Université Paris 13 (Centre d'Études et de Recherches Administratives et Politiques).

3 février 2020, *Peut-on défendre le populisme ?*, Manuel CERVERA MARZAL, Chercheur en sociologie politique, post-doctorant LabexMed (ILF-GERJC, UMR DICE).

2 mars 2020, *A propos des mythes du droit public*, Mathieu TOUZEIL-DIVINA, Professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole (Institut Maurice Hauriou), président du Collectif L'Unité du droit.

9 avril 2020, *Défiance, doute et incertitude devant le juge : le rôle de la procédure*, Julie TRIBOLO, maître de conférences à l'Université Côte d'Azur (reporté).

25 mai 2020, *Autour d'un classique méconnu : Hans Kelsen*, Régis PONSARD, maître de conférences, Université de Reims Champagne-Ardenne, Thomas HOCHMANN, Professeur, Université de Reims Champagne-Ardenne, Xavier MAGNON, Professeur, Université d'Aix-Marseille (reporté).

9 juin 2020, *La négociation sur la haute mer aux Nations Unies*, Serge SEGURA, ambassadeur chargé des océans, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (reporté).

● La **richesse et la spécialisation des fonds documentaires** des équipes de l'UMR les rendent uniques en France.

- Soucieuse d'améliorer continuellement sa **communication** et de faire évoluer ses outils et supports, l'UMR DICE a refondu son site internet en 2016 afin de gagner en cohérence et en visibilité.

La publication d'une Lettre électronique d'information au niveau de l'UMR (La Lettre de DICE) a été lancée début 2017. Elle met en lumière les éléments phares de chaque équipe et fédère une stratégie de communication.

- L'UMR développe une politique éditoriale dynamique

L'UMR fait vivre une collection intitulée « **À la croisée des droits** » aux éditions Bruylant (Bruxelles). Signe de son attractivité, cette collection accueille également des travaux conduits par d'autres équipes. Créée en 2008 et dirigée par le professeur Rostane Mehdi, cette collection répond au constat qu'il est, selon nous, plus que jamais indispensable de promouvoir le décloisonnement d'une recherche juridique segmentée à l'excès. Les clivages structurant traditionnellement l'enseignement et la recherche (droit public/droit privé, droit international/droit européen/droits nationaux, droit de la santé/droit de l'environnement/droit économique...) doivent être dépassés. En effet, ils ne fournissent plus nécessairement les outils intellectuels permettant de comprendre et de rendre compte de la complexité des phénomènes sociaux.

L'UMR a créé un pôle éditorial, comprenant une collection d'ouvrages numériques en *open access* et une revue électronique accueillant des contenus variés sous la forme d'articles, entretiens et courtes vidéos.

➤ une collection d'ouvrages numériques « **Confluence des droits** » (dirigée par Sandrine Maljean-Dubois et Marthe Fatin-Rouge Stefanini) dont le premier ouvrage est paru en 2017.



Confluence des droits a vocation à accueillir des monographies, thèses, actes de colloques et ouvrages collectifs, en français et en anglais, produits au sein et en dehors de DICE.

Confluence des droits s'intéresse à des thématiques montantes ou d'actualité telles que les nouvelles formes de régulation, les nouvelles formes de démocratie ou d'expression démocratique, les changements que cela induit et les nouvelles configurations juridiques et institutionnelles qui en résultent. La collection accueille les recherches conduites à la croisée des ordres juridiques, aussi bien qu'au carrefour de disciplines différentes, juridiques et extra-juridiques.

Ouvrages déjà parus

Sandrine Maljean-Dubois (dir.), *Circulations de normes et réseaux d'acteurs dans la gouvernance internationale de l'environnement*, 2017, 212 p.

Marthe Fatin-Rouge Stéfanini, Caterina Severino (dir.), *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC?*, 2017, 502 p.

Nathalie Rubio (dir.), *La fabrication du droit de l'UE dans le contexte du mieux légiférer*, 2017, 219 p.

Anne-Sophie Tabau (dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? Bilan et perspectives pour l'île de la Réunion*, 2018, 268 p.

Mickaël Bardin, Priscilla Monge-Jensel, Marthe Fatin-Rouge Stéfanini, Caterina Severino (dir.), *La démocratie connectée*, 2018, 142 p.

Thierry Bidouzo, *Les organisations internationales et la résolution des conflits post-bipolaires en Afrique*, 2019, 496 p.

Albane Geslin, Emmanuelle Tourme Jouannet (dir.), *Le droit international de la reconnaissance, un instrument de décolonisation et de refondation du droit international ?*, 2019, 204 p.

Fleur Dargent, *La consultation en droit public interne*, 2020, 516 p.

Ouvrages à paraître

Rostane Mehdi (dir.), *L'agenciarisation de la politique européenne d'immigration et d'asile face aux enjeux de la crise des réfugiés en Méditerranée*.

Romain Le Bœuf et Olivier Le Bot (dir.), *L'inapplication du droit*.

Mathilde Hautereau-Boutonnet et Eve Truilhé (dir.), *Actions en justice et environnement : approche de droit comparé*, 2020.

Rostane Mehdi (dir.), *L'agenciarisation de la politique européenne d'immigration et d'asile face aux enjeux de la crise des réfugiés en Méditerranée*, 2020.

Marion Lemoine, *Le mécanisme pour un développement propre du protocole de Kyoto, révélateur des évolutions de la normativité internationale*, 2020.

Guillaume Futhazar, *Les modalités d'influence de l'IPBES sur l'évolution du droit international de l'environnement en Méditerranée*, 2020.

Ouvrages à consulter sur : <https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/dice/publications/confluence-droits/presentation>

- Une nouvelle revue numérique « **Confluence des droits_La Revue** » lancée en 2020



Confluence des droits_La revue accueille les recherches conduites à la croisée des ordres juridiques, aussi bien qu'au carrefour de disciplines différentes, juridiques et extra-juridiques. En cohérence avec les axes de recherche de l'UMR DICE, **Confluence des droits_La revue** s'intéresse en particulier à des thématiques montantes ou d'actualité telles que :

- les nouvelles formes de régulation, les nouvelles formes de démocratie ou d'expression démocratique, les changements que cela induit et les nouvelles configurations juridiques et institutionnelles qui en résultent,
- la justice, le rôle du juge dans le développement du droit, la justice et les rapports de systèmes,

- les droits fondamentaux,
- les rapports entre droits, sciences et techniques.

À consulter sur : <http://confluencedesdroits-larevue.com>

● L'UMR présente une **offre de formation diversifiée** avec 11 spécialités de Masters 2 et met en place des cursus d'excellence reposant sur des collaborations internationales. La politique doctorale s'appuie sur le recrutement de doctorants contractuels et la recherche d'autres financements doctoraux (CNRS, Région, CIFRE, ADEME...). L'insertion des doctorants dans des recherches collectives, le soutien matériel qui leur est offert, l'organisation de rencontres doctorales (Université internationale d'été du Mercantour depuis 2008, l'École Doctorale des Juristes Méditerranéens (EDJM) depuis 2009, École d'été sur la pratique du droit international des droits humains depuis 2016, Université d'été sur la justice transitionnelle co-organisée avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour depuis 2013) constituent les points clés d'une **formation doctorale dynamique**.

Edition : CERIC
Photographies : CERIC
Couverture : Martine PERRON
Compilation des informations/Mise en page : Pascal GAUTIER
Impression : DEPIL